

ANALYSE DE L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE AU QUÉBEC :
ÉTUDE DE CAS AVEC LE PROJET D'OLÉODUC ÉNERGIE EST

Par
Éric Antigny

Essai présenté au Centre universitaire de formation
en environnement et développement durable en vue de
l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Monsieur Claude E. Delisle

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Janvier 2017

SOMMAIRE

Mots clés : acceptabilité sociale, participation publique, projet, hydrocarbures, oléoduc, Énergie Est, TransCanada, Québec, développement durable, changement climatique

Le projet pancanadien d'oléoduc Énergie Est de TransCanada est le plus grand projet d'oléoduc en Amérique du Nord qui traverserait de nombreuses provinces canadiennes de l'Alberta au Nouveau-Brunswick en passant par le Québec. Alors que le processus d'évaluation du projet est à peine entamé, il fait déjà l'objet d'oppositions au Québec. Même s'il est évalué par les instances fédérales, le Québec peut aussi évaluer l'aspect environnemental de la portion québécoise du projet. L'intérêt de cet essai est donc de comprendre davantage ce phénomène particulier d'acceptabilité sociale au Québec. Ce phénomène est défini comme le résultat d'un processus collectif et dynamique visant à intégrer, à différentes échelles, une pluralité d'acteurs concernés ou intéressés dans le but principal d'évaluer un projet autour d'intérêts ou de valeurs communes liées aux dimensions environnementales, sociales et économiques. Dans cette définition, les acteurs sont les organisations gouvernementales, les Premières Nations, les nombreuses organisations non gouvernementales, les citoyens et les médias. Six catégories de facteurs d'acceptabilité sociale ont été établies, dont la gouvernance, le processus participatif, les enjeux sociaux, environnementaux, économiques et techniques. Ce projet a donc pu être analysé à partir de ces éléments et comparé à des projets mis en place dans la province. Huit projets ont été retenus faisant partie des secteurs miniers, énergétiques (renouvelable et non renouvelable) et industriels.

Il s'avère que le projet Énergie Est obtient le pire pointage en matière d'acceptabilité sociale surtout d'un point de vue de la gouvernance et du processus participatif, facteurs faisant varier le plus l'acceptabilité sociale des projets retenus. Par ce constat, l'inacceptabilité sociale actuelle du Québec pour le projet Énergie Est nécessite des actions proactives à l'heure où les consultations publiques ont été reportées pour une date indéterminée (possiblement en 2017). C'est pourquoi 15 recommandations ont été proposées pour améliorer ce pointage selon les six facteurs d'acceptabilité sociale. La proactivité, la collaboration, la transparence, l'écoute et la participation active des parties prenantes sur le projet sont les principales recommandations. En complément, des pistes de bonifications sont proposées aux instances gouvernementales québécoises pour améliorer l'acceptabilité sociale de ce projet et des prochains projets, notamment respecter ses propres lois et exigences, mais aussi dépolitiser la prise de décision déléguée au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement lui-même restructuré autour de la *Loi sur le Développement durable*.

REMERCIEMENTS

J'aimerais surtout remercier mon directeur d'essai, Monsieur Claude E. Delisle, d'avoir accepté de m'encadrer dans cette rédaction d'essai pour un sujet incontournable ces dernières années et surtout les prochaines années. Il a su contribuer à nourrir mes réflexions, m'a grandement encouragé tout au long de cette rédaction et a su se rendre disponible aux moments opportuns. Mes remerciements vont également à tous les professionnels qui ont pris de leur temps pour répondre à mes nombreuses questions et ont enrichi ma réflexion que ce soit par courriel, par webcam ou par téléphone dont Pierre André, Julie Caron-Malenfant, Alice Friser, Éric Pineault et David Laureti.

Un grand merci également à tous ceux que j'ai côtoyés pendant ces dernières années au Baccalauréat en études de l'environnement et à cette Maîtrise en gestion de l'environnement tant renommée : le support inconditionnel du Centre universitaire de formation en environnement et Développement durable de l'Université de Sherbrooke; la confiance et le professionnalisme de tous les enseignants qui ont partagé leur expérience et entretenu ma passion pour l'environnement; la sympathie et les rencontres enrichissantes de mes collègues de l'université qui ont renforcé ma motivation pour aller encore plus loin; mes superviseurs et collègues de stage qui m'ont fait confiance et permis de me dépasser au travail.

Un merci salulaire à mes amis pour m'avoir encouragé à continuer et aidé dans mes réflexions, en particulier Fabienne Déturche. Enfin, je remercie tout particulièrement mon partenaire de vie de m'avoir soutenu dans ce projet et surtout d'avoir fait preuve d'une énorme patience à mon égard pour les longues heures passées sans lui pendant cette rédaction, et tout au long de mon cursus universitaire.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1. MISE EN CONTEXTE DES OLÉODUCS ET DE L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE	3
1.1 Au niveau national	3
1.1.1 Portrait et transport du pétrole brut au Canada	3
1.1.2 Cadre réglementaire du transport de pétrole brut par pipeline et train	8
1.1.3 Oléoducs et projets d'oléoducs au Canada	9
1.1.4 Perception des Canadiens sur les oléoducs au pays	11
1.2 Au niveau québécois	13
1.2.1 Portrait et transport du pétrole brut au Québec	13
1.2.2 Cadre réglementaire et contexte politique	14
1.2.3 Perception québécoise sur les oléoducs dans la province	15
1.2.4 Transport de pétrole brut : le débat sécuritaire entre le transport par train et par oléoduc	17
1.2.5 Changements climatiques : un nouvel enjeu environnemental	17
2. NOTION D'ACCEPTABILITÉ SOCIALE	20
2.1 Définitions du concept d'acceptabilité sociale	20
2.1.1 Définitions primaires	20
2.1.2 Autres définitions	21
2.1.3 Définition proposée	25
2.2 Principaux acteurs de l'acceptabilité sociale	26
2.2.1 Promoteurs	27
2.2.2 Organisations gouvernementales	27
2.2.3 Premières Nations	28
2.2.4 Organisations non gouvernementales	29
2.2.5 Citoyens	30
2.3 Enjeux de l'acceptabilité sociale	30
2.3.1 Notions d'acceptabilité et d'inacceptabilité	31
2.3.2 Facteurs d'acceptabilité sociale	34
2.3.3 Éléments à prendre en compte dans le contexte de l'étude	36
3. ACCEPTABILITÉ SOCIALE AU QUÉBEC	38

3.1	Études effectuées sur le sujet.....	38
3.1.1	Loi sur la qualité de l'environnement et sa réforme	38
3.1.2	Consultations publiques pour une intégration de l'acceptabilité sociale	39
3.1.3	Les ressources naturelles et énergétiques	39
3.1.4	L'industrie des hydrocarbures	40
3.1.5	Nouvelle stratégie québécoise de l'eau 2017-2032	40
3.1.6	Vers des énergies décarbonées.....	41
3.1.7	Politique sur les changements climatiques	41
3.1.8	Synthèse des études.....	41
3.2	Exemple de projets au Québec.....	42
3.2.1	Secteur minier	43
3.2.2	Secteur énergétique	44
3.2.3	Secteur industriel.....	46
3.2.4	Synthèse des projets	47
4.	ÉTUDE DE CAS : LE PROJET D'OLÉODUC ÉNERGIE-EST AU QUÉBEC	48
4.1	Contexte de l'étude de cas	48
4.1.1	Aperçu du projet global.....	48
4.1.2	Exigences réglementaires.....	49
4.1.3	Contexte des différentes portions interprovinciales.....	53
4.1.4	Aperçu de la portion québécoise du projet.....	57
4.1.5	Principaux impacts environnementaux, sociaux et économiques de la portion québécoise.....	59
4.1.6	Attitude du promoteur	60
4.2	Principaux intervenants impliqués de la portion québécoise du projet Énergie Est.....	62
4.2.1	Les organisations gouvernementales et paragouvernementales	63
4.2.2	Les organisations non gouvernementales.....	64
4.2.3	Les Premières Nations	67
4.2.4	Les individus	68
4.2.5	Les médias	69
5.	ANALYSE COMPARATIVE.....	71
5.1	Méthodologie	71
5.2	Description des limites.....	74

5.3	Grille d'analyse.....	74
5.4	Résultats de l'analyse	75
5.4.1	Le projet d'oléoduc Énergie Est.....	75
5.4.2	Les projets retenus	78
5.5	Interprétation	80
5.5.1	Les éléments d'inacceptabilité sociale pour l'ensemble des projets	80
5.5.2	Comparaison de l'acceptabilité sociale entre le projet Énergie Est et les autres projets retenus.....	82
6.	RECOMMANDATIONS	84
6.1	Projet spécifique Énergie Est	84
6.1.1	Gouvernance	84
6.1.2	Processus participatif	85
6.1.3	Social.....	86
6.1.4	Environnemental	87
6.1.5	Économique.....	87
6.1.6	Technique	88
6.1.7	Synthèse	89
6.2	Projets généraux aux Québec.....	90
	CONCLUSION	92
	RÉFÉRENCES	94
	BIBLIOGRAPHIE.....	109
	ANNEXE 1 - LES 16 PRINCIPES DE LA LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE	110
	ANNEXE 2 – PROCEDURE D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT AU QUÉBEC MÉRIDIONAL.....	112
	ANNEXE 3 – LES PRINCIPAUX ÉVÈNEMENTS LIÉS AU PROJET D'OLÉODUC ÉNERGIE EST	113
	ANNEXE 4 – LES PRINCIPAUX INTERVENANTS DE LA PORTION QUÉBÉCOISE DU PROJET ÉNERGIE EST ..	116
	ANNEXE 5 – LIENS ENTRE LES FACTEURS FAVORISANT L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE ET LES PRINCIPES DE LA LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE	119
	ANNEXE 6 – NOTATION DES PROJETS RETENUS SELON LES FACTEURS FAVORISANT L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE.....	121

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 1.1	Région de sables bitumineux au Canada	3
Figure 1.2	Pipelines existants et proposés de pétrole brut en Amérique du Nord.....	5
Figure 1.3	Transport ferroviaire de pétrole brut et mazout au Canada	7
Figure 1.4	Cycle de vie d'un pipeline réglementé par l'ONÉ	10
Figure 1.5	Réseau de pipelines sur le territoire canadien	10
Figure 1.6	Opinion des Canadiens sur le « support » au projet Énergie Est selon les provinces	11
Figure 1.7	Opinion des Canadiens sur l'approbation du projet d'expansion d'oléoduc Trans Mountain selon les provinces.....	11
Figure 1.8	Réseau des pipelines existants au Québec au 31 octobre 2016.....	13
Figure 4.1	Carte du tracé prévu du projet Énergie Est	49
Figure 4.2	Processus global de l'examen du projet Énergie Est par l'ONÉ	51
Figure 4.3	Principales composantes du projet d'oléoduc Énergie Est au Québec	58
Figure 4.4	Carte des Premières Nations québécoises impliquées sur le tracé du projet Énergie Est ...	67
Tableau 1.1	Production et évolution de pétrole brut canadien en million de barils/jour	4
Tableau 1.2	Tendance des sondages analysés liés aux projets d'oléoducs.....	15
Tableau 1.3	Principales pétitions s'opposant ou en faveur des projets de transport de pétrole brut	16
Tableau 2.1	Résumé des facteurs favorisant l'acceptabilité sociale	35
Tableau 3.1	Évaluation des projets retenus selon leur acceptabilité ou inacceptabilité sociale au milieu d'implantation et de la valeur de la société	43
Tableau 5.1	Lien entre les six facteurs d'acceptabilité sociale et les 16 principes de la LDD	71
Tableau 5.2	Évaluation de chaque facteur favorisant l'acceptabilité sociale	72
Tableau 5.3	Explication des niveaux d'implication en matière d'acceptabilité sociale	73
Tableau 5.4	Comparaison du niveau d'acceptabilité des différents projets étudiés selon les facteurs d'acceptabilité sociale et les principes de la LDD	75
Tableau 6.1	Résumé des recommandations liées au projet Énergie Est	89

LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

AANC	Affaires autochtones et du nord Canada
APGQ	Association pétrolière et gazière du Québec
APNQL	Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador
ApPAF	Association de propriétaires privés agricoles, acéricoles et forestiers
APQEE	Association des Propriétaires Québécois Énergie Est
BANANA	<i>Built absolutely nothing anywhere near anybody</i>
BAPE	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
b/j	Baril par jour
BST	Bureau de la sécurité des transports du Canada
CAPP	<i>Canadian Association of Petroleum Producers</i>
CdP 21	Conférence de Paris sur le climat
CEO	Commission de l'énergie de l'Ontario
C.-B.	Colombie-Britannique
CIRANO	Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations
CPLÉ	Consentement préalable, libre et éclairé
CMM	Communauté métropolitaine de Montréal
CN	Canadien National
CP	Canadien Pacifique
CPEQ	Conseil patronal de l'environnement du Québec
CPTAQ	Commission de protection du territoire agricole du Québec
CQDE	Centre québécois du droit de l'environnement
EES	Évaluation environnementale stratégique
FCCQ	Fédération des chambres de commerce du Québec
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
INM	Institut du Nouveau monde
LDD	<i>Loi sur le développement durable</i>
LQE	<i>Loi sur la qualité de l'environnement</i>
MDDELCC	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MERN	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

MRC	Municipalité régionale de comté
NIMBY	<i>Not in my backyard</i>
ONE	Office national de l'énergie
PP	Parties prenantes
RCGT	Raymond Chabot Grant Thornton
RnCan	Ressources naturelles Canada
TES	Transfert environnement et société
UMQ	Union des municipalités du Québec
UPA	Union des producteurs agricoles
\$CAD	Dollar canadien

LEXIQUE

Acceptabilité sociale	Résultat d'un processus collectif et dynamique visant à intégrer, à différentes échelles, une pluralité d'acteurs concernés ou intéressés par les enjeux d'un projet, une politique ou une activité dans le but principal d'évaluer ce projet, cette politique ou cette activité autour d'intérêts ou de valeurs communes qui sont liées autant aux dimensions environnementales, sociales qu'économiques (Définition de l'auteur).
Bruit médiatique	Exposition médiatique consacrée à une marque, une entreprise, un individu, un évènement ou un sujet de société (Définitions marketing, 2016).
Décarboner	Limiter ou réduire les émissions de dioxyde de carbone d'un appareil (chauffage, moteur de véhicule), d'un processus de production, etc. (Larousse, s. d.).
Facteurs d'acceptabilité sociale	Facteurs pouvant influencer positivement ou négativement l'acceptabilité sociale des projets (Raymond Chabot Grant Thornton et Transfert environnement et société, 2015).
Gouvernance (bonne)	Processus collectif de décision caractérisé par la participation, la transparence et la responsabilité (André, Delisle et Revéret, 2010, p. 351).
Marché du carbone	Mécanisme de marché flexible servant à induire un coût carbone dans la prise de décisions d'affaires et à faciliter, à moindre coût, des réductions nettes de GES tout en favorisant la mise en place de technologies propres (Gouvernement du Québec, 2016c).
Modèle extractiviste	Modèle de développement fondé sur la surexploitation des ressources majoritairement non renouvelables, en monoproduction et destinées à l'exportation (Svampa, 2011).
Oléoduc	Conduite servant au transport à distance de certains hydrocarbures liquides, notamment le pétrole brut (Dictionnaire Usito, 2016).
Participation du public	Interactions entre le public et le promoteur englobant les sondages, les séances de réflexion, la rétroaction sur les documents de travail, les consultations publiques, le dialogue, les ateliers de travail en partenariat (Y. Fréchette, notes de cours ENV 816, s. d.).
Partie concernée ou affectée	Personne directement (ou indirectement) touchée par la réalisation d'un projet et qui s'intéresse aux impacts du projet (Caron-Malenfant et Conraud, 2009).
Partie intéressée	Personne ne subissant pas d'effet direct, mais qui se sent concernée par la justification du projet, le choix de l'option retenue ou la prévision de subir des conséquences indirectes à moyen ou long terme (André et al., 2010).

Partie prenante	Personne directement (ou indirectement) touchée par la réalisation d'un projet et ses impacts potentiels par rapport à son lieu de résidence ou à son activité principale (Caron-Malenfant et Conraud, 2009).
Pétrole brut	Huile minérale naturelle combustible formée d'hydrocarbures qui n'a subi aucune transformation (Dictionnaire Usito, 2016).
Pipeline	Canalisation utilisée pour le transport de certains produits liquides ou liquéfiés sur de longues distances et en grande quantité (Dictionnaire Usito, 2016).
Responsabilité sociale (RSE)	Responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et activités sur la société et sur l'environnement, se traduisant par un comportement éthique et transparent (ISO, 2010).
Sables bitumineux	Dépôt de sable saturé d'un mélange d'hydrocarbures liquide ou solide appelé bitume (traduction libre de : CAPP, 2015 et dictionnaire <i>Le Petit Robert</i>).

INTRODUCTION

Le développement durable prend de plus en plus de place au Québec et l'acceptabilité sociale devient un enjeu majeur dans tous types de projets, quel qu'il soit. Déjà, la *Loi sur le développement durable* (LDD) de 2006 identifie la participation et l'engagement parmi ses 16 principes de développement durable comme

« la participation et l'engagement des citoyens et des groupes qui les représentent sont nécessaires pour définir une vision concertée du développement et assurer sa durabilité sur les plans environnemental, social et économique ». (Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec [MERN], 2016)

Le Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) a publié récemment le *livre vert* pour améliorer l'acceptabilité sociale de projets relatifs aux ressources énergétiques et minérales. « L'acceptabilité sociale dans les communautés locales s'avère incontournable » pour ce genre de projets (MERN, 2016).

Depuis quelques années au Québec, la filière des hydrocarbures est au cœur de différentes préoccupations. C'est le cas des projets d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures qui ont fait l'objet d'une évaluation environnementale stratégique (ÉES) dans la province : le gaz de schistes dans les basses terres du fleuve St-Laurent; le développement potentiel des hydrocarbures sur l'île d'Anticosti, les îles de La Madeleine et la baie des Chaleurs tout comme celui de l'estuaire maritime et du nord-ouest du golfe du Saint-Laurent (Gouvernement du Québec, 2014). D'ailleurs, dans le rapport de consultation publique, « la majorité des participants qui se sont exprimés lors de la consultation des ÉES s'oppose au développement de la filière des hydrocarbures au Québec » (Gouvernement du Québec, 2016b). Dans ce rapport de consultation publique, les positions à ce sujet sont majoritairement favorables aux énergies renouvelables et à une transition énergétique, ensuite aux risques sur la santé, l'environnement, les déversements et le transport.

La portion québécoise du projet pancanadien d'oléoduc Énergie Est de TransCanada est actuellement sujet à une forte opposition au Québec concernant notamment la sécurité du pipeline par un déversement dans les cours d'eau. Ce projet d'oléoduc permettrait notamment de transporter des hydrocarbures de l'Ouest canadien vers la côte Est canadienne pour l'exporter à l'étranger. Au Québec, cet oléoduc ne ferait donc que traverser le territoire. Mais, à quel point cette opposition à ce projet spécifique est-elle représentative de l'acceptabilité sociale au Québec?

Pour répondre à cette question, il sera question, en premier lieu, de mettre en contexte les oléoducs et leur perception dans l'opinion publique au pays, mais aussi spécifiquement au Québec. En deuxième lieu, l'acceptabilité sociale ainsi que ses enjeux seront plus précisément définis. En troisième lieu, il sera question de contextualiser l'acceptabilité sociale dans la province à partir de différents types de projets québécois déjà évalués. En quatrième lieu, le projet pancanadien d'oléoduc Énergie Est sera présenté comme étude de cas dans son contexte spécifique d'une part dans son ensemble et d'autre part dans la portion québécoise. En cinquième lieu, l'analyse comparative permettra de mesurer l'acceptabilité sociale de l'étude de cas avec celle d'autres projets québécois pour en faire ressortir les éléments favorisant ou défavorisant l'acceptabilité sociale tant au Québec que pour le projet Énergie Est. En sixième et dernier lieu, des recommandations seront émises spécifiquement à l'étude de cas, mais aussi pour bonifier les processus décisionnels vers une meilleure acceptabilité sociale.

1. MISE EN CONTEXTE DES OLÉODUCS ET DE L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE

Ce chapitre met en contexte le transport du pétrole brut au Canada et au Québec dont le transport par oléoduc. Il fait notamment un portrait de ce pétrole et de son transport, en clarifie le cadre réglementaire et précise la perception respective des Canadiens et des Québécois vis-à-vis des oléoducs.

1.1 Au niveau national

Le Canada est le deuxième pays le plus vaste du monde qui s'est essentiellement développé à partir de ses ressources naturelles, dont ses ressources énergétiques comme les hydrocarbures, et ce type de développement est relativement ancré dans la culture canadienne.

1.1.1 Portrait et transport du pétrole brut au Canada

En 2014, le Canada était le cinquième producteur mondial de pétrole avec une production de 3,8 millions de barils par jour (b/j). Il occupe le troisième rang mondial de réserves prouvées de pétrole (qui représente 10 % de ces réserves) après le Venezuela (18 %) et l'Arabie Saoudite (16 %). Ce sont des réserves estimées à 171 milliards de barils dont plus de 97 % sont sous forme de sables bitumineux dans les régions de l'Alberta et de la Saskatchewan comme illustré à la figure 1.1. (Ressources naturelles Canada [RnCan], 2016a)



Figure 1.1 Région de sables bitumineux au Canada
(tiré de : Canadian Association of Petroleum Producers [CAPP], 2016)

En 2015, la production de pétrole provenant des sables bitumineux de l'Ouest canadien représente plus de 60 % du pétrole canadien s'élevant à 2,37 millions b/j. En 2030, cette production représenterait 75 % du pétrole canadien, soit une augmentation de plus de 50 % avec 1,3 million b/j de plus qu'en 2015. Au contraire, la production de pétrole conventionnel est prévue en diminution, passant ainsi respectivement

de 1,31 à 1,17 million b/j de 2015 à 2030 comme précisé dans le tableau 1.1. (Canadian Association of Petroleum Producers [CAPP], 2016)

Tableau 1.1 Production et évolution de pétrole brut canadien en million de barils/jour (traduction libre de : CAPP, 2016)

Million de barils par jour	2015	2020	2025	2030
Est du Canada	0,18	0,24	0,17	0,09
Ouest du Canada	3,68	4,15	4,39	4,83
<i>Pétrole conventionnel</i>	<i>1,31</i>	<i>1,09</i>	<i>1,11</i>	<i>1,17</i>
<i>Sables bitumineux</i>	<i>2,37</i>	<i>3,09</i>	<i>3,28</i>	<i>3,67</i>
Total Canada	3,85	4,39	4,56	4,93

Le Canada est aussi le quatrième exportateur de pétrole brut au monde dont 97 % de ce pétrole est destiné au marché états-unien et seulement 3 % au marché européen et asiatique. (RnCan, 2016a) La région canadienne des sables bitumineux est enclavée et séparée de la majorité de ses marchés et le transport des hydrocarbures est donc primordial pour exporter la grande majorité de ce pétrole vers le marché nord-américain prévu en croissance d'ici 2020. C'est le cas de l'Est canadien, de la côte ouest et de la côte du golfe états-unien qui nécessite des infrastructures d'approvisionnement additionnelles. (CAPP, 2016) L'exportation vers de nouveaux marchés internationaux vers l'Asie ou l'Europe est aussi envisagée. Quant aux importations canadiennes de pétrole brut, elles proviennent principalement des États-Unis (20 %), de l'Algérie (13 %), de l'Iraq (12 %) et de la Norvège (11 %).

En somme, l'industrie des hydrocarbures et son transport au Canada sont déjà importants et la croissance de cette industrie est prévue pour les prochaines années nécessitant ainsi des modes de transport additionnels majeurs dont le transport par oléoduc. Le transport de pétrole brut se fait actuellement par trois voies qui sont complémentaires et qui sont présentées par ordre d'importance.

Le transport par oléoduc

C'est la part la plus importante du transport de pétrole brut et en particulier celui des sables bitumineux. Elle est considérée comme « la méthode la plus efficace pour le transport de grands volumes des marchés en Amérique du Nord » (traduction libre de : CAPP, 2016) Il y a actuellement quatre grands pipelines qui fournissent plus de quatre millions de barils par jour et sont dirigés presque exclusivement vers les États-Unis : le réseau principal d'*Enbridge*, le réseau *Trans Mountain* de *Kinder Morgan*, le pipeline *Express* de *Express Pipeline Limited Partnership* et les pipelines *Keystone* de *TransCanada*. (traduction libre de : CAPP, 2016) La figure 1.2 illustre ces pipelines existants ainsi que ceux proposés dans les prochaines années.

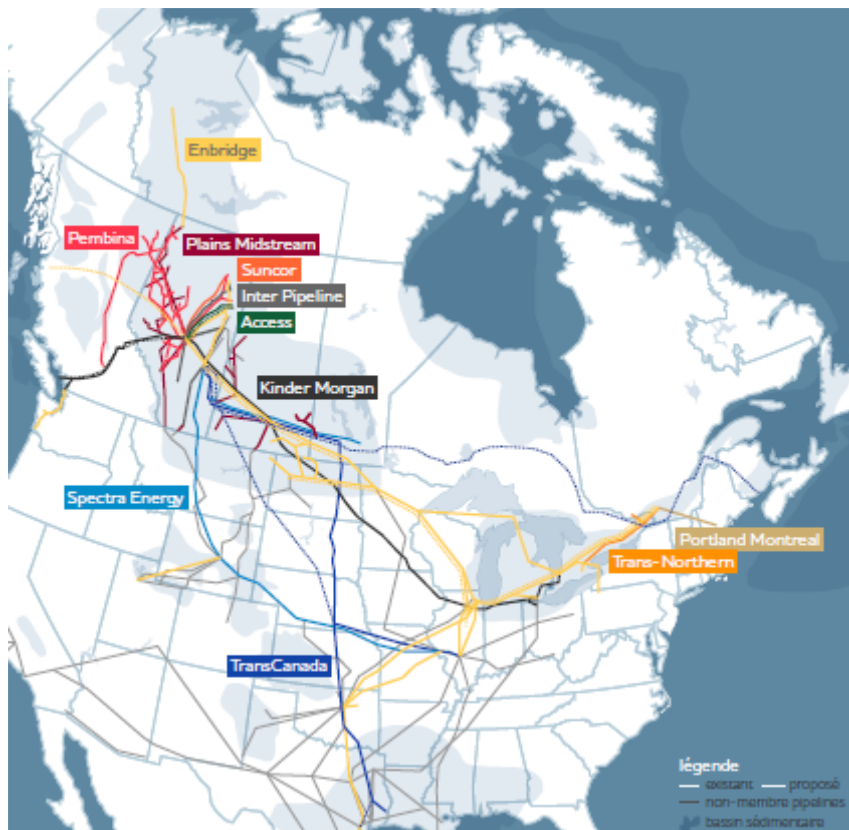


Figure 1.2 Pipelines existants et proposés de pétrole brut en Amérique du Nord (tiré de : Association canadienne de pipelines d'énergie, 2014)

Les principaux pipelines projetés pour satisfaire à l'augmentation de la production des sables bitumineux sont surtout prévus sur le territoire canadien pour diversifier le marché du pétrole brut vers les autres marchés internationaux. C'est le cas de deux projets d'oléoducs qui vont vers l'ouest, en Colombie-Britannique (C.-B.) : le projet d'expansion *Trans Mountain* de *Kinder Morgan* qui vient d'être approuvé en novembre 2016 par le gouvernement fédéral et le nouveau projet d'oléoduc de *Northern Gateway* d'Enbridge qui vient, par la même occasion, d'être rejeté (Gouvernement du Canada, 29 novembre 2016). C'est aussi le cas de deux projets qui vont vers l'Est : l'expansion du pipeline principal d'Enbridge et de sa portion ontarienne d'inversion du pipeline 9B vers le Québec déjà approuvé et en fonctionnement ainsi que le projet d'oléoduc Énergie Est de TransCanada vers le Nouveau-Brunswick qui sera l'étude de cas du présent essai. Seul le projet controversé de *Keystone XL* de TransCanada est destiné au marché états-unien. Malgré de nombreuses oppositions aux États-Unis et l'annulation de la portion états-unienne du projet en 2015 par le gouvernement fédéral états-unien (*The White House*, 6 novembre 2015), ce projet risque de renaître de ses cendres en 2017 grâce au prochain gouvernement constitué par Donald Trump, favorable au projet (Normand, 5 décembre 2016).

Le transport ferroviaire

« Le Canada possède le troisième réseau ferroviaire au monde et se place en quatrième rang mondial en termes de volumes de biens transportés. [...] Au cours des deux dernières années [2012 et 2013], la croissance de la production pétrolière nord-américaine a offert de nouveaux marchés aux compagnies ferroviaires. » (Parlement du Canada, 2013)

Les principales compagnies ferroviaires sont le Canadien Pacific (CP) qui dessert surtout l'Ouest canadien, le Canadien National (CN) qui dessert surtout l'Est canadien, et enfin les Chemins de fer d'intérêt local (CFIL) représentant 44 compagnies de chemins de fer et qui desservent les intérêts régionaux. (Trépanier, Peignier, Robert et Cloutier, 2015)

Ce mode de transport est considéré comme complémentaire au transport de pipeline. C'est-à-dire que le développement du réseau de pipelines ne fera pas diminuer le transport de pétrole brut par rail. À l'inverse, le développement du transport ferroviaire ne remplacera pas un réseau de pipelines. Son principal avantage est sa flexibilité, en d'autres termes, « il peut acheminer un produit quasiment n'importe où » permettant ainsi à l'industrie pétrolière de s'adapter à son marché changeant. (Parlement du Canada, 2013) En 2015, seulement 140 000 b/j de pétrole brut de l'Ouest canadien ont été transportés par voie ferroviaire, soit 28 fois moins que le transport par pipeline. C'est moitié moins que la capacité actuelle de chargement pour le transport à partir de l'ouest du Canada, soit environ 300 000 b/j. La capacité actuelle de chargement de pétrole brut sur rail de l'Ouest canadien est de 754 000 b/j (CAPP, 2016) « De 2009 à 2013, les chargements de pétrole brut sont passés de 500 wagons-citernes à 400 000, par année. C'est 40 fois plus, en tout juste quatre ans » (Masson, 2015). De 2011 à 2015, le transport par rail de produits du pétrole et produits de charbon est passé respectivement de 5,5 à 15,5 millions de tonnes, soit une augmentation de 190 % en seulement quatre ans, alors qu'il a relativement stagné depuis 1999 comme illustrés sur la figure 1.3. (Statistique Canada, 2016)

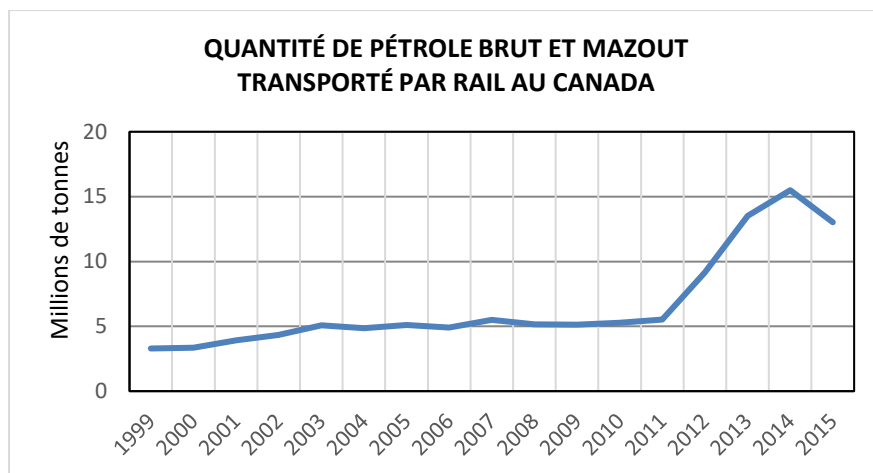


Figure 1.3 Transport ferroviaire de pétrole brut et mazout au Canada (tiré de : Statistique Canada, 2016)

Le réseau ferroviaire profite de cette forte demande d’approvisionnement en pétrole brut. En effet, le réseau de pipeline est limité au Canada et la production de pétrole de l’Ouest canadien est en nette progression. En plus, l’approvisionnement de pétrole brut vers les raffineries de l’Est canadien (et des États-Unis) provient de plus en plus de cette région canadienne au détriment de l’approvisionnement maritime provenant des pays étrangers. (Trépanier et al., 2015)

Le principal enjeu du transport sur rail est la sécurité ferroviaire et le transport des matières dangereuses dont la *Loi sur la sécurité ferroviaire* fédérale a été renforcée ces dernières années. L’accident ferroviaire du 6 juillet 2013 à Lac-Mégantic qui a fait 47 morts a mis de l’avant certaines lacunes de la part des compagnies ferroviaires et de Transport Canada auprès du public. Rappelons que le convoi de train impliqué de 72 wagons-citernes contenant du pétrole brut a dérivé, déraillé, provoqué des explosions et un incendie détruisant le centre-ville de la municipalité de Lac-Mégantic. Le convoi dérivé a également déversé du pétrole au sol, dans les égouts sanitaires et pluviaux de la municipalité ainsi que dans le lac Mégantic et la rivière Chaudière. Le bureau de la sécurité des transports du Canada (BST) qui a fait son enquête sur cet accident a émis trois recommandations à Transport Canada dans son rapport du 23 janvier 2014 : renforcer les normes de protection des wagons-citernes de catégorie 111 affectés au transport de liquides inflammables; exiger que les compagnies ferroviaires planifient et analysent l’itinéraire des trains qui transportent des marchandises dangereuses; exiger des « plans d’intervention d’urgence pour le transport de grandes quantités d’hydrocarbures liquides. » (Bureau de la sécurité des transports du Canada [BST], 2014)

Le transport maritime

Le transport maritime s'effectue autour des ports de l'Est ou de l'Ouest canadien par des pétroliers permettant des échanges commerciaux internationaux où, chaque année, 80 millions de tonnes (ou 586,4 millions de barils) de pétrole brut sont expédiées dans les différents ports du Monde. Ce sont 90 % des mouvements pétroliers qui se produisent dans l'Est canadien (sur la côte Atlantique des provinces atlantiques et sur la voie maritime du fleuve St-Laurent, au Québec) où d'ailleurs, la plus grande raffinerie canadienne s'y trouve (la raffinerie Irving à Saint John, au Nouveau-Brunswick). (Parlement du Canada, 2013) Ce type de transport est aussi complémentaire aux deux autres puisqu'il vise essentiellement les échanges commerciaux de pétrole brut avec le monde entier. Le transport terrestre, par oléoduc et par train, permet ainsi de fournir les différentes raffineries nord-américaines pour les besoins domestiques canadiens et états-uniens (voire mexicains), en plus de celles liées à l'importation et l'exportation de pétrole brut. Les infrastructures de transport de pétrole brut sont actuellement limitées pour approvisionner tant les provinces productrices de pétrole de l'Ouest que les centres névralgiques de consommation et de raffineries de l'Est canadien. (Agence internationale de l'énergie [AIE], 2015), Mais, une croissance de la production de pétrole brut et de ses moyens de transport par pipeline ou par voie ferroviaire augmenterait la circulation maritime de pétroliers sur les Côtes canadiennes.

En somme, l'exportation du pétrole brut enclavé dans les provinces de l'Ouest nécessite différents moyens de transport : les oléoducs pour transporter de grandes quantités, le train pour sa flexibilité et s'adapter à un marché changeant et les pétroliers pour fournir un marché international.

1.1.2 Cadre réglementaire du transport de pétrole brut par pipeline et train

Le Canada partage la responsabilité de l'énergie, de la protection de l'environnement et du transport avec les provinces. La compétence fédérale concerne surtout l'implication de projets dans une propriété fédérale ou encore traversant au moins deux provinces ou un autre pays comme les États-Unis.

L'Office national de l'énergie (ONÉ) est un organisme fédéral indépendant qui « réglemente plusieurs aspects du secteur énergétique au Canada » dont les pipelines, la mise en valeur des ressources énergétiques et le commerce de l'énergie (Office national de l'énergie [ONÉ], 2016a) en vertu des pouvoirs que lui confère la *Loi sur l'Office national de l'Énergie*. L'Office peut rendre une décision ou faire des recommandations au gouvernement fédéral qui prendra la décision finale sur le projet analysé. (RnCan,

2016b) Très récemment, le gouvernement canadien a voulu baliser ses pouvoirs de décision discrétionnaires du processus d'évaluation environnementale des projets de compétence fédérale autour de cinq nouveaux principes : les projets en cours ne seront pas affectés; les décisions se fonderont surtout sur les données scientifiques et les connaissances autochtones traditionnelles; les vues du public et des collectivités concernées seront prises en compte; les peuples autochtones seront consultés sérieusement, en tenant compte de leurs droits et intérêts; les émissions de GES directs et en amont attribuables à ces projets seront évaluées. (Gouvernement du Canada, 27 janvier 2016).

Transport Canada réglemente le transport ferroviaire en matière de sécurité et de sûreté sous la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, et tout récemment, la *Loi sur la sécurité et l'imputabilité en matière ferroviaire*. Il réglemente aussi le transport des marchandises dangereuses comme le pétrole, dont l'enjeu de la sécurité ferroviaire s'est imposé dans le débat.

Quant au BST, il fait le suivi des accidents ferroviaires ou de pipeline selon l'article 3(4) de la *Loi sur le bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports*.

1.1.3 Oléoducs et projets d'oléoducs au Canada

Le réseau de pipelines est constitué de quatre grands ensembles transportant du pétrole brut (oléoduc) ou du gaz naturel (gazoduc) : les pipelines de collecte assurent le transport des hydrocarbures du site d'exploitation vers des installations pétrolières ou gazières; les pipelines d'amenée les acheminent depuis les installations de traitement et les réservoirs de stockage jusqu'aux pipelines de transport; les pipelines de transport sont les artères principales de ces réseaux qui transportent les hydrocarbures à l'intérieur ou au-delà des frontières provinciales et internationales (ces pipelines concernent la présente étude); les pipelines de distribution sont surtout exploités par des sociétés de distribution locale permettant un approvisionnement en gaz naturel des foyers, entreprises et autres industries. (RnCan, 2014)

L'ONÉ gère les pipelines assujettis au *Règlement de l'Office national de l'énergie sur les pipelines terrestres* définissant les responsabilités des compagnies de pipelines en matière de sûreté, de sécurité et de protection de l'environnement. Par exemple, elle surveille ces pipelines tout au long de leur durée de vie, comme illustrée dans la figure 1.4, et inspecte notamment leur système de gestion de la sécurité qu'elle préapprouve avant d'autoriser un projet de pipeline (Parlement du Canada, 2013).

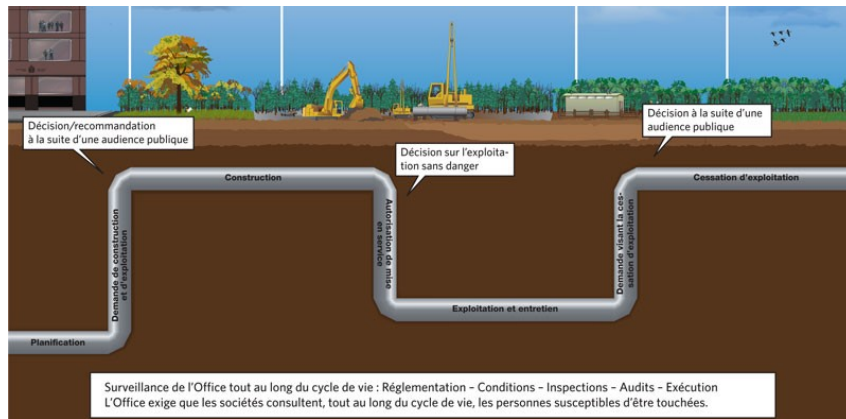


Figure 1.4 Cycle de vie d'un pipeline réglementé par l'ONÉ (tiré de : Office national de l'énergie [ONÉ], 2016b)

L'Office réglemente environ 73 000 km de pipelines, soit environ 10 % de la longueur du réseau pipelinier du Canada qui sont principalement des pipelines de transport. La figure 1.5 illustre d'ailleurs les principaux oléoducs réglementés par l'ONÉ à travers tout le Canada qui se retrouvent principalement dans l'Ouest canadien, soit l'Alberta et la Saskatchewan. De plus, elle organise des séances de consultation publique aux endroits concernés par les projets étudiés et fait une évaluation environnementale de certains projets qui sont sous sa responsabilité.



Figure 1.5 Réseau de pipelines sur le territoire canadien (tiré de : RnCan, 2014)

1.1.4 Perception des Canadiens sur les oléoducs au pays

Différents sondages réalisés par l'institut de sondage *Angus Reid* permettent de déterminer comment les Canadiens perçoivent ces projets de pipelines, mais aussi certaines visions liées aux hydrocarbures.

Dans un sondage de février 2016 illustré dans la figure 1.6, la grande majorité des provinces sont favorables au projet d'oléoduc Énergie Est (de 54 à 87 %), avec une moyenne de 64 % des Canadiens sondés, même si le taux diminue à 59 % lorsqu'il s'agit de personnes qui habitent à proximité du projet. Mais le Québec fait partie de l'exception avec 48 % des personnes sondées qui sont en faveur de ce projet, mais 58 % y sont opposés. (traduction libre de : Angus Reid, 2016a)

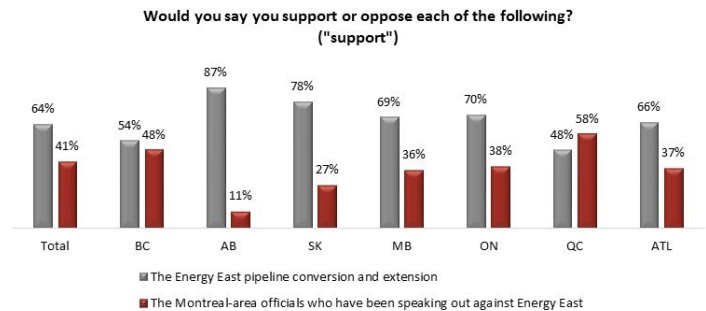


Figure 1.6 Opinion des Canadiens sur le « support » au projet d'oléoduc Énergie Est selon les provinces (tiré de : Angus Reid, 2016a)

Un autre sondage de juin 2016 concernant le projet d'expansion d'oléoduc *Trans Mountain* met en lumière la différence d'opinions publiques entre l'Alberta et la Colombie-Britannique (traduction libre de : Angus Reid, 2016b) illustrées dans la figure 1.7. Il révèle que 41 % des Canadiens sondés sont en accord avec la décision de l'ONÉ d'avoir approuvé ce projet avec des conditions. En C.-B., l'opinion publique a sensiblement les mêmes chiffres qu'au niveau fédéral alors qu'en Alberta, elle est beaucoup plus en accord avec cette décision (63 %).

Néanmoins, l'opinion négative au projet est quatre fois plus importante

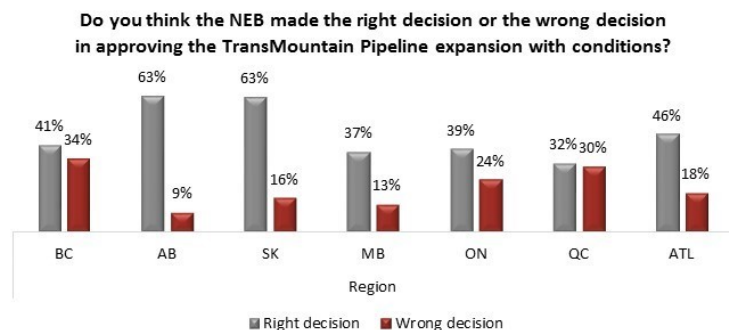


Figure 1.7 Opinion des Canadiens sur l'approbation du projet d'expansion d'oléoduc Trans Mountain selon les provinces (traduction libre de : Angus Reid, 2016b)

en Colombie-Britannique qu'en Alberta. C'était sensiblement la même chose en 2014 avec le projet d'oléoduc *Northern Gateway* organisé par le même institut de sondage. Les Britanno-Colombiens étaient en accord avec la décision de l'ONÉ à 38 % alors que c'est le cas pour la majorité des Albertains (58 %). L'opinion négative était d'ailleurs plus importante (40 % pour la C.-B. contre 18 % pour l'Alberta)

En analysant ces deux sondages, deux groupes de provinces se distinguent : les provinces favorables à la décision de l'ONÉ (Alberta et Saskatchewan) aux provinces moins favorables (C.-B., Manitoba, Ontario, Québec et les provinces de l'Atlantique). Ces dernières sont quand même les plus favorables de ce deuxième groupe, mais à 46 % alors que le Québec est le moins favorable du groupe à 32 %.

L'opinion négative est plus importante en C.-B., au Québec et en Ontario (entre le quart et le tiers des opinions exprimées) alors que les autres provinces sont à moins de 20 % d'opinion négative. (figure 1.7)

Au-delà des oléoducs

Le même institut de sondage a aussi mesuré l'opinion publique concernant la politique énergétique canadienne en lien avec deux priorités différentes : protéger l'environnement ou encourager la croissance économique. Ainsi, le sondeur veut présenter le lien possible entre l'opinion liée à l'orientation de la politique énergétique canadienne et les projets de pipeline. (Angus Reid, 2016a) La répartition des priorités est partagée entre les Canadiens même si celle de la protection de l'environnement domine à 53 % (contre 47 %). Les deux groupes de provinces identifiées précédemment restent sensiblement identiques. Plus de 50 % des opinions favorables à la protection de l'environnement correspondent aux provinces qui sont moins favorables au projet d'oléoduc Énergie est ou *Trans Mountain*. Le Québec est beaucoup plus partagé dans le groupe des plus favorables à la protection de l'environnement (51 % contre 49 % des Québécois pensent que la priorité de la politique énergétique canadienne devrait prioriser la croissance économique). En outre, une opinion négative sur un projet d'oléoduc correspond-elle à une opposition aux hydrocarbures? Selon l'institut Nanos et l'université d'Ottawa, l'opposition d'un tel projet se ferait avant tout sur les enjeux locaux, dont les risques liés à la sécurité du pipeline. Cette opposition ne serait donc pas forcément liée à l'industrie des hydrocarbures ou aux changements climatiques. (Cleland, Bird, Fast, Sajid et Simard, 2016)

En somme, ce qu'exposent ces sondages est la disparité des opinions entre les provinces concernant les projets de pipelines et, plus généralement, l'orientation de la politique énergétique canadienne. L'Alberta et la Saskatchewan qui sont les principales provinces productrices et exportatrices de pétrole brut au Canada sont les plus favorables tant aux projets de pipeline qu'à une politique énergétique basée sur la croissance économique. Le Québec est très partagé entre la protection de l'environnement et la croissance économique, mais pas autant opposée au projet d'oléoduc *Trans Mountain* qui ne le concerne pas, mais l'est beaucoup plus avec le projet Énergie Est qui le concerne directement.

1.2 Au niveau québécois

Le Québec priorise le développement des ressources énergétiques renouvelables comme l'hydroélectricité. La consommation provinciale en pétrole nécessite donc de l'importer de l'étranger ou, ces dernières années, de l'ouest canadien ou états-unien.

1.2.1 Portrait et transport du pétrole brut au Québec

En 2016, le Québec ne produit en grande quantité ni de pétrole brut ni de gaz naturel de source fossile, mais dispose de deux installations industrielles pour transformer et raffiner ces sources d'énergie (Suncor à Montréal et Énergie Valero à Lévis). Ces raffineries de pétrole produisent près 80 % de l'essence pour moteurs et du carburant diesel. Ces produits, tout comme le pétrole brut et le gaz naturel liquéfié, peuvent être transportés par pipeline, bateau, train ou camion. (Whitmore et Pineau, 2017)

Quant aux pipelines, dix entreprises en exploitent au Québec qui représentent 12 524 km de pipelines (RnCan, 2016c). Plusieurs pipelines de compétence fédérale sont en activité dont trois gazoducs qui traversent le fleuve Saint-Laurent à hauteur de Salaberry-de-Valleyfield, Varennes et Lévis. Un autre gazoduc et deux oléoducs traversent la rivière des Outaouais à hauteur de Vaudreuil-Dorion et Rigaud comme illustrés sur la figure 1.8. Parmi ces pipelines, la ligne 9B d'Enbridge fournit Suncor et permet, par exemple, de réduire le nombre de navires arrivant de l'étranger sur le fleuve (Whitmore et Pineau, 2017). L'oléoduc Pipeline Saint-Laurent permet de transporter du pétrole raffiné de la raffinerie de Lévis vers celle de Montréal en traversant aussi le fleuve.

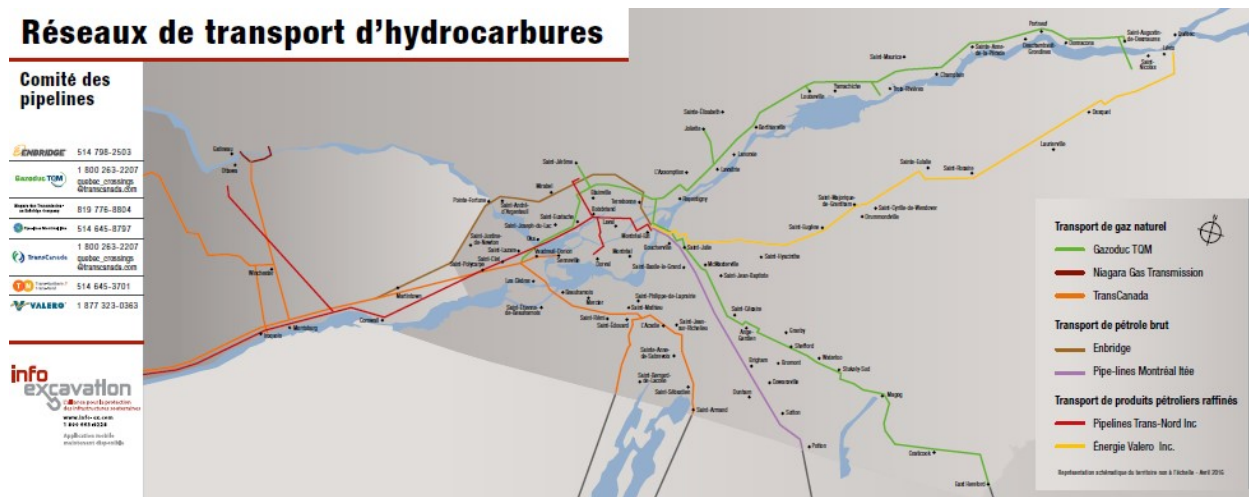


Figure 1.8 Réseau de pipelines existants au Québec au 31 octobre 2016 (tiré de : Info-excavation, 2016)

Concernant le transport ferroviaire au Québec, en 2014, seize chemins de fer d'intérêt local (CFIL) représentent 41 % du réseau ferroviaire québécois. (Trépanier et al., 2015). Mais, la majorité du réseau est géré par le CN ou le CP, et certains trains transportant du pétrole brut de l'Ouest canadien vers le Nouveau-Brunswick passent par le Québec puis par le Maine, comme dans le cas de l'accident ferroviaire de Lac-Mégantic (à la section 1.1.1). La raffinerie de Suncor à Montréal livre 30 000 barils de pétrole par jour par train dont la capacité quotidienne est de 137 000 barils. La raffinerie d'Énergie Valero à Lévis (Québec) s'approvisionne quotidiennement par convoi ferroviaire du CN depuis septembre 2013. Ce dernier comprend en moyenne une cinquantaine de wagons-citernes équivalents à 30 000 barils de pétrole qui provient de l'Ouest pour remplacer une partie des importations de l'Afrique et de la mer Noire. (Jobin, 6 septembre 2013) Pour les projets en cours, le projet Chaleurs Terminal à Belledune (Nouveau-Brunswick) prévoit l'utilisation quotidienne de 240 wagons-citernes qui empliraient huit réservoirs de 150 000 barils chacun. Le pétrole transporté proviendrait de l'Alberta et de la Saskatchewan. À partir du triage du CN à Charny (près de Lévis, au Québec), la voie ferrée empruntée serait celle passant par Rivière-du-Loup, Rimouski, Mont-Joli, Amqui et Matapédia. (Trépanier et al., 2015)

Bref, le transport par rail et par oléoduc alimente déjà les deux raffineries québécoises en pétrole et certaines infrastructures portuaires néo-brunswickoises provenant de l'ouest canadien et états-unien.

1.2.2 Cadre réglementaire et contexte politique

Les pipelines qui ne traversent pas une frontière provinciale ou internationale sont assujettis aux lois et règlements provinciaux tout comme les portions de pipelines assujettis aux lois fédérales, du moins l'aspect environnemental. Au Québec, l'impact environnemental des pipelines est soumis à une évaluation et à des procédures d'examen prévues par la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE) même si un pipeline est régi par l'ONÉ. La Cour suprême de Colombie-Britannique l'a d'ailleurs rappelé le 13 janvier 2016 dans l'Affaire opposant *Coastal First Nations* contre le gouvernement de Colombie-Britannique.

« La Cour est plutôt d'avis que les provinces sont compétentes en matière d'évaluation environnementale des projets réalisés à l'intérieur de leur frontière et que la protection de l'environnement est un champ de compétence partagé. » (Halley, 23 février 2016)

Quant au contexte politique québécois du secteur des hydrocarbures et des pipelines, la nouvelle politique énergétique du Québec adoptée en décembre 2016 vise la transition énergétique pour 2030 dont les

principaux objectifs sont de « privilégier une économie faible en carbone » en plus de « réduire de 40 % la quantité de produits pétroliers consommés » (Gouvernement du Québec, 2016a). Cette politique mentionne aussi le projet d'oléoduc Énergie Est selon les principes édictés conjointement par le Québec et l'Ontario : consultation publique des communautés locales, évaluation environnementale québécoise incluant l'évaluation des émissions de GES, hauts standards sécuritaires, respect des exigences des Premières Nations, retombées économiques et fiscales québécoises, garantie d'un plan d'intervention et de mesures d'urgence avec un fonds d'indemnisation prévu et une garantie financière en cas d'accident. (Gouvernement du Québec, 2016a) Elle met ainsi en valeur une volonté de sortir de l'économie carbonée (Assemblée nationale du Québec, 2012a).

1.2.3 Perception québécoise sur les oléoducs dans la province

Trois sondages ont été réalisés spécifiquement au Québec entre 2014 et 2016 concernant la perception des répondants sur des enjeux énergétiques et liés aux changements climatiques. Ils s'ajoutent aux sondages pancanadiens Angus Reid de la section 1.1.4.

Un sondage CROP réalisé en février 2014 concerne l'exploration et l'exploitation pétrolière et différents enjeux reliés à l'exploitation du pétrole dont le projet d'oléoduc Énergie Est. (CROP, 2014) Ce dernier reçoit l'appui de 70 % des personnes sondées. Un autre sondage a été effectué par des chercheurs universitaires en avril 2015 relatifs à l'énergie et aux changements climatiques. Concernant le développement de projets d'oléoduc au Québec, 36 % des personnes interrogées sont en faveur de ce type de projet et seulement 26 % si ce type de projet est dans leur voisinage (à moins de 20 km). À l'inverse, 54 % y sont opposés et le chiffre monte à 71 % si c'est dans leur voisinage. (Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations [CIRANO] et Institut de l'énergie Trottier [IET], 2015) Un sondage de SOM a été réalisé en novembre 2015 concernant le projet d'oléoduc Énergie Est qui traverserait le Québec. 57 % des personnes interrogées sont « en désaccord » avec sa construction et 58 % demandent la suspension du processus actuel d'examen du projet Énergie Est organisé par l'ONÉ. (Stratégie, organisation et méthode inc. [SOM], 2015) Le tableau 1.2 résume les tendances des sondages analysés liés aux projets d'oléoduc.

Tableau 1.2 Tendance des sondages analysés liés aux projets d'oléoducs (tiré de : CROP, 2014 ; Cirano et Institut de l'énergie Trottier [IET], 2015 ; SOM, 2015 ; Angus Reid, 2016a et b)

	Février 2014	Avril 2015	Novembre 2015	Février 2016	Juin 2016
Pour ou en faveur	70 %	36 %	35 %	48 %	32 %
Contre ou défavorable	19 %	54 %	57 %	58 %	30 %

Ce qu'il en ressort, c'est que les répondants québécois ne veulent, en général, pas de projets d'oléoduc dans la province. À noter que certains éléments des sondages sont très différents et que cette tendance n'est qu'indicative. Par exemple, les méthodologies (par téléphone ou par internet, payé ou non) et les questions posées (générales ou spécifiques à un projet et à un contexte particulier) sont différentes. Aussi, le sondage de juin 2016 est spécifique au projet d'oléoduc *Trans Mountain* qui ne concerne pas directement le Québec.

En complément de ces sondages, les pétitions peuvent être un autre outil qui pourrait s'ajouter à l'analyse de la perception de ce type de projet, du moins les personnes qui se sentent plus ou moins concernées par un projet. Plusieurs pétitions ont circulé ces dernières années comme résumées dans le tableau 1.3. Certaines d'entre elles visent à s'opposer au transport de pétrole brut, mais une pétition avec de nombreux signataires s'est portée en défense. La liste est non exhaustive puisque d'autres pétitions en faveur ou en défaveur ont circulé, mais avec moins de 1 000 signataires. Cet outil peut être avant tout un indicateur de la capacité de mobilisation de ces personnes pour ou contre un projet plutôt qu'une mesure de la perception de ce type de projet. En général, des opposants sont plus à même de se mobiliser que des personnes qui sont en faveur d'un projet (Caron-Malenfant et Conraud, 2009).

Tableau 1.3 Principales pétitions s'opposant ou en faveur à des projets de transport de pétrole brut (tiré de : Assemblée nationale du Québec, 2013 et 2016 ; Parlement du Canada, s. d.b)

Date	Lieu (et référence)	Nombre de signataires	Objet
Juin 2013	Assemblée nationale du Québec (Assemblée nationale, 2013)	5 256	Demande d'une enquête du BAPE et des audiences publiques sur le projet d'inversion et d'accroissement de flux pétrolier dans le pipeline 9b d'Enbridge
Décembre 2013		11 259	Abandon des projets d'oléoduc et la promotion des énergies vertes
Novembre 2015	(Assemblée nationale, 2016)	10 367	Opposition au transport ferroviaire de produits pétroliers au Québec
Août 2016	(Assemblée nationale, 2016)	8 621	Évaluation des impacts du projet Oléoduc Énergie Est et réduction des émissions de gaz à effet de serre
2016	Chambre des communes (Parlement, s. d.a)	16 822	Abandon du projet d'oléoduc Énergie Est de TransCanada
2016	Chambre des communes (Parlement, s. d.b)	34 537	Défense de l'industrie du gaz et du pétrole et de l'utilisation des pipelines

En somme, les perceptions des Canadiens ou Québécois autour des oléoducs et des enjeux liés aux hydrocarbures varient grandement. Elles ont été évaluées selon différents types de sondages et la mise en place de pétitions, mais ne précisent pas autant les raisons possibles de ces perceptions. Ces dernières

années, deux enjeux se sont démarqués dans les médias québécois concernant le transport de pétrole brut. C'est le cas du débat sécuritaire entre le transport par train et par oléoduc et celui des changements climatiques.

1.2.4 Transport de pétrole brut : le débat sécuritaire entre le transport par train et par oléoduc

L'accident de Lac-Mégantic (à la section 1.1) a mis en lumière les enjeux de la sécurité du transport ferroviaire des matières dangereuses comme les hydrocarbures. Les médias locaux, nationaux et internationaux ainsi que les médias sociaux ont d'ailleurs largement abordé les causes de l'accident (La Presse canadienne, 8 juillet 2013) qui peuvent être liées à la sécurité ferroviaire et celle des oléoducs relatifs au transport de pétrole brut (Radio-Canada, 8 juillet 2013). Or, le BST affirme que « le transport de pétrole brut peut se faire de manière sécuritaire dans tous les modes de transport si les risques sont bien identifiés et gérés de manière proactive » (BST, 2016). L'institut de recherche et d'informations socioéconomiques considère que c'est un faux débat puisque les besoins en transport de pétrole nécessitent ces deux moyens de transport en même temps. En effet, tous les oléoducs en projet ne suffiraient pas à écouler l'augmentation croissante de la capacité de production de pétrole des sables bitumineux (Shepper, 11 septembre 2013). Quoi qu'il en soit, ces deux modes de transport sont complémentaires et ont un niveau équivalent de sécurité comme expliqué dans la section 1.1.1.

1.2.5 Changements climatiques : un nouvel enjeu environnemental

Alors que de nombreux enjeux environnementaux, sociaux et économiques sont d'ores et déjà évalués dans les projets, l'enjeu des changements climatiques s'ajoute à cette évaluation et aux politiques fédérales et québécoises.

Rappelons que le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) précise que

« L'influence de l'homme sur le système climatique est clairement établie et, aujourd'hui, les émissions anthropiques de gaz à effet de serre sont les plus élevées jamais observées. Les changements climatiques récents ont eu de larges répercussions sur les systèmes humains et naturels. » (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC], 2014) et que,

« globalement, les croissances économiques et démographiques continuent d'être les moteurs les plus importants de l'augmentation des émissions de CO₂ dues à l'utilisation des combustibles fossiles » (GIEC, 2014).

Plus spécifiquement aux sables bitumineux, la revue *Nature* publie un article qui conclut que le Canada doit laisser plus de 85 % de ses ressources pétrolières connues dans le sol pour ne pas dépasser la limite de 2 °C. Cette limite correspond à l'augmentation de la température moyenne mondiale pour limiter les effets des changements climatiques (McGlade et Ekins, 2015).

Au niveau fédéral, le gouvernement canadien a nommé son ministère de l'environnement *Environnement et changements climatiques Canada* (Gouvernement du Canada, 2016a). Aussi, en plus de participer à la conférence de Paris sur le climat (CdP 21) en décembre 2015, il s'est engagé à réduire ses émissions de GES en vue de contrôler la hausse de la température globale à moins de 2 °C. (Environnement et Changements climatiques Canada, 2016) Il a aussi invité les provinces à participer au CdP 21 et, par la suite, s'est joint à la Réunion des premiers ministres en mars 2016 pour diffuser conjointement la Déclaration de Vancouver sur la croissance propre et les changements climatiques (Conseil canadien des ministres de l'Environnement, 2014). Cette déclaration présente notamment des mesures à prendre pour faire face aux changements climatiques comme « faire une transition vers une économie sobre en carbone » (O'Connor, 3 mars 2016). Elle établit un cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques dont onze des treize provinces canadiennes l'ont approuvé (Premier ministre du Canada, 9 décembre 2016). En parallèle, le gouvernement canadien a annoncé une taxe pancanadienne sur le carbone dès 2018 pour les provinces qui n'ont pas encore de système visant à réduire ces émissions (Gouvernement du Canada, 3 octobre 2016).

Au niveau provincial et territorial, certaines mesures ont aussi été prises pour lutter contre les changements climatiques comme l'intégration à une bourse du carbone (Québec), l'imposition d'une taxe sur le carbone (C.-B., Alberta) ou encore une transition de production d'électricité provenant d'une énergie non renouvelable vers une source d'énergie renouvelable (Ontario, Nouvelle-Écosse, Ile-du-Prince-Édouard). Des protocoles d'entente ont également été signés entre provinces ou territoires : l'Ontario avec le Manitoba et le Québec concernant la bourse du carbone, l'Alberta et le Manitoba pour des échanges d'hydroélectricité, la C.-B. et le Québec concernant les véhicules zéro émissions, etc. C'est aussi le cas avec des États américains entre la Nouvelle-Angleterre et les provinces de l'est du Canada en plus du Québec. (Gouvernement du Canada, 2016b) Le gouvernement québécois a, comme le fédéral, intégré les notions de changements climatiques dans la dénomination de son ministère de l'environnement (le MDDELCC).

À la suite de ces constatations, au niveau des politiques sur l'énergie, les pipelines et les changements climatiques, non seulement les opinions divergent dans l'opinion publique (section 4.1.3) et dans les gouvernements provinciaux et territoriaux, mais il existe aussi de nombreuses distorsions entre ces différentes politiques. Dans cette importante variabilité d'opinion, le Québec et les Québécois semblent être à part rendant moins acceptables certains projets comme ceux des oléoducs. Les prochains chapitres vont s'attarder à en faire une analyse plus approfondie à partir de l'étude de cas, le projet d'oléoduc Énergie Est.

2. NOTION D'ACCEPTABILITÉ SOCIALE

Ce chapitre définit et caractérise l'acceptabilité sociale, notamment au Québec. Il y précise les principaux acteurs impliqués ainsi que les enjeux et facteurs qui y sont liés qui seront utiles à l'étude de cas choisi et à son analyse comparative avec d'autres projets québécois.

2.1 Définitions du concept d'acceptabilité sociale

Le chapitre 1 fait référence aux perceptions des gens (Canadiens ou personnes des provinces ou territoires canadiens) sur des projets d'oléoducs, mesurés à partir de sondages d'opinion, et dans une moindre mesure, de pétitions. Ainsi, si la perception des gens est positive ou négative, à quel point cette perception s'inscrit dans le concept d'acceptabilité sociale? La perception est définie par la distorsion probable de la réalité provoquée par un bruit perceptuel (dispersion des opinions) influencé par les médias ou des personnes ou organisation en faveur ou en défaveur d'un projet. (Caron-Malenfant et Conraud, 2009)

Le concept d'acceptabilité sociale est relativement récent et sa définition est encore difficile à cerner autour d'un consensus scientifique et qui soit accepté de tout le monde puisque les mots « acceptabilité » et « sociale » ont des significations multiples. C'est pourquoi il existe une multitude de définitions qui varie en fonction du contexte temporel, spatial (communauté d'accueil du projet ou plus large) et des acteurs qui utilisent ce concept pour un projet, un programme ou une politique. (Caron-Malenfant et Conraud, 2009) D'autres expressions sont utilisées comme l'« acceptation sociale », le « permis social », la participation ou la consultation publique ou du public, etc. Il convient donc de définir ce concept autour des définitions originelles de chaque mot qui la compose et de faire un inventaire non exhaustif des définitions les plus couramment employées pour en retenir une adaptées au contexte québécois.

2.1.1 Définitions primaires

Ce sont les définitions originelles de chaque mot qui compose l'acceptabilité sociale. Elles permettent de mieux appréhender le sens primaire de ce concept. Pour approfondir l'analyse des définitions, chaque mot est comparé à des mots de la même famille. Ainsi, le mot « acceptabilité » est comparé aux mots apparentés « acceptable » et « acceptation » alors que le mot « social » est comparé à « société ».

Selon le dictionnaire *Usito*, l'acceptabilité est l'ensemble des choses qui rendent quelque chose acceptable et son adjectif « acceptable » est plutôt défini comme tel : passable, recevable, satisfaisant ou valable.

(Dictionnaire Usito, 2016) Alors que le dictionnaire *Larousse en ligne* définit l'acceptabilité comme le caractère de quelque chose qui est plus ou moins tolérable et complète, la définition de l'adjectif « acceptable » par « dont on peut se contenter; juste satisfaisant ». Quant à l'« acceptation », le *Larousse en ligne* le définit davantage comme un consentement, un accord qui peut aller jusqu'à une soumission ou une résignation ou encore « qualifié d'une attitude passive faite d'acceptation ». (Larousse, s. d.) Dans le cas de l'acceptabilité, ce terme peut désigner un « processus pour lequel l'opinion va cheminer vers un avis acceptable ». Concernant le terme « acceptation », il renvoie davantage à un résultat, en donnant son accord, mais de façon résignée et sans forcément avoir participé pleinement au processus visant un avis acceptable.

Le mot « social » « se rapporte à une société, à une collectivité humaine considérée comme une entité propre » selon le *Larousse en ligne*. Le terme « société » se réfère surtout à un « groupe de personnes vivant en groupe organisé ou qui ont des intérêts communs » pour le *Larousse en ligne* ou une « communauté d'individus organisée autour d'institutions communes (économiques, politiques, juridiques, etc.) » pour *Usito*. (Larousse, s. d. et Dictionnaire Usito, 2016) La notion de groupe est ici difficile à cerner puisque ces définitions peuvent autant signifier un groupe d'individus qu'un sous-groupe qui ont, à différentes dimensions, des intérêts communs et organisés autour d'institutions communes. Ces groupes, intérêts ou institutions peuvent, en plus, être locaux, régionaux, nationaux ou internationaux (Fortin et Fournis, 2015a).

Par ces définitions, l'acceptabilité sociale pourrait d'ores et déjà signifier : groupe d'individus organisé autour d'intérêts communs et participant à un processus visant à rendre acceptable un projet. Pour préciser davantage les termes de la définition, plusieurs spécialistes se sont intéressés à la question. Un inventaire succinct de leur analyse suivi du cadre légal de ce concept par les instances gouvernementales est abordé dans la deuxième section de ce chapitre. Une définition finale est ensuite proposée dans la troisième section.

2.1.2 Autres définitions

Les recherches académiques

Les définitions proposées par les chercheurs sont variées et parfois imprécises. L'auteure Caron-Malenfant (Institut du Nouveau Monde) définit ce concept comme le

« résultat d'un processus démocratique par lequel les parties concernées construisent ensemble les conditions à mettre en place, pour qu'un projet, programme ou politique s'intègre harmonieusement, et à un moment donné, dans son milieu économique, naturel, humain et culturel ». (J. Caron-Malenfant, courriel, 30 octobre 2016)

Dans cette définition, l'auteure ne fait référence qu'aux parties concernées directement par le projet (promoteurs, groupes d'intérêts, autorités gouvernementales, organismes d'évaluation environnementale) et à des conditions minimales d'acceptation. Elle complète cet élément par les parties qui ne se sentent pas interpellées et qui s'auto-excluent en ne participant pas à une démarche organisée, mais le promoteur [ou les instances gouvernementales] devrait quand même prendre en compte les impacts du projet sur ces personnes (J. Caron-Malenfant, courriel, 30 octobre 2016).

Les auteurs Fournis et Fortin définissent ce concept comme « le processus d'évaluation politique d'un projet mettant en interaction une pluralité d'acteurs impliqués à diverses échelles » basées sur une vision du territoire et du modèle de développement privilégié par les acteurs concernés (Fournis et Fortin, 2013). Dans cette définition, les auteurs intègrent des notions d'interaction entre les acteurs sans préciser si ces derniers sont des individus ou des groupes. La notion de pluralité fait référence à une multitude d'acteurs différents les uns des autres par leurs intérêts ou leurs valeurs, mais aussi possiblement par leur localisation (locale, régionale ou nationale). Enfin, ces différents acteurs semblent vouloir former un consensus autour de valeurs communes pour rendre acceptable le projet. Pour l'auteure Friser (Université du Québec à Montréal), ces acteurs peuvent être la population générale dans la mesure où elle est concernée et peut devenir concernée autour d'externalités négatives à grande échelle comme les GES générés. Par contre, les populations locales seront plus à même de saisir les données des enjeux de l'acceptabilité sociale qui les concernent que la population générale. (A. Friser, courriel, 13 octobre 2016) Pour l'auteure Gendron, c'est « l'assentiment de la population à un projet ou une décision résultant du jugement collectif que ce projet ou cette décision est supérieur aux alternatives connues, y compris le statu quo. » (Gendron, 2014a) C'est à partir de cette définition que le refus d'un projet est possible puisque les autres définitions visaient plutôt l'acceptation du projet par une consultation plus élaborée des acteurs sans remettre en cause le projet. Dans la définition de Gendron, un projet acceptable devrait être considéré pour la population comme étant supérieur à différents éléments : transport de matières dangereuses, sécurité, communication, consultation, choix énergétiques, contribution à l'essor économique, et enfin au *statu quo* (ne rien faire) (A. Friser, courriel, 13 octobre 2016).

D'autres professionnels ont leur définition propre. C'est le cas du biologiste André (auparavant à l'Université de Montréal) qui pense qu'un projet considéré comme socialement acceptable doit être basé sur un appui substantiel des communautés locales pouvant reposer sur plusieurs actions pour le maintenir et le cultiver. Cet appui peut être évolutif (et parfois éphémère). Quant aux parties non impliquées au projet, elles pourraient être éventuellement considérées dans l'acceptabilité sociale par un référendum sans pour autant être entendues par la décision. (P. André, conversation Skype, 7 octobre 2016) L'économiste et sociologue Pineault (Université du Québec à Montréal) considère que l'acceptabilité sociale est un processus en entonnoir qui rapproche les parties éloignées, mais il se construit entre citoyens en excluant le promoteur. (É. Pineault, conversation téléphonique, 8 novembre 2016)

Cette variété de définitions met en lumière les différents niveaux d'acceptabilité sociale qui vont de l'acceptation d'un projet par les parties concernées à son acceptabilité par un public beaucoup plus large comme des parties intéressées voire les citoyens, en passant par l'acceptabilité des parties concernées qui auraient vivement participé à l'élaboration du projet. Les parties prenantes (PP) font partie intégrante du processus d'élaboration du projet et les positions de chacun peuvent varier dans le temps.

Les instances gouvernementales

Concernant les instances gouvernementales fédérales ou provinciales, aucune définition n'existe sur l'acceptabilité sociale, mais certaines lois ou politiques font référence à ce concept.

Au niveau fédéral, le concept d'acceptabilité sociale fait davantage référence à la responsabilité sociale des entreprises par le gouvernement canadien ou encore à un « permis social » comme le mentionne le comité sénatorial sur l'énergie, l'environnement et les ressources naturelles (Parlement du Canada, 2013). Pour le premier, le gouvernement fédéral agit en amont en encourageant des activités responsables des entreprises canadiennes tant au pays qu'à l'étranger par des mesures volontaires de respect des valeurs canadiennes et des collectivités. (RnCan, 2016d) De plus, la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* stipule que les promoteurs de projet doivent mettre en place des consultations publiques et prendre en compte l'avis du public dans leur projet. Quant au comité sénatorial, il définit le « permis social » par « l'acceptation par une très grande partie de la société (aux niveaux local, régional ou national) d'une activité ou d'un projet particulier » et le considère comme essentiel. Le concept d'acceptabilité sociale par les instances fédérales est davantage lié au résultat qu'au processus en lui-

même, comme c'est d'ailleurs le cas avec leur obligation de consulter les Premières Nations. (Parlement du Canada, 2013) Cette notion de « permis social » élargit l'implication des PP à la population.

Au niveau québécois, la *Loi sur le développement durable* (LDD) est un nouveau cadre de gestion de l'administration publique québécoise basée autant sur la dimension économique, que sociale et environnementale selon 16 principes (annexe 1). L'un d'entre eux est la participation et l'engagement qui s'inscrivent au sens de cette acceptabilité sociale comme la

« nécessité des citoyens et des groupes de participer et s'engager [dans un projet] pour définir une vision concertée du développement et assurer sa durabilité sur les plans environnementaux, sociaux et économiques. » (*Loi sur le développement durable*)

L'administration publique inclut toutes les sociétés d'État qui pourraient être concernées par un projet dont Hydro-Québec ou encore Investissement Québec (promoteurs de certains projets retenus du chapitre 3). Le concept d'acceptabilité sociale est davantage lié au processus qu'au résultat où la consultation et la participation active des acteurs y sont plus qu'encouragées. Cette participation peut s'organiser autour de différents outils comme des sondages, séances de réflexion, consultations publiques ou encore une rétroaction des documents du promoteur, un dialogue ou des ateliers de travail en partenariat (Y. Fréchette, notes de cours ENV 816, s. d.)

Les différents acteurs de la société civile

En 2015, le MERN a mené une réflexion sur ses pratiques en matière de conciliation des usages, et ce, dans une perspective d'acceptabilité sociale. Une vaste consultation publique a d'ailleurs eu lieu et son livre vert définit ce concept :

« L'acceptabilité sociale renvoie davantage à l'information, à la consultation, voire au dialogue entre un promoteur, les parties prenantes et les citoyens de la communauté directement concernée. » (MERN, 2015a)

Les participants à cette réflexion ont aussi eu l'occasion de proposer leur définition de l'acceptabilité sociale. Par exemple, pour l'association pétrolière et gazière du Québec (APGQ), c'est « l'ensemble des conditions qui permettent à un projet d'aller de l'avant, et de pouvoir passer en une phase qui crée de l'activité économique concrète et de la création de richesse. » (Association pétrolière et gazière du Québec [APGQ], 2015). Monsieur Laureti, un représentant de la fédération des chambres de commerce du Québec

(FCCQ), considère surtout que le promoteur du projet a la meilleure expertise pour savoir si son projet est rentable, mais qu'il doit mieux communiquer son impact économique. Le promoteur doit aussi bénéficier d'un processus clair des instances décisionnelles qui doivent aussi avoir un rôle de leadership et d'accompagnateur (D. Laureti, conversation téléphonique, 8 novembre 2016).

Au contraire, pour des groupes environnementaux comme Équiterre, la définition est davantage basée sur les trois aspects du développement durable où les enjeux environnementaux et sociaux reliés à un projet doivent être plus largement pris en compte. C'est surtout le cas des considérations des changements climatiques et des Premières Nations. D'ailleurs, pour ces derniers, le Conseil des Cris précise les particularités juridiques de leur territoire qui doivent obligatoirement être prises en compte dans l'acceptabilité sociale et intègre des critères de protection de leur culture et de leur mode de vie et de développement durable (Grand Conseil des Cris, 2015). Le Maire de la ville de Sept-Îles considère, en son nom, l'importance d'une large représentation de la société dans l'acceptabilité sociale, qui soit bien informée des enjeux positifs et négatifs d'un projet et responsable vis-à-vis des générations futures (Ville de Sept-Îles, 2013). De nombreux autres organismes qui se sont prononcés sur le sujet considèrent que le droit de refus doit être aussi valable que d'accepter un projet.

Ainsi, la multitude des acteurs définit souvent l'acceptabilité sociale selon leurs intérêts ou leurs valeurs. Certains privilégient les aspects économiques dans leur définition de l'acceptabilité sociale, d'autres des aspects plus sociaux et enfin d'autres des aspects environnementaux ou encore plusieurs à la fois. Les chercheurs s'entendent sur certains termes de ce concept consistant à prendre en compte l'avis des citoyens selon leur valeur ou les personnes directement concernées à partir de la participation du public, et à défaut la consultation du public. C'est ce que proposent aussi de plus en plus les instances gouvernementales dans leurs exigences liées à l'environnement et au social pour évaluer les projets qui leur sont présentés favorisant ainsi ensemble les trois composantes du développement durable.

2.1.3 Définition proposée

Parmi toutes ces définitions discutées auparavant, il convient de retenir des éléments de consensus basés sur le concept de développement durable et ses trois composantes (environnement, social, économique) telles que définies par le Québec. C'est une vision basée sur le long terme et sur la notion de responsabilité où chaque décision ou action internalise ses externalités, soit compense financièrement les dommages externes subis par un tiers. Ces effets économiques externes peuvent être positifs ou négatifs et ont des conséquences sociales, environnementales ou économiques qui sont prises en compte dans les décisions.

Donc, la définition proposée est :

Le résultat d'un processus collectif et dynamique ...
... visant à intégrer, à différentes échelles, une pluralité d'acteurs concernés ou intéressés
... par les enjeux d'un projet, une politique ou une activité
... dans le but principal d'évaluer ce projet, cette politique ou cette activité
... autour d'intérêts ou de valeurs communes
... qui sont liées autant aux dimensions environnementales, sociales qu'économiques.

Dans cette définition, toute personne ou organisation locale, régionale, provinciale ou nationale impliquées (concerné ou seulement intéressé) par un projet peut participer activement au processus avec d'autres personnes ou organisations et faire évoluer ensemble, et avec le promoteur du projet, vers des intérêts ou des valeurs communes de développement durable pour en arriver au résultat de l'acceptabilité sociale. La notion de valeurs communes devient encore plus importante quand les principaux enjeux sont davantage globaux et moins locaux, dans un contexte de globalisation des sociétés. Il est important d'en tenir compte dans un contexte d'intérêts privés où la très grande majorité des projets naît avant tout autour de ces intérêts basés essentiellement sur le profit et l'exigence de la société humaine à une croissance infinie.

2.2 Principaux acteurs de l'acceptabilité sociale

La définition proposée implique toute personne impliquée (concernée ou intéressée) à laquelle il faut davantage définir le sens. En dehors du promoteur, les personnes concernées par un projet sont les autorités gouvernementales évaluant ou autorisant ou non le projet ainsi que le voisinage direct (agriculteurs, citoyens, autochtones, entreprises, municipalités, régions). Elles sont directement ou indirectement touchées par le projet de façon positive ou négative surtout à court terme (moins de 3 ans). Les personnes intéressées sont des individus ou des groupes ne subissant pas d'effet direct, mais qui sont davantage concernées par la justification du projet, le choix de l'option retenue ou par la prévision de subir des conséquences indirectes à moyen (de 3 à 5 ans) ou long terme (jusqu'à 10 ans). (André, Delisle et Revéret, 2010) Ce sont par exemple des groupes d'intérêts économique, social ou environnemental tels que les Chambres de commerce, les réseaux professionnels, les syndicats, les conseils régionaux de l'environnement ou de développement économique, les associations communautaires ou de protection de l'environnement, les médias, etc.

2.2.1 Promoteurs

Les promoteurs sont des organisations publiques ou privées qui « donnent la première impulsion à un projet, une activité, un mouvement, en assurent la création et en provoquent le développement » (Office québécois de la langue française, 2015). Auparavant, seule une analyse économique et technique de leur projet était effectuée tout comme une présentation aux autorités compétentes, le cas échéant. Les expressions « prospérité ou développement économique », « richesses collectives » et « créations d'emploi » étaient d'ailleurs leur leitmotiv. Mais depuis peu, les promoteurs ont la responsabilité d'identifier et de prendre en compte les PP dans leur projet en plus de respecter les obligations réglementaires. Pour l'un, les PP d'un projet se sentent davantage impliquées en voulant être informées, consultées ou être impliquées aux décisions. Pour l'autre, les obligations réglementaires sont plus exigeantes et incluent des aspects environnementaux et sociaux dans l'analyse de projet, dont la prise en compte des PP. Bref, faire accepter son projet devient un véritable défi en considérant les principaux acteurs et les nouvelles exigences.

2.2.2 Organisations gouvernementales

Ce sont les organisations administratives fédérales, provinciales et locales chargées de veiller à l'exécution des lois. Certaines sont décisionnelles en approuvant ou non un projet et d'autres consultatives.

Les instances gouvernementales

Les instances gouvernementales tant fédérales que provinciales se sont dotées d'un cadre réglementaire et d'organismes indépendants visant à analyser des projets notamment d'un point de vue environnemental et à faciliter la consultation du public, en particulier les PP du projet.

Au Canada, c'est le cas du ministère des Ressources naturelles du Canada (RnCan) qui prend les décisions pour approuver un projet et de l'ONÉ qui examine et accompagne les projets liés à l'énergie. Au Québec, c'est le cas du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) qui est une instance gouvernementale et du BAPE qui est une instance consultative. Ces organismes indépendants doivent être neutres dans l'étude de projet et chercher à questionner les PP et non à les convaincre, en plus de rechercher une équité entre les acteurs,

une transparence et une légitimité des processus mise en œuvre (Institut du Nouveau Monde [INM], 2013).

Les instances territoriales locales et régionales

Ce sont les villes, municipalités, municipalités régionales de comté (MRC) ou communautés métropolitaines qui sont régies par le gouvernement provincial (dans ce cas-ci, le Québec). La *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* et la *Loi sur les compétences municipales* définissent les rôles et responsabilités de ces gouvernements locaux ou régionaux, et notamment la gestion et le développement de leur territoire. Or, le concept d'acceptabilité sociale n'est pas balisé dans ces lois pour permettre à ces instances territoriales de s'y impliquer. En effet, elles ont la particularité d'être une instance gouvernementale de proximité et doivent souvent gérer les problématiques de l'acceptabilité sociale sans en avoir les réels pouvoirs ou compétences. Elles sont pourtant les mieux placées pour mettre en place une démarche participative de leur communauté nécessaire aux projets d'autant qu'elles connaissent bien leurs enjeux locaux (Lavoie-Isebaert, 2016).

2.2.3 Premières Nations

L'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* reconnaît et confirme les droits ancestraux ou issus des traités des peuples autochtones au Canada. La jurisprudence canadienne met en avant l'obligation des gouvernements de la Couronne à consulter et accommoder au besoin les Premières Nations sous le principe de l'honneur de la Couronne (*Nation Haïda c. Colombie-Britannique [Ministre des Forêts]*, 2004 et *Gitga'at First Nation c. British Columbia [Environnement]*, 2015). Les projets doivent aussi être évalués avec le consentement des Premières Nations et de bonne foi pour les deux parties. Ce principe de consentement varie selon l'importance des droits revendiqués et celle des impacts appréhendés par le projet, mais ne peut, en aucun cas, être un droit de veto visant à refuser un projet (Gouvernement du Québec, 2008).

Au Canada, les Premières Nations, appelées aussi peuples autochtones, ont donc un statut particulier auquel le gouvernement fédéral doit s'assurer qu'ils seront consultés sur le développement d'un projet sur leurs territoires reconnus qui les concerne (Affaires autochtones et du nord Canada [AANC], 2014). D'ailleurs, des conseils sont prodigués par le gouvernement fédéral aux promoteurs en matière de consultation et d'accommodement même si l'obligation de consultation repose uniquement sur le

gouvernement. Les promoteurs sont donc invités à déterminer quels groupes autochtones pourraient être touchés par le projet et répondre à leurs préoccupations et aux effets préjudiciables du projet. À noter que ces activités de consultation et d'accommodement ne garantissent pas l'approbation du projet par les instances décisionnelles. (AANC, 2015). Lorsqu'elle est concernée, l'ONÉ encourage les groupes autochtones à participer au processus d'audience et à présenter leur preuve traditionnelle orale ou écrite concernant les valeurs et traditions de ces communautés.

Au Québec, les onze nations autochtones, appelées aussi amérindiennes sont représentées par deux groupes distincts : les Amérindiens au sud du territoire encadrés par la *Loi sur les Indiens*¹ et au nord du territoire avec la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec* ainsi que les Inuits qui relèvent davantage des institutions québécoises. Ces derniers ont été reconnus ou inscrits dans des conventions par le gouvernement du Québec dès 1985 comme leurs droits ancestraux. Mais, les revendications ne sont négociées qu'avec le gouvernement fédéral. (Gouvernement du Québec, 2011) Les Premières Nations revendiquent par exemple la reconnaissance de leurs droits, une plus grande autonomie et leur participation à la gestion du territoire et à son développement, et ces revendications peuvent avoir une influence non négligeable sur l'acceptabilité sociale d'un projet. (Gouvernement du Québec, 2011) En 2006, le gouvernement du Québec a mis en place un guide qui propose des balises à l'intention des ministères et organismes gouvernementaux en matière de consultation des communautés autochtones et pour lequel le promoteur peut s'inspirer. (Gouvernement du Québec, 2008)

2.2.4 Organisations non gouvernementales

Ce sont en général des organisations d'intérêt local ou nationale qui se considèrent souvent comme des parties intéressées et parfois des parties concernées. En voici quelques exemples : les groupes communautaires, les associations professionnelles ou sectorielles (Chambres de commerce, organisations agricoles, etc.), les représentants d'autres ministères, organismes d'État ou de municipalités, les groupes de pression comme les syndicats ou les écologistes, les organisations de la société civile, les consultants, le milieu académique. Ces organisations, nombreuses et diversifiées, sont souvent très représentées dans les participations publiques des projets. Leur position en faveur ou en défaveur d'un projet est aussi très diversifiée, mais elles apportent souvent des informations complémentaires, des arguments ou des expertises permettant de mieux connaître les enjeux liés au projet. Des alliances peuvent se former entre

¹ Abénaquis, algonquin, attikamek, huronne, micmaque, mohawk, malécites et innus

ces groupes autour d'intérêts ou de valeurs communes pour améliorer l'acceptabilité ou l'inacceptabilité sociale d'un projet. Certaines de ces organisations bénéficient d'une meilleure crédibilité auprès du public par leur position plus neutre comme des centres universitaires de recherches. Ces derniers enrichissent alors le débat, mais peuvent aussi apporter « à leur insu » ou non, des arguments permettant de confirmer les positions tranchées sur des bases plus plausibles. En outre, la crédibilité n'est aucunement liée à l'acceptabilité. « L'acceptabilité sociale n'est pas affaire de sondages positifs ou de quantité de mémoires favorables. Elle est plutôt une question de concertation ou de négociation. » (Bolivar, 2016)

2.2.5 Citoyens

Ce sont sans contredit les acteurs qui participent le moins aux consultations publiques puisque leurs activités sont souvent bénévoles nécessitant ainsi du temps d'implication. Ils ont néanmoins une influence majeure sur l'acceptabilité sociale de projets, notamment au Québec. La particularité de ces acteurs est leur individualité et souffre souvent d'une perte de crédibilité basée sur leur « incompétence » liée au projet ou à des prises de décisions fondées sur leur perception. Mais, certains de ces citoyens peuvent être directement concernés par le projet comme des résidents ou encore d'autres qui sont plutôt engagés (motivés par leur compétence ou leur valeur).

D'autres encore peuvent aussi s'unir pour représenter un groupe de citoyens, la plupart du temps opposé aux projets. Cette opposition est souvent liée à des préoccupations, des risques perçus ou à des impacts appréhendés qui n'ont pas été répondus par le promoteur. Des aspects de valeur individuelle et d'idéologie peuvent également être impliqués dans l'acceptabilité sociale. Comme il a été précisé précédemment, la participation citoyenne devient une obligation réglementaire tant au fédéral qu'au provincial, quelle que soit la crédibilité des citoyens, mais le niveau de cette participation n'est pas précisé. Elle peut aussi devenir essentielle au contexte d'un projet puisqu'en général, ils connaissent bien leur milieu de vie.

2.3 Enjeux de l'acceptabilité sociale

L'acceptabilité sociale est organisée sous différentes interventions qui vont d'initiatives individuelles ou de groupes spontanés à des groupes très structurés. Pour les uns, le projet s'insère dans leur espace de vie, à leur valeur ou leur intérêt et pour les autres, le projet affecte leurs préoccupations basées sur la santé, la sécurité, la protection des ressources, des paysages ou des écosystèmes. La perception et

l'interprétation de cet espace prennent en compte les objectifs, les contraintes et les motivations de chacun pour adopter des comportements en faveur ou en défaveur d'un projet. (André et al., 2010) Certains acteurs de l'acceptabilité sociale qui ont des intérêts locaux ou nationaux (mais avec des intérêts parfois très différents) peuvent s'allier pour gagner du capital humain, économique et médiatique (P. André, conversation Skype, 7 octobre 2016). Il existe différents phénomènes reliés à l'acceptabilité sociale.

2.3.1 Notions d'acceptabilité et d'inacceptabilité

Ce sont généralement les mouvements d'opposition à un projet qui font émerger la notion d'acceptabilité sociale. Ainsi, l'acceptabilité sociale regroupe autant ce qui est acceptable de ce qui est inacceptable. Plus encore, l'acceptabilité sociale existe davantage par son antonyme.

Le syndrome NIMBY

Le concept le plus connu d'absence d'acceptabilité sociale ou d'inacceptabilité sociale est le syndrome NIMBY, acronyme désignant « *Not in my backyard* » signifiant « pas dans ma cour ». L'enjeu est essentiellement local ou communautaire et motivé par des intérêts privés (perte de jouissance ou dévaluation foncière) ou un manque d'information sur le projet ou ses impacts. (Conseil patronal de l'environnement du Québec [CPEQ], 2012) Ce phénomène est parfois utilisé par des promoteurs pour justifier l'inacceptabilité sociale et le rendre illégitime, car dépourvu d'intérêt collectif (Jobert, 1998).

Il n'en demeure pas moins que ce phénomène doit être pris en compte puisqu'il peut être expliqué par la peur d'une perte ou de l'inconnu face à l'avenir. Une intervention du promoteur transparente et respectueuse peut limiter ce phénomène.

Le syndrome BANANA

L'inacceptabilité sociale peut aussi s'expliquer par une notion plus large, soit celle du syndrome BANANA (*Built absolutely nothing anywhere near anybody*). Elle a d'ailleurs une connotation très négative, voire extrême, là aussi, utilisée par les promoteurs ou les pro-projets pour rendre illégitime une position négative. Ce syndrome serait aussi basé sur des intérêts individuels et non pas collectifs, mais cette apparence d'inacceptabilité pourrait davantage se baser sur des nouvelles valeurs et une nouvelle conception du progrès qui ne sont jamais ou peu pris en compte dans l'évaluation d'un projet.

Par exemple, à l'ère du dérèglement climatique, ce mouvement définit le progrès se rapprochant davantage au développement durable basé sur des valeurs sociales et environnementales que sur des valeurs uniquement économiques. Concernant les enjeux énergétiques, le discours sociétal est de plus en plus basé sur le développement énergétique décarboné où l'énergie fossile y est donc exclue. Ainsi, tout projet lié aux énergies fossiles sera systématiquement inacceptable.

La réponse au manque d'équité et au déni de la démocratie

L'évaluation des projets se fait souvent « à huis clos » entre les instances gouvernementales qui ont la responsabilité de valider ou non le projet et le promoteur lui-même. C'est un processus décisionnel jugé comme inéquitable par certaines PP qui considèrent que certaines décisions sont davantage basées sur les intérêts économiques de l'État ou celles des promoteurs, que sur les intérêts collectifs. En effet, ces PP peuvent se considérer rapidement exclues de l'évaluation du projet ou sont, au mieux, consultées à la fin de l'évaluation du projet, sans bénéficier d'une influence significative sur ce projet. (Barbier et Rémy, 2012) C'est par exemple ce qui ressort des tables rondes organisées sur l'acceptabilité sociale comme celui de Fortin et Fournis (2015b), de Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT) et Transfert environnement et société (TES) (2015) ou de l'INM (2013). Cette approche est parfois qualifiée d'apparence de conflit d'intérêts en décrédibilisant ainsi le processus décisionnel.

De plus, il peut y avoir un certain mépris de la part des promoteurs de ne pas ou de peu prendre en compte l'avis des PP en plus de ne pas fournir assez d'information sur le projet.

La gestion du risque

Le risque et le manque de gestion du risque, soit l'évaluation de la gravité des conséquences et la probabilité d'occurrence d'un événement redouté, reposent historiquement sur le savoir d'experts capable d'évaluer le risque. Mais, elle n'est plus suffisante pour éviter la peur dans la perception populaire. Le savoir des citoyens quant à l'évaluation du risque est de plus en plus reconnu ne serait-ce que par sa connaissance du milieu basée sur sa vie quotidienne. Le savoir des citoyens bénéficie également de ses propres experts pour contester ou réévaluer le risque. Ces deux savoirs peuvent donc être tout à fait complémentaires pour évaluer la notion de risque dans le sens où ils peuvent décider, ensemble, du type de risque qu'ils sont prêts à accepter. (Beck, 2001) Ces types de risques peuvent être de nature tant économique que technique, politique, sociale ou environnementale. (Gendron, 2014b)

Les controverses « organisées »

Certaines figures récurrentes se retrouvent autour des controverses liées à la protection de l'environnement appelées « acteurs de l'environnement ». Ces acteurs sont bien souvent des associations de protection de la nature et de l'environnement très organisés. Vis-à-vis du public, ils peuvent ainsi passer du rôle de « lanceur d'alerte » à un rôle de « passeurs » de sentiment de « mécontentement », « stupeur » ou « indignation » qu'il soient avérés ou non. Ils peuvent également organiser des mouvements de contestation ou devenir les principaux acteurs de contre-expertise « au service » des PP d'un projet ou de la société non écoutée. (Barbier et Rémy, 2012) Qu'ils soient légitimes ou non, ces acteurs sont d'excellents communicateurs qui bénéficient généralement d'une couverture médiatique importante. Ils sont un outil puissant d'inacceptabilité sociale (mais aussi parfois d'acceptabilité sociale) qui doit être pris en compte dans le suivi du projet en intégrant leurs revendications. Néanmoins, ils seront peu pris en compte dans la présente étude dans le but de faire ressortir davantage les autres éléments d'acceptabilité sociale, dont les PP concernées.

Le consentement préalable, libre et éclairé

Le consentement préalable, libre et éclairé (CPLÉ) est un concept qui se rapproche de la définition d'acceptabilité sociale puisqu'il est le résultat (approbation ou refus) d'un processus défini par des paramètres pour son obtention (préalable, libre et éclairé). On entend par « préalable » chaque étape du projet ayant reçu l'approbation, « libre » sans coercition, intimidation ou manipulation, et « éclairé » par accès et échange d'information compréhensible, disposant de données suffisantes et de compétences nécessaires pour prendre la décision. (Batellier, 2015) Ce concept s'est surtout imposé pour les peuples autochtones leur permettant ainsi de participer au minimum aux processus décisionnels d'un projet qui a des impacts sur leur territoire ou leur droit. C'est un devoir de consultation des gouvernements au Canada et dans les provinces par la *Constitution canadienne de 1982* et la *Loi sur les Indiens*. (Batellier, 2015) Cette approche est fondée sur l'article 32.2 de la Déclaration des Nations sur les droits des peuples autochtones de 2007 stipulant que

« les États consultent les peuples autochtones et coopèrent avec eux de bonne foi par l'intermédiaire de leurs propres institutions représentatives, en vue d'obtenir leur consentement, donné librement et en connaissance de cause, avant l'approbation de tout projet ayant des incidences sur leurs terres ou leurs territoires et autre ressource ... »
(Nations Unies, 2007)

Bref, quelle que soit la forme d'opposition, l'inacceptabilité sociale n'est pas à négliger et ces différents phénomènes seront pris en compte dans la section suivante. Il est surtout difficile d'inverser cette opposition en plus de bénéficier de certaines illégitimités : injustice sociale, déséquilibre entre le risque attendu et le risque supporté, iniquité des pouvoirs, erreur sur le « véritable intérêt général ». (Barbier et Rémy, 2012) Il est préférable de prévenir l'opposition en facilitant la participation des PP le plus en amont du projet et éventuellement son acceptation, car il est plus difficile et coûteux de gérer une opposition en aval, quelle qu'elle soit. Le CPLE est un bon outil pouvant bénéficier à l'ensemble des parties prenantes d'un projet. De nombreux autres éléments peuvent favoriser l'acceptabilité sociale d'un projet comme présenté dans la section suivante.

2.3.2 Facteurs d'acceptabilité sociale

Au Québec, plusieurs forums et tables de discussion sur l'acceptabilité sociale, ainsi que plusieurs guides, rapports ou mémoires sur le sujet ont fait ressortir des facteurs importants susceptibles de favoriser l'acceptabilité sociale, et par la même occasion, l'élaboration de nouvelles politiques présentées au chapitre 3. Ces facteurs sont relativement nombreux et dépendent surtout du contexte du milieu, des intérêts et des valeurs des parties touchées ou intéressées, mais ils ne garantissent pas le succès du projet pour autant.

Dans la présente étude, les facteurs favorisant l'inacceptabilité sociale (ou défavorisant l'acceptabilité sociale) sont l'opposé même des éléments explicatifs du tableau. Par exemple, les orientations gouvernementales nationales qui ne sont pas en adéquation avec le projet sont un élément d'inacceptabilité sociale. L'importance des facteurs peut varier selon les projets, car la situation (et les impacts) de chaque projet est unique. Mais, un facteur plus sensible [basé sur des préjugés ou des peurs] peut devenir le plus important. Et pour des projets linéaires (ligne électrique, pipeline, route), l'importance des facteurs peut changer d'un endroit à l'autre du tracé. (J. Caron-Malenfant, courriel, 30 octobre 2016) Le tableau 2.1 résume les principaux facteurs favorisant l'acceptabilité sociale à partir de six catégories puis explique les principales observations faites dans ces forums, tables de discussion, guides, rapports ou mémoires. Il est la pierre angulaire du présent essai.

Tableau 2.1 Résumé des facteurs favorisant l'acceptabilité sociale (tiré de : Raymond Chabot Grant Thornton [RCGT] et Transfert environnement et société [TES], 2015)

Catégorie de facteurs	Éléments explicatifs
Gouvernance	<p>Les orientations gouvernementales nationales sont en adéquation avec le projet.</p> <p>Les instances publiques préservent leur autorité et leur neutralité vis-à-vis du promoteur.</p> <p>Le promoteur collabore avec la collectivité.</p> <p>Le processus décisionnel est crédible : il doit être accessible, impartial, justifié et les règles doivent être déterminées à l'avance.</p> <p>Le promoteur a une bonne réputation concernant son historique de conformité et le respect des engagements.</p>
Processus participatif	<p>Le processus de consultation se fait en amont du projet.</p> <p>L'information est accessible, diversifiée et de qualité.</p> <p>Les acteurs participent au développement du projet, au suivi des opérations et aux décisions.</p> <p>Le promoteur adopte une bonne attitude face aux parties prenantes : respect, écoute et transparence.</p> <p>Le projet est bonifié suite aux préoccupations exprimées.</p> <p>Les connaissances locales et autochtones sur le territoire sont prises en compte.</p>
Social	<p>Le projet est bien délimité.</p> <p>Le projet est compatible au milieu environnant. (milieu résidentiel, industriel, agricole, etc.)</p> <p>Le contexte historique est favorable au type de développement proposé.</p> <p>Les nuisances sont analysées, expliquées et des mesures de réduction, d'atténuation ou de contrôle sont mises en place.</p>
Environnemental	<p>Le promoteur a déjà adopté une politique ou un plan d'action en matière de responsabilité sociale ou de protection de l'environnement.</p> <p>Les impacts environnementaux sont identifiés, analysés, expliqués et des mesures de réduction, d'atténuation ou de compensation sont proposées.</p> <p>Le projet apporte une valeur environnementale.</p> <p>Il n'y a pas d'espèces vulnérables ou menacées.</p>
Économique	<p>Les bénéfices du projet sont raisonnablement partagés avec les communautés concernées.</p> <p>Il y a absence de coûts indirects pour les communautés.</p> <p>Des mesures compensatoires et de soutien sont mises en place pour les impacts du projet.</p> <p>Il n'y a pas d'impacts économiques négatifs sur les autres activités ou secteurs.</p>
Technique	<p>Les opérations (et les risques) sont gérées de façon active et efficace.</p> <p>Les nuisances sont minimisées avec une technologie éprouvée</p>

Les facteurs de gouvernance favorisant l'acceptabilité sociale se rapportent tant aux instances publiques qu'au promoteur. Les instances publiques sont jugées sur leur manière de prendre des décisions basées sur l'équité de la décision et la légitimité du processus ainsi que celle des individus habilités à le faire. L'équité de la décision repose sur la manière de soupeser les éléments positifs et négatifs d'un projet en collaboration avec les PP. Quant au promoteur, il met en avant sa réputation et démontre que ses décisions sont basées sur des besoins réels et justifiés, ainsi que des études approfondies et crédibles.

Les facteurs du processus participatif correspondent avant tout à la manière d’agir et d’interagir du promoteur (mais aussi éventuellement des instances publiques) avec les parties concernées ou intéressées au projet notamment par le respect de leurs interventions et leurs préoccupations basées sur leur participation, mais aussi par la transparence. Par exemple, les auteurs André, Delisle et Revéret établissent quatre modes de participation selon le niveau d’implication des PP dans le projet : passive (information), par consultation (collecte de commentaires ou propositions), fonctionnelle (audience publique incluant la participation passive et par consultation et complétée par un rapport d’audience) et interactive (médiation : les PP participent à l’évolution du projet) (André et al., 2010).

Les facteurs liés à la localisation et au milieu d’accueil au niveau social, environnemental et économique concernent davantage leurs caractéristiques et au contexte d’implantation du projet. En effet, les collectivités ont leurs propres spécificités et elles doivent être comprises et reconnues par le promoteur pour y adapter le projet. Leurs spécificités sont liées à leur milieu social, environnemental et économique auquel le projet doit s’adapter en prenant en compte les impacts et les retombées potentiels du projet.

Les facteurs liés au milieu technique impliquent les moyens technologiques utilisés mis en œuvre pour gérer le projet, et les aspects sécuritaires sont les éléments clés.

2.3.3 Éléments à prendre en compte dans le contexte de l’étude

Le présent essai consistant à évaluer l’acceptabilité sociale au Québec à travers le projet d’oléoduc Énergie Est, il convient d’adapter les enjeux d’acceptabilité sociale discutés dans les sections précédentes au secteur d’activité lié aux hydrocarbures, dont les oléoducs. Le premier chapitre le contextualisait à travers les différentes perceptions des Canadiens, dont les Québécois, par des sondages d’opinion ou des pétitions, mais aussi à travers les principaux enjeux de l’acceptabilité sociale rattachés à la sécurité et aux changements climatiques. Il s’avère que ce type de projet subit d’ores et déjà une forte opposition de l’opinion publique au Québec et que l’importance des facteurs favorisant l’acceptabilité sociale est primordiale dans un nouveau contexte politique présenté au chapitre 3.

Le premier élément à prendre en compte dans l’acceptabilité sociale est l’attitude du promoteur comme être proactif, en agissant en amont par des consultations et des participations du public. Cette proactivité permet de mieux appréhender les préoccupations du public et d’y répondre adéquatement. Il est

préférable de prévoir les contestations dans le processus plutôt que de devoir gérer les conflits. Et dans le pire des cas, il faut une réponse adéquate à l'inacceptabilité sociale.

Un autre élément à prendre en compte est le contexte dans lequel s'inscrit le projet. Par exemple, le débat sécuritaire autour du transport des hydrocarbures a été révélé par l'accident ferroviaire de Lac-Mégantic. Bien que le transport par train ait été montré du doigt en termes de sécurité, il a rapidement fait l'objet de comparatifs avec le transport par pipeline. La sécurité est donc un élément primordial dans des projets liés au transport des hydrocarbures.

L'enjeu des changements climatiques est aussi largement mis de l'avant tant à l'échelle mondiale que nationale ou local. Il ne doit donc pas être sous-évalué non plus. Les facteurs sociaux, techniques et environnementaux ainsi que le processus participatif doivent donc être au cœur du projet et de son contexte.

3. ACCEPTATIBILITÉ SOCIALE AU QUÉBEC

Ce chapitre analyse la particularité québécoise en matière de consultation publique et d'acceptabilité sociale. Il présente ensuite des projets québécois de différents secteurs d'activité ayant suscité une certaine acceptabilité ou inacceptabilité sociale pour les comparer à l'étude de cas du chapitre 4.

3.1 Études effectuées sur le sujet

Cette section complète les éléments discutés dans les chapitres précédents sous l'aspect de l'acceptabilité sociale ou de la participation du public. Ces chapitres portaient sur le cadre réglementaire, le contexte politique et les débats liés à la sécurité des oléoducs et aux changements climatiques au Québec ainsi que les définitions proposées sur l'acceptabilité sociale. La participation citoyenne, le développement durable, et la nouvelle politique énergétique favorisant les énergies renouvelables sont au cœur des politiques québécoises alors qu'à l'inverse, la perception québécoise est très défavorable aux projets d'hydrocarbures en général et d'oléoducs en particulier. En voici quelques exemples.

3.1.1 Loi sur la qualité de l'environnement et sa réforme

La LQE est la principale loi québécoise sur la protection de l'environnement et définit le fonctionnement du BAPE. Alors que la LQE s'applique pour la portion québécoise de tout projet régi par l'ONÉ comme précisé dans la section 1.2.2, c'est le MDDELCC qui va évaluer et décider du projet dans sa dimension environnementale à l'aide du BAPE qui informe, enquête et consulte la population sur des projets soumis cette loi. En complément, l'organisme fait souvent référence à la dimension sociale et notamment à l'acceptabilité sociale. Par contre, le BAPE ne peut émettre que des avis sur les projets. Seul un décret émis par le gouvernement du Québec peut valider l'approbation ou non d'un projet.

Depuis 2015, la LQE fait l'objet d'une réforme majeure, à commencer par des consultations publiques qui ont eu lieu en avril 2015 auprès d'organismes environnementaux, institutionnels et économiques puis par le dépôt d'un *livre vert* en juin 2015. Des consultations particulières ont ensuite eu lieu devant la Commission des transports et de l'environnement de l'Assemblée nationale en août et septembre 2015. Parmi les sept orientations proposées, la lutte contre les changements climatiques, les principes de la LDD et l'accroissement de l'information disponible et de l'intervention du public dans les autorisations environnementales sont inclus dans la modernisation du régime d'autorisation environnementale.

(Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques [MDDELCC], 2015) En outre, cette réforme n'a pas encore été présentée comme projet de loi en date de décembre 2016.

3.1.2 Consultations publiques pour une intégration de l'acceptabilité sociale

Des consultations publiques ont été organisées ou le seront prochainement par le gouvernement québécois et d'autres acteurs, notamment par le MERN sur les ressources naturelles et énergétiques et par le MDDELCC pour la refonte de la LQE (dans la section précédente), les enjeux de l'industrie des hydrocarbures et de l'eau.

3.1.3 Les ressources naturelles et énergétiques

Le *livre vert* du MERN relatif à l'acceptabilité sociale a été élaboré autour de tables de discussion par différentes parties prenantes. Il propose les grandes orientations du ministère en la matière : l'acceptabilité sociale dans les communautés d'accueil est essentielle à « tout projet de mise en valeur des ressources énergétiques et minérales et du territoire québécois » puis la consultation publique doit permettre une participation de qualité (dialogue, transparence, clarté, accessibilité) le plus tôt possible du projet. (MERN, 2015a)

D'autres acteurs ont organisé des consultations publiques. C'est le cas de l'institut du Nouveau Monde (INM) qui a initié une Conversation publique sur l'avenir minier du Québec en 2012 pour exposer les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation des ressources minérales au Québec. Il en est ressorti une

« nouvelle vision partagée du développement minier [...] fondée sur la transparence, la consultation, la maximisation des retombées pour le Québec, le respect des communautés, des territoires et de l'environnement. » (Institut du Nouveau Monde [INM], s. d.a)

L'INM est une organisation « spécialisée dans la participation de publics variés dans des processus de réflexion collective visant à éclairer les décisions. » (INM, s. d.b) Elle intervient sur de nombreux projets et enjeux liés à l'acceptabilité sociale au Québec et propose des conférences et des guides d'application aux citoyens ou organisations (entreprises, municipalités) pour favoriser une démarche de participation publique.

3.1.4 L'industrie des hydrocarbures

De son côté, les consultations du MDDELCC ont mené à un plan d'action incluant l'évaluation de l'acceptabilité sociale. Le gouvernement et l'industrie des hydrocarbures doivent favoriser l'acceptabilité sociale des projets par une meilleure participation du public et surtout celle des acteurs du milieu. (Gouvernement du Québec, 2016b) Ces consultations ont mené à quatre évaluations environnementales stratégiques (ÉES) sur l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures au Québec (sur les hydrocarbures, propres à l'île d'Anticosti, en milieu marin et sur le gaz de schiste). Deux moratoires ont interdit ces activités dans le fleuve et l'estuaire du Saint-Laurent et sur la portion québécoise du golfe de Saint-Laurent et de la baie des Chaleurs. Le plan d'action analyse les conditions de certains projets d'envergure qui traversent son territoire comme le projet Énergie Est de TransCanada, l'inversion du flux de l'oléoduc 9B d'Enbridge ou encore l'approvisionnement en gaz naturel. (Gouvernement du Québec, 2014) Le rapport de l'ÉES sur les hydrocarbures précise que

« la consultation publique menée dans le cadre des [ÉES] a fait ressortir les appréhensions des communautés et des citoyens concernés par le transport, l'exploration et une éventuelle exploitation des hydrocarbures. » (Gouvernement du Québec, 2016b).

Ce rapport ajoute que le gouvernement doit aussi moderniser son cadre législatif et réglementaire basé sur le développement durable dont la gestion responsable, la responsabilité environnementale et sociale ainsi que l'ouverture, la transparence et la participation, dans le but de répondre à ces appréhensions. (Gouvernement du Québec, 2016b) Ce qui correspond tout à fait à l'esprit de la LDD dont l'un des principes (annexe 1) est la participation, et l'engagement des citoyens, et des groupes « pour définir une vision concertée du développement et assurer sa durabilité sur les plans environnementaux, sociaux et économiques. » C'est dans ce même esprit que sont mises en place les nouvelles politiques québécoises liées à l'énergie et à la lutte contre les changements climatiques considérés comme un enjeu prioritaire.

3.1.5 Nouvelle stratégie québécoise de l'eau 2017-2032

Après l'adoption de la Politique nationale de l'eau en 2002 visant à protéger cette ressource, le gouvernement québécois propose une nouvelle stratégie de protection de l'eau pour les quinze prochaines années dans un esprit de développement durable pour s'adapter aux changements climatiques et à l'aménagement du territoire. Pour ce faire, il met en place une consultation publique de trois semaines

(du 7 au 28 octobre 2016) et propose au public de prendre connaissance des fiches d'information disponible et de participer uniquement sur le web. (MDDELCC, 2016a)

3.1.6 Vers des énergies décarbonées

La nouvelle politique énergétique québécoise expliquée dans la section 1.2.2 est une transition énergétique visant à décarboner l'énergie et dont l'acceptabilité sociale au sein des communautés locales est aussi privilégiée dans tous les projets liés à l'énergie.

3.1.7 Politique sur les changements climatiques

La deuxième politique sur les changements climatiques est en fait le *Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques* pour réduire les émissions de GES et mieux s'adapter aux conséquences de ces changements. En complément, la province s'est jointe au marché du carbone californien visant ces objectifs de réduction, tout en permettant d'avoir un revenu pour financer les actions de réduction. (Gouvernement du Québec, 2016c) Ce plan d'action dépend directement de la politique énergétique québécoise et de ses exigences.

Le Québec vise donc à intégrer à la fois le développement durable, une transition énergétique vers une énergie décarbonée et la lutte contre les changements climatiques. Il cherche aussi à intégrer ces valeurs dans la société québécoise dont la participation du public et l'acceptabilité sociale font partie intégrante.

3.1.8 Synthèse des études

Le Québec est dans une période de transition pour faire évoluer ses politiques autour de sa *Loi sur le développement durable* par de nombreuses consultations publiques dans lesquelles ses nouvelles politiques s'orientent davantage vers une approche responsable par la participation du public dans les processus décisionnels, soit une meilleure acceptabilité sociale. Mais, qu'en est-il de cette nouvelle orientation vis-à-vis des projets récents qui ont été évalués? La place de l'acceptabilité sociale dans le processus décisionnel est abordée dans la section suivante.

3.2 Exemple de projets au Québec

Cette section vise à identifier des projets de différents secteurs d'activités au Québec et analyser succinctement leur acceptabilité sociale en rapport avec le processus décisionnel. Trois secteurs sont visés (minier, énergétique [non renouvelable et renouvelable] et industriel) selon deux critères : le niveau d'acceptabilité réel du projet et celui des valeurs de la société québécoise (Raymond Chabot Grant Thornton [RCGT] et Transfert environnement et société [TES], 2015). Par exemple, le secteur éolien est un secteur favorisant une énergie renouvelable et acceptée généralement de la société, mais certains projets éoliens ont fait l'objet d'une importante opposition.

Au moins deux projets de chaque secteur sont donc choisis selon ces deux critères pour un total de huit projets, mais les projets avec des niveaux d'acceptabilité contradictoires (entre le projet et les valeurs) ou négatifs seront privilégiés tels que précisés précédemment. Le tableau 3.1 précise les projets retenus pour l'étude et leur acceptabilité ou inacceptabilité sociales selon le milieu d'implantation ou les valeurs de la société et à partir de trois secteurs d'activités.

L'évaluation de ces niveaux d'acceptabilité est effectuée selon les résultats du rapport du MERN (RCGT et TES, 2015) ou les commentaires des PP dans les rapports du BAPE comme source secondaire (BAPE, s. d.) Ces critères visent à faire ressortir davantage les facteurs favorisant l'acceptabilité (ou l'inacceptabilité sociale). À noter que le rapport du MERN a aussi pris en compte les commentaires du BAPE lorsqu'applicable.

Tableau 3.1 Évaluation des projets retenus selon leur acceptabilité sociale au milieu d’implantation et de la valeur de la société (tiré de : RCGT et TES, 2015, BAPE, s. d. et Bergeron, 2016)

PROJET	Intégré au milieu d’implantation	Correspond aux valeurs de la société	COMMENTAIRES
MINIER			
Projet Niobec	Oui	Oui	Décret obtenu, mais ... fin au projet en 2015 par manque de rentabilité.
Projet Mine Arnaud	Non	Oui	Décret obtenu (Investissement Québec actionnaire), mais ... Dossier incomplet et pas de consensus social. Rentable?
ÉNERGÉTIQUE			
Projet pipeline St-Laurent	Non	Non	En 2007, le BAPE a considéré que ce projet est mieux que le train et le bateau par rapport aux émissions de GES. Opéré en 2012.
Projet pipeline d’inversion de la canalisation 9B	Non	Non	Projet approuvé par l’ONÉ en 2014 puis par le gouvernement fédéral avec 30 conditions. Aucune évaluation environnementale n’a été faite au MDDELCC, mais une commission parlementaire s’est penchée sur la question et a été favorable sous 18 conditions.
Projet de centrale hydroélectrique Val-Jalbert	Non	Oui	Débuté en 2014 et livré en 2015. Gouvernance tronquée et pas de consensus social.
Projet éolien de Saint-Valentin (Montérégie)	Non	Oui	Projet abandonné en 2011 par le gouvernement en recommandation du BAPE
INDUSTRIEL			
Usine de fabrication d’engrais à Bécancour (2013)	Oui	Non	L’un des plus gros émetteurs de GES, mais le plus performant.
Agrandissement d’un lieu d’enfouissement à Drummondville	Non	Non	Opposition majoritaire lors d’un référendum local. Une seule partie du projet a été acceptée.

3.2.1 Secteur minier

C’est un secteur de développement économique historique incontournable qui a permis au Québec de se développer en tant que province. Ce secteur bénéficiait donc d’une bonne acceptabilité sociale d’autant que la majorité de l’exploitation minière se trouvait loin des zones urbaines et qu’il fallait parfois créer des municipalités autour des sites. Mais, certains territoires des Premières Nations sont souvent touchés par ce genre de projet et nécessitent ainsi des consultations avec ces autochtones (obligation fédérale ou provinciale) par les promoteurs. Puis, les projets de mine se sont davantage rapprochés de zones urbaines nécessitant ainsi une approche plus proactive de consultation pour faciliter l’acceptabilité sociale dans le milieu. D’ailleurs, la nouvelle vision stratégique du développement minier au Québec datant de 2014 met

de l'avant dans sa troisième orientation la promotion de la participation citoyenne et de la transparence (MERN, 2016). Deux projets du secteur minier ont été retenus pour le présent essai.

Expansion d'une mine existante

Le projet d'expansion de la mine Niobec à Saint-Honoré au Saguenay-Lac-Saint-Jean (Québec, Canada) a été initié en 2012. Il s'agissait d'agrandir la mine de Niobium déjà existante depuis 35 ans pour augmenter la production et changer la méthode de minage. Le Niobium est un métal rare utilisé notamment dans l'acier en vue d'améliorer sa résistance. (Genivar, 2012) Le projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale conjointe entre l'agence canadienne d'évaluation environnementale et le BAPE. Il a par la suite été abandonné en 2015 pour des raisons financières (et non lié à des difficultés d'implantation dans le milieu). En effet, en plus de sa présence dans la communauté locale, le promoteur a été proactif concernant la consultation de la population locale avant même l'étude de faisabilité du projet et il a pris en compte les préoccupations des PP. (Bergeron, 2016)

Implantation d'une mine

Le projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite (gisement de roche phosphatée et d'apatite) à Sept-Îles (Québec, Canada) a été initié en 2010 par Mine Arnaud inc., coentreprise formée par Investissement Québec (société d'État du gouvernement du Québec assujettie à la LDD) et la société norvégienne *Yara International ASA* (BAPE, 2007a). Bien que le projet soit considéré comme non acceptable par le BAPE, car le dossier est incomplet et ne fait pas l'objet d'un consensus social, le décret a tout de même été émis en 2015 pour une exploitation prévue en 2018. (RCGT et TES, 2015) Or, la société norvégienne a choisi de ne plus investir dans le projet et le gouvernement québécois cherche encore un nouveau partenaire. Le projet est donc actuellement reporté indéfiniment. (Shields, 20 juin 2016)

3.2.2 Secteur énergétique

Dans ce secteur, l'hydroélectricité est dominante au Québec. C'est une source d'énergie renouvelable produite à 99 % par Hydro-Québec, société d'État québécoise. Cette dernière soutient également les filières éoliennes et de la biomasse, mais dans une moindre mesure. Quant au pétrole et au gaz naturel, cette filière des hydrocarbures est quasi inexistante sur le territoire, mais représente 50 % du bilan énergétique du Québec. (Hydro-Québec, 2016) Le pétrole et le gaz sont donc importés pour répondre aux

besoins de la province. Malgré l'apparition de différents projets d'énergie fossile ces dernières années, ils font tous l'objet d'oppositions ayant incité le gouvernement à réaliser plusieurs ÉES sur la filière. Quatre projets du secteur énergétique ont été retenus pour l'essai dont deux projets liés aux énergies non renouvelables (pétrole et gaz) et deux autres aux énergies renouvelables (hydroélectricité et éolien).

Construction d'un oléoduc

Le projet de construction de l'oléoduc Pipeline Saint-Laurent par Ultramar entre Lévis et Montréal-Est a été initié en 2005 et opéré en 2012. Plusieurs décrets ont été obtenus de 2009 à 2012 pour les différentes parties du projet et certaines modifications du tracé. Cet oléoduc transportant uniquement du pétrole raffiné longe le fleuve Saint-Laurent de 240 km entre Lévis et Boucherville et le traverse avec une conduite déjà existante jusqu'à Montréal-Est. Il y a eu des contestations par des PP, mais le rapport du BAPE a émis des recommandations comme la mise en place d'une table de concertation pour discuter du tracé ou encore des mesures de compensations et de surveillance de chantier. La commission du BAPE considère aussi que c'est un projet avantageux par rapport au transport par train ou par navire concernant les coûts, la sécurité publique, la flexibilité, la fiabilité et les émissions de GES. (BAPE, 2007b)

Inversion d'un oléoduc

Le projet d'inversion de la canalisation 9B et d'accroissement de la capacité de la canalisation 9 a été initié par Enbridge en novembre 2013 auprès de l'ONÉ et a fait l'objet d'une position favorable de la part de l'Office en mars 2014. Il a ensuite été approuvé par le gouvernement fédéral, sous réserve de 30 conditions. Les principales conditions visent à renforcer l'intégrité et la sécurité du pipeline et celle de la protection de l'environnement (ONÉ, 2016d) La majorité du projet est située en Ontario et une portion plus limitée est située au Québec, mais ce sont les éléments impliqués dans la portion québécoise qui seront davantage évaluées. De son côté, le gouvernement québécois n'a pas exigé d'évaluation environnementale ni mandaté le BAPE pour enquêter sur le projet. Par contre, une analyse a été effectuée par une commission parlementaire québécoise et en a conclu qu'elle était en faveur du projet sous 19 conditions. (Assemblée nationale du Québec, 2015) De nombreux intervenants locaux québécois y étaient opposés à cause des risques de pollution dans la rivière des Outaouais et par l'historique de l'entreprise en matière de gestion de crise. En effet, elle avait été très critiquée lors de la gestion du déversement de pétrole en juillet 2010 dans la rivière Kalamazoo (Michigan, États-Unis) par la fuite de son oléoduc (*National Transportation Safety Board, 2012*).

Petite centrale hydroélectrique dans un contexte touristique

Le projet de mise en valeur hydroélectrique de la rivière Ouatouchouan au village historique de Val-Jalbert a été initié en 2009 par la Société de l'énergie communautaire du Lac-Saint-Jean en partenariat avec le Conseil des Montagnais (Premières Nations) et deux MRC du secteur de Val-Jalbert. (BAPE, 2012a) L'autorisation a été obtenue en 2013 et l'opération a débuté en 2015. La commission du BAPE a donné son aval considérant les impacts négatifs environnementaux, sociaux et touristiques peu importants. De plus, le projet s'inscrit dans l'orientation régionale du gouvernement de développer des ressources naturelles par les Premières Nations ainsi que les instances locales ou régionales. (RCGT et TES, 2015) Enfin, l'aspect touristique a dû être autorisé en 2012 par le Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.

Implantation d'un parc éolien

Le projet de parc éolien de Saint-Valentin a été initié en 2008 par Venterre NRG inc. dans la MRC du Haut-Richelieu. La commission du BAPE a proposé de refuser le projet ou de faire des modifications majeures pour permettre une meilleure acceptabilité sociale. (BAPE, 2011) Le gouvernement a d'ailleurs refusé le projet le 19 août 2011 par manque d'« appui du milieu d'accueil » et malgré sa volonté de développer l'énergie éolienne dans sa stratégie énergétique 2006-2015. (MDDELCC, 2016b)

3.2.3 Secteur industriel

Le secteur industriel est très large et comprend une multitude d'industries implantées souvent à proximité de milieux urbains façonnant ainsi certaines villes québécoises depuis des décennies. Ce secteur est parfois régit par des règlements spécifiques comme les fabriques de pâtes et papiers, les carrières et sablières, les exploitations agricoles ou encore des règlements liés à la gestion des matières résiduelles gérée par des entreprises privées. Les projets retenus dans le secteur industriel sont une usine de fabrication d'engrais et un site d'enfouissement de déchets ménagers.

Implantation d'une usine de fabrication d'engrais

Le projet de construction d'une usine de fabrication d'engrais à Bécancour a été initié en 2012 par l'entreprise *IFFCO Canada Ltée* (une des plus grandes coopératives agricoles [indiennes] au monde), un

consortium incluant Investissement Québec (assujetti à la LDD) et la Coop fédérée dans le parc industriel et portuaire de Bécancour. La commission du BAPE accepte favorablement ce projet d'un point de vue socioéconomique et, dans une moindre mesure, d'un point de vue écologique. Le projet n'a pas reçu d'opposition notable de la part des PP concernées ou intéressées. (BAPE, 2013) Le décret a été émis en 2014, mais le projet a été mis en veilleuse fin 2015 dans l'attente de conditions plus favorables du marché (IFFCO Canada, 14 décembre 2015).

Agrandissement d'un site d'enfouissement

Le projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique à Drummondville (secteur Saint-Nicéphore) a été initié en 2010 par *Waste Management Québec* (BAPE, 2012b). La commission du BAPE autoriserait le projet sous certaines conditions (diminution de l'agrandissement projeté, référendum pour la population locale, amélioration du suivi des odeurs et des plaintes, etc.) Le décret a quand même été émis en 2013 pour autoriser une partie du projet seulement, mais qui ne concernait pas l'agrandissement du site (seulement la capacité d'enfouissement) (Desbiens, 10 juin 2013). En effet, le résultat du référendum local du 24 mars 2013 à propos du projet est sans équivoque. La majorité des votants y sont opposés (61 % à Drummondville et 72,6 % à Saint-Nicéphore) et une pétition a été officiellement déposée le 13 février 2014 (Assemblée nationale du Québec, 2012b).

3.2.4 Synthèse des projets

La majorité des projets retenus ont été autorisés par les instances gouvernementales qu'il y ait un manque d'acceptabilité sociale ou non. C'est à chaque occasion une décision éminemment politique. Malgré ces autorisations, certains projets ont été annulés ou reportés faute d'un contexte économique favorable. Mais, le plus flagrant est que certains projets ont fait l'objet d'un conflit d'intérêts quand l'instance (en occurrence, le gouvernement québécois) doit approuver le projet financé par une de ses sociétés d'État (Investissement Québec) d'autant que les autorisations gouvernementales ne prennent pas toujours en compte les recommandations ou préoccupations apportées par les PP du projet concerné. Ainsi, comment l'étude de cas présentée au prochain chapitre va-t-elle être abordée par les instances alors qu'elle semble déjà faire l'objet de vives oppositions et controverses?

4. ÉTUDE DE CAS : LE PROJET D'OLÉODUC ÉNERGIE-EST AU QUÉBEC

Ce chapitre met en contexte le projet d'Oléoduc Énergie Est de TransCanada. Le contexte précise l'aspect réglementaire relatif au projet dans son ensemble, mais aussi dans sa portion québécoise. Le contexte québécois précise ses différents impacts environnementaux, sociaux et économiques, l'attitude du promoteur ainsi que son acceptabilité sociale actuelle à partir des préoccupations et revendications des principaux intervenants québécois.

4.1 Contexte de l'étude de cas

Le projet d'oléoduc Énergie Est de TransCanada est le plus grand projet de pipeline en Amérique du Nord qui traverse une bonne partie du territoire canadien et qui est assujéti à une réglementation fédérale spécifique. TransCanada est une entreprise albertaine de plus de 5 400 employés, spécialisée dans l'installation et l'exploitation de pipelines transportant du pétrole (oléoduc) ou du gaz (gazoduc) qui exploitent actuellement 66 400 km de gazoduc et 4 200 km d'oléoduc tant au Canada qu'aux États-Unis et au Mexique. (TransCanada, 2016a) Elle est considérée comme la troisième productrice de pipeline en Amérique du Nord et la plus grande productrice privée d'électricité au Canada (partenaire ou propriétaire de centrales nucléaires, au charbon, au gaz, hydroélectrique, éolien et solaire) (TransCanada, 2015).

4.1.1 Aperçu du projet global

Le projet est décrit selon les documents disponibles les plus récents puisque de nombreuses modifications ont déjà été effectuées depuis le début de l'analyse du projet par l'ONÉ et suite aux consultations publiques effectuées par le promoteur. D'autres modifications vont probablement venir d'ici l'approbation ou non du projet prévu initialement fin 2018. Les documents originaux fournis à l'ONÉ par le promoteur appelés « Demande consolidée » sont en anglais. Par contre, ce sont les documents traduits en français disponibles sur le site web du promoteur qui ont été utilisés pour les besoins du présent essai, en particulier cette section et la section 4.1.3.

TransCanada a déposé une demande en octobre 2014 à l'ONÉ pour construire et exploiter un pipeline de 4 500 km qui transportera environ 1,1 million de barils de pétrole par jour (ou 175 millions de litres par jour) de l'Ouest canadien vers les raffineries de l'Est du Canada et un terminal maritime au Nouveau-Brunswick. (TransCanada, 2016a) Le projet évalué à 16 milliards de dollars canadiens (\$CAD) regroupe deux projets distincts qui ont été fusionnés le 16 juin 2016 par l'ONÉ : le réseau principal Est et le projet

Énergie Est. Parmi les six provinces traversées, la Saskatchewan, le Manitoba et l'Ontario bénéficient en grande majorité d'un réseau de gazoducs existant qui sera reconverti en oléoduc pour le projet Énergie Est (appelée canalisation principale canadienne). L'Alberta, le Québec et le Nouveau-Brunswick bénéficieraient d'un nouveau tronçon d'oléoduc. (ONÉ, 2016c) La figure 4.1 illustre le tracé du projet.

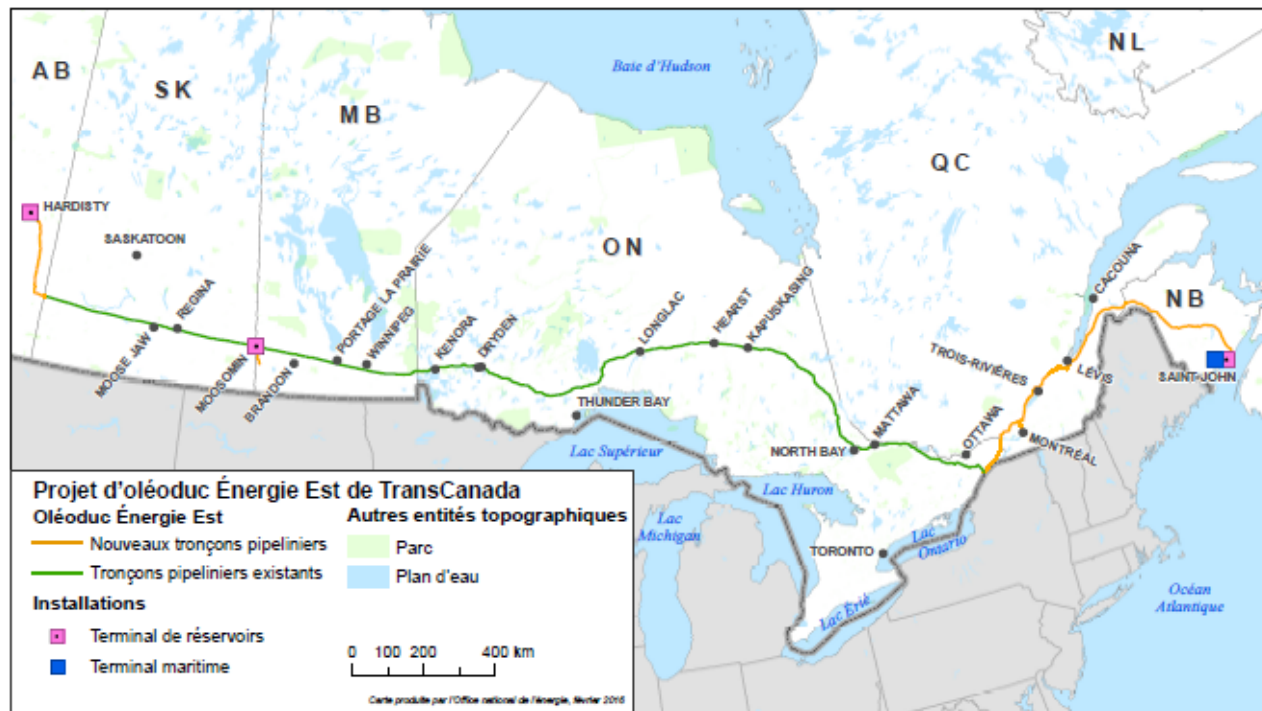


Figure 4.1 Carte du tracé prévu du projet Énergie Est (tiré de : ONÉ, 2016c)

4.1.2 Exigences réglementaires

Les deux projets déposés à l'ONÉ sont des « projets désignés » aux termes de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (2012) et doivent donc faire l'objet d'une évaluation environnementale sous l'autorité de l'ONÉ. L'Office dispose habituellement de 21 mois pour formuler ses recommandations au ministre des Ressources naturelles à partir du moment où elle juge que la demande du promoteur est suffisamment complète (en l'occurrence le 16 juin 2016 pour ce projet). Or, une prolongation est prévue pour un total de 27 mois (soit le 16 septembre 2018) suite aux nouvelles exigences du gouvernement spécifiques au projet Énergie Est qui complètent ainsi les principes déjà identifiés à la section 1.1.2 : consulter plus rigoureusement les peuples autochtones touchés par le projet et dégager des fonds pour soutenir ces consultations; faciliter la participation publique à l'évaluation de l'ONÉ dont les activités de

mobilisation du public et des collectivités; évaluer les émissions de GES en amont imputables au projet et rendre cette information publique. (Gouvernement du Canada, 27 janvier 2016)

Par contre, alors que les audiences publiques prévues ont commencé en août 2016 au Nouveau-Brunswick, elles ont finalement été suspendues pour les audiences prévues au Québec. En effet, des manifestants ont perturbé le début des audiences le 29 août à Montréal. Les trois membres du comité d'audience de l'ONÉ et son président sont accusés d'être partiaux sur ce projet après avoir rencontré un lobbyiste de TransCanada en janvier 2015, l'ancien Premier ministre du Québec, Jean Charest (De Souza, 7 juillet 2016). Deux de ces membres se sont finalement récusés et les audiences ne reprendront qu'après la constitution du nouveau comité qui décidera des prochaines étapes concernant le processus d'audience pour le projet Énergie Est. (ONÉ, 2016c) En complément, plus de 50 organisations avaient envoyé une lettre au premier ministre canadien pour réclamer une réforme en profondeur de l'ONÉ et dont le gouvernement fédéral s'était engagé. (Orfali, 10 septembre 2016) Une réforme qui n'a toujours pas été présentée au 31 décembre 2016.

Bref, actuellement, la planification de l'examen du projet n'est que partiellement perturbée, mais la remise des recommandations du comité prévue en juin 2018 n'est pas encore confirmée. En parallèle, il est prévu que d'autres membres de l'ONÉ organisent des activités de mobilisation pour l'automne 2016 et des rencontres communautaires début 2017 pour une remise d'un rapport au Comité d'audience au printemps 2017. Enfin, depuis janvier 2016, le gouvernement du Canada exige une évaluation des émissions de GES en amont. Un rapport préliminaire sur les GES est prévu au printemps 2017 suivi d'une consultation publique pour la remise du rapport définitif en mars 2018. C'est à partir des recommandations du comité d'audience et de l'évaluation des émissions de GES que le ministre des Ressources naturelles pourra décider si le projet va de l'avant ou non, et si c'est le cas, d'émettre des conditions si nécessaire. La figure 4.2 illustre le processus global de l'examen du projet d'oléoduc Énergie Est, sujet à modification.



Processus global de l'examen d'Énergie Est



Note : Ce schéma sera mis à jour lorsque de nouvelles informations sont disponibles.

Figure 4.2 Processus global de l'examen du projet Énergie Est par l'ONÉ (tiré de : ONÉ, 2016c)

Des exigences québécoises en complément

Ce projet d'oléoduc est assujéti aux lois fédérales. Néanmoins, le ministre du MDDELCC a exigé du promoteur, par une demande d'injonction en mars 2016 de respecter la réglementation québécoise concernant l'évaluation environnementale de la portion québécoise du projet. Dès la fin 2014, le ministre du MDDELCC avait envoyé deux lettres rappelant cette exigence et informé le promoteur que sept conditions allaient guider la décision gouvernementale (MDDELCC, 2016c) :

- La consultation des communautés locales (pour assurer l'acceptabilité sociale),
- L'évaluation des émissions de GES dans l'évaluation environnementale de la portion québécoise,
- Le suivi d'une unité de vigilance permanente (pour assurer la sécurité des citoyens et de la protection de l'environnement),
- La participation et la consultation des Premières Nations le cas échéant,
- La génération de retombées économiques et fiscales pour tout le Québec (en incluant la création d'emploi),
- La garantie d'un plan d'intervention et de mesures d'urgence et la responsabilité économique et environnementale assumée et entière de TransCanada en cas de fuite ou de déversement (avec un fonds d'indemnisation et une garantie financière pour gérer l'accident), et enfin,
- La sécurisation des approvisionnements en gaz naturel pour le Québec. (Heurtel, 2014)

Ces lettres visaient le projet d'un terminal maritime à Cacouna (inclut dans le projet Énergie Est) qui a finalement été abandonné par TransCanada. Le projet subissait, à ce moment-là, déjà une forte opposition notamment après consultation des communautés locales. La présence du béluga de l'estuaire du fleuve

Saint-Laurent a sonné le glas au projet de terminal puisque la pépinière de cette espèce est à proximité du projet et elle est passée d'une espèce menacée (Pêches et Océans Canada, 2016 ; Arsenault et Saint-Arnaud, 5 novembre 2015) à une espèce en voie de disparition en 2016.

Cette demande d'injonction était justifiée. Tout d'abord, la protection de l'environnement est une compétence partagée entre les instances fédérales et provinciales et la jurisprudence abonde en ce sens comme précisé dans la section 1.2.2. Ensuite, TransCanada doit respecter les lois et règlements environnementaux du Québec en déposant un avis de projet conformément à la LQE. De plus, ces exigences ont été appuyées d'une motion adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec pour la prise en compte des changements climatiques dans ce projet et que le Québec assume sa pleine compétence en matière d'environnement.

Le même ministre avait aussi donné le mandat au BAPE de mener une enquête et une audience publique sur la portion québécoise du projet Énergie Est pour pouvoir donner son avis à l'ONÉ conformément à l'article 6.3 de la LQE, lequel avait organisé la première séance de consultation du BAPE à Lévis (Québec) et a permis à certaines PP québécoises de s'exprimer sur ce projet et poser des questions au promoteur. (Heurtel, 2015) C'est d'ailleurs à partir de cette consultation et selon différentes informations diffusées dans les médias que les principales PP québécoises ont été identifiées et étudiées pour en connaître leurs préoccupations et leurs niveaux d'acceptabilité sociale. La deuxième séance du BAPE initialement prévue à Montréal a été annulée et le mandat suspendu suite à l'acceptation de TransCanada de finalement déposer au MDDELCC un avis de projet le 21 avril 2016 en vertu de l'article 31.1 et suivant de la LQE. Le promoteur a ensuite déposé une étude d'impact sur l'environnement (ÉIE) en juin 2016 selon les directives du ministère. (MDDELCC, 2016d)

L'étude d'impact est analysée depuis juin 2016 par les spécialistes du MDDELCC et ceux de différents ministères et organismes concernés pour vérifier que les directives ont été respectées. L'ÉIE n'a pas encore été publié par le ministère, mais le cas échéant, il sera rendu public et fera fort probablement l'objet d'une audience publique organisée par le BAPE pendant un maximum de quatre mois. Par la suite, le BAPE donnera son avis et émettra des recommandations au ministre du MDDELCC. Ce dernier aura 60 jours suivant la réception du rapport du BAPE pour émettre ses propres recommandations au gouvernement. La décision sera alors entérinée par décret en autorisant la portion québécoise du projet, avec ou sans modifications et aux conditions qui sont déterminées ou encore en le refusant. En cas d'autorisation, la

surveillance et le suivi sont sous la responsabilité du promoteur et le contrôle, celle du MDDELCC. (MDDELCC, 2016e) L'annexe 2 illustre les étapes du processus d'évaluation environnementale au Québec méridional. Il faut préciser que le gouvernement fédéral prendra la décision finale d'approbation de l'ensemble du projet, mais il ne pourra ignorer l'avis du gouvernement québécois d'autant que la jurisprudence permet au gouvernement provincial de juger de la partie du projet qui le concerne, la protection de l'environnement étant une compétence partagée.

4.1.3 Contexte des différentes portions interprovinciales

Cette section s'intéresse aux principales composantes du projet dans les six provinces traversées et au contexte de chaque province dans lequel il s'inscrit. Des activités visant la participation du public concerné ont eu lieu dans chaque province comme les municipalités, les propriétaires fonciers, les Premières Nations et les Métis. (TransCanada, 2016b)

L'Alberta

La nouvelle canalisation principale du projet d'une longueur de 281 km sur le territoire albertain commencerait au terminal (projeté) situé près de Hardisty (Alberta) avec 14 réservoirs. L'Alberta est la principale province canadienne qui exploite le pétrole issu des sables bitumineux. Ce pétrole serait d'ailleurs le principal produit transporté dans l'oléoduc Énergie Est (voir le chapitre 1). La majorité des PP concernées ainsi que le gouvernement albertain sont donc très favorables au projet. D'ailleurs, le gouvernement provincial a signé une entente avec TransCanada en s'engageant, si le projet est approuvé, à lui verser un montant de 5 milliards \$CAD en 20 ans, soit 250 millions \$CAD par an, en droits pour l'acheminement du pétrole par cet oléoduc, correspondant à 100 000 b/j (Mertz et Logan, 5 juillet 2013). Le site web du projet précise le soutien qu'il a pu obtenir notamment de la part de municipalités ou comtés. Au 5 janvier 2017, 16 entités locales soutiennent le projet. (TransCanada, 2016a) Pour les municipalités potentiellement opposées, aucune recherche n'a été effectuée dans ce sens pour l'ensemble des provinces concernées excepté la province d'étude, le Québec.

En parallèle, le gouvernement albertain a développé son Plan de leadership climatique (traduction libre de : *Climate Leadership Plan*) adoptant trois domaines clés : éliminer progressivement le charbon et développer plus d'énergie renouvelable, mettre à jour le programme albertain de tarification de carbone, et réduire les émissions de GES des sables bitumineux. (*Environment and Parks Alberta*, 2016)

La Saskatchewan

La nouvelle canalisation de 3 km provenant de l'Alberta est dirigée vers le second terminal projeté de trois réservoirs qui est situé près de Moosomin (Saskatchewan). Le reste de la canalisation dans la province représentant 612 km est un gazoduc existant âgé de 44 ans qui serait reconverti en oléoduc. Cette reconversion semblant anodine pourrait avoir un risque élevé de fuite selon le BST (BST, 2011) ou de rupture selon Richard Kuprewicz, un expert américain en sécurité d'oléoducs (Kuprewicz, 2013).

Cette province est aussi une productrice importante d'hydrocarbure, mais dans une moindre mesure par rapport à l'Alberta. En novembre 2014, l'Assemblée législative de la province a adopté une motion demandant au Québec et à l'Ontario de ne pas imposer de nouvelles conditions dont les émissions de GES. De plus, le premier ministre saskatchewanais soutient le projet et n'hésite pas à en faire la promotion auprès de ses homologues de ces deux provinces. (Young, 9 juin 2016) Il considère aussi que seule l'ONÉ a la compétence de veiller au respect des normes environnementales et de sécurité. Sur le site web d'Énergie Est, 39 municipalités ou comtés saskatchewanais soutiennent le projet. (TransCanada, 2016a)

Le Manitoba

Une partie de la canalisation principale d'Énergie Est représentant 466 km de pipeline de gaz naturel serait convertie. La ville de Winnipeg ne s'est pas encore totalement prononcée. Elle a mandaté un consultant qui a d'ores et déjà identifié des préoccupations importantes sur les risques liés à la contamination possible de l'eau potable, en particulier avec la source d'eau potable de la capitale manitobaine alimentée par le bassin versant du lac Shoal, mais le rapport détaillé ne sera pas rendu public avant 2017.

Cette préoccupation est d'autant plus actuelle depuis la fuite d'un oléoduc de *Husky Energy* à Prince Albert, près de Maidstone, déversant ainsi plus de 250 000 litres de pétrole brut dans la rivière Saskatchewan Nord, source d'eau potable de la municipalité (Kives, 8 septembre 2016). Ce déversement qui a eu lieu le 21 juillet 2016 a causé la fermeture des conduites d'eau potable de la municipalité qui a dû, par la suite, construire deux canalisations temporaires de surface de 20 à 30 km de long. L'État d'urgence a été déclaré par la municipalité le 25 juillet. Près de 150 animaux auraient été trouvés morts (majoritairement des poissons et des petits mammifères). Pour couvrir les frais, l'entreprise *Husky Energy* a versé une compensation financière (montant non précisé) à une Première Nation locale en juillet ainsi

qu'un premier paiement de 5 millions \$CAD moins d'un mois après l'évènement. (La Presse canadienne, 15 août 2016 et 3 octobre 2016) Selon un sondage national, les Manitobains sont les Canadiens les plus opposés au projet pour des raisons environnementales et de faibles bénéfices.

Sur le site web du projet, 30 municipalités ou comtés manitobains soutiennent le projet au 5 janvier 2017, mais Winnipeg ne fait pas partie de cette liste. (TransCanada, 2016a)

L'Ontario

La nouvelle canalisation principale est d'une longueur de 106 km alors que les tronçons de pipelines reconvertis représentent 1 924 km. La longueur de la canalisation traversant l'Ontario étant très importante, elle est divisée en quatre tronçons distincts : Ouest de l'Ontario, Nord de l'Ontario, raccourci de North Bay et Est de l'Ontario. Contrairement aux autres provinces, la majorité du tracé est située sur des terres domaniales provinciales plutôt que sur des terres privées.

Dans son plan énergétique à long terme 2013, l'Ontario a adopté six principes concernant l'examen de projets de grande taille : normes techniques les plus élevées en matière de sécurité et de protection de l'environnement, plan d'intervention d'urgence de classe mondiale, consultation des Premières Nations et Métis et des municipalités, avantages économiques démontrables à court à long terme et responsabilité entière des promoteurs concernant les risques économiques et environnementaux (incluant les garanties financières). La prise en compte des GES et des intérêts des consommateurs de gaz naturels se sont ajoutés à ces principes adoptés conjointement avec le Québec. (Ministère de l'Énergie de l'Ontario, 2016)

L'Ontario a annoncé la tenue d'une audience publique sur le projet en novembre 2013 par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO). La CEO a finalement conclu, en août 2015, que le projet n'est pas avantageux pour les résidents de la province en estimant que les risques économiques et environnementaux sont déséquilibrés par rapport aux avantages prévus, après quinze mois de consultations auprès des communautés locales. La commission a aussi documenté les inquiétudes de plusieurs Ontariens résidant à proximité du tracé. (Commission de l'Énergie de l'Ontario [CEO], 13 août 2015) La première ministre ontarienne a tout de même annoncé son appui au projet en janvier 2016 en présence de la première ministre albertaine (CBC News, 22 janvier 2016).

Sur le site web du projet, 30 municipalités ou comtés ontariens soutiennent le projet au 5 janvier 2017. (TransCanada, 2016a)

Le Québec

C'est la province la plus opposée au projet et c'est la seule province qui exige une évaluation environnementale conformément à la réglementation québécoise. (voir section 1.2) Les positions des différents acteurs sont précisées dans la section 4.2. En résumé, l'opposition au projet provient des principales PP au projet dont des propriétaires fonciers ou encore de nombreuses municipalités québécoises concernées par le tracé, comme la position de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) à cause notamment d'un manque d'informations sur le sujet. (Union des municipalités du Québec [UMQ], 1^{er} mars 2016). C'est aussi le cas avec les principales centrales syndicales québécoises et l'union des producteurs agricoles (UPA). (Shields, 20 octobre 2016) L'opposition la plus importante est sans aucun doute la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) qui regroupe 82 municipalités. La CMM a organisé sa propre séance de consultation publique sur le projet auquel le promoteur a refusé de participer. Lors d'un point de presse, la CMM en a conclu qu'il y avait trop de risques environnementaux et peu de retombées économiques en faisant ses propres analyses selon le peu d'informations fournies. (Communauté métropolitaine de Montréal [CMM], 2016)

À l'inverse, certaines organisations québécoises soutiennent le projet, c'est le cas de groupes d'affaires, de certains syndicats et de la Régie de l'Énergie du Québec : Chambres de Commerce, dont celle de Montréal, FTQ-Construction, Conseil du patronat du Québec. C'est aussi le cas de la Communauté métropolitaine de Québec, mais ils attendent de nombreuses réponses à leurs questions sur la sécurité du pipeline et l'environnement (CMQ, 2014).

Par contre, aucune municipalité ou MRC québécoise ne soutient le projet au 5 janvier 2017 selon le site web du projet. (TransCanada, 2016a)

Le Nouveau-Brunswick

Une nouvelle canalisation principale de 412 km est prévue pour acheminer le pétrole vers le troisième terminal d'expédition constitué de 22 réservoirs près de Saint John (Nouveau-Brunswick). Le complexe comprend aussi le terminal maritime Canaport et le raccordement de la raffinerie de Saint John. Un autre projet récent concernant le transport de pétrole de l'Ouest vers l'Est est le projet de terminal pétrolier à Belledune, mais c'est exclusivement du transport ferroviaire. (Chaleur terminal inc., 2016)

Le gouvernement néo-Brunswickois est favorable au projet pour des raisons de création d'emploi tout en s'assurant que le projet profite à la province et que les communautés soient consultées (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 16 août 2016). À noter que les deux séances de consultation publique organisées par l'ONÉ ont eu lieu en août 2016 et que la majorité des intervenants étaient favorables au projet ou du moins peu opposés.

Sur le site web du projet, 13 municipalités ou comtés néo-brunswickois soutiennent le projet au 5 janvier 2017, ainsi que l'Union des municipalités du Nouveau-Brunswick. (TransCanada, 2016a)

En somme, le projet d'oléoduc Énergie Est dans son ensemble bénéficie d'une acceptation relative dans la plupart des provinces concernées, que le projet nécessite une construction complète ou un réaménagement d'une conduite existante (voir aussi la section 1.1.4 sur la perception des Canadiens au sujet des oléoducs). Le principal argument de cette acceptation est lié aux avantages économiques possibles du projet pour leur communauté respective. Néanmoins, le Québec est la seule province qui s'y oppose fermement, car elle veut notamment que le promoteur respecte la réglementation québécoise dans ses compétences d'évaluation environnementale, fournisse les informations nécessaires à la compréhension du projet et participe activement aux consultations publiques organisées par le BAPE ou des PP. Le promoteur ayant refusé à plusieurs reprises de répondre à ces exigences, le gouvernement québécois ou ses gouvernements locaux concernés ont dû se résoudre à faire une étude d'impact du projet par eux-mêmes et ont tous émis au mieux des réserves sur le projet par les risques appréhendés sur l'environnement et la qualité de l'eau potable, au pire des oppositions fermes. Dans ce même esprit, la CEO avait organisé un processus d'évaluation du projet équivalent pour en conclure des risques environnementaux et des retombées économiques démesurément inéquitables pour les Ontariens.

4.1.4 Aperçu de la portion québécoise du projet

L'ensemble des informations de cette section provient de l'avis de projet déposé au MDDELCC en avril 2016 (TransCanada, 2016c).

Le projet d'oléoduc Énergie Est traverse le Québec de la frontière ontarienne à la frontière Néo-Brunswickoise par la construction d'un nouvel oléoduc d'une longueur de 624 km dans neuf régions administratives (Outaouais, Laurentides, Lanaudière, Mauricie, Capitale-Nationale, Côte-Nord, Chaudière-Appalaches, Bas-St-Laurent et Témiscouata) et dans 65 municipalités québécoises. Deux segments latéraux sont prévus en complément pour alimenter les deux raffineries du Québec avec un nouveau

pipeline de 24 km (à Montréal-Est et à Lévis). Dix stations de pompage sont aussi prévues pour maintenir le débit dans le pipeline ainsi que 107 vannes de sectionnement pour isoler le pétrole en cas de besoin, sans oublier des chemins d'accès permanents et des infrastructures ou installations temporaires pendant la construction. La figure 4.3 illustre les principales composantes du projet d'oléoduc Énergie Est au Québec.

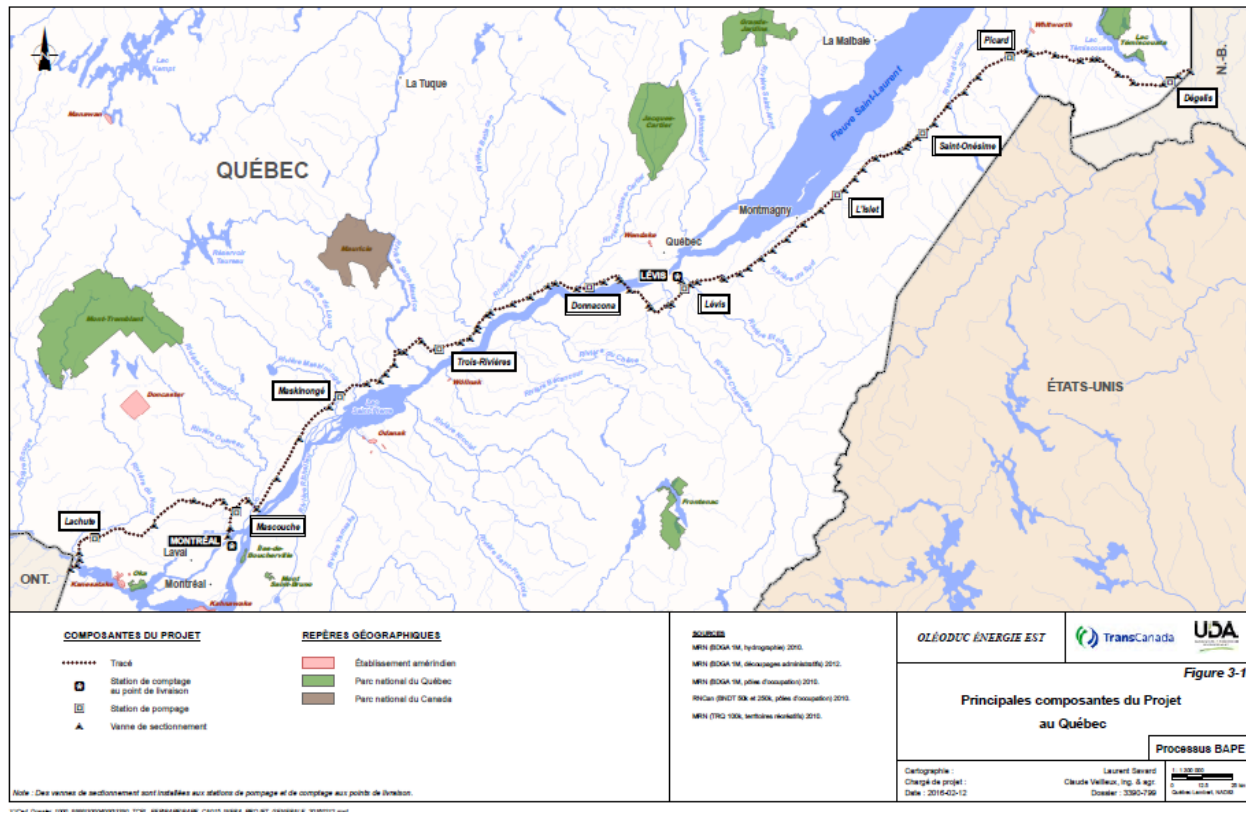


Figure 4.3 Principales composantes du projet d'oléoduc Énergie Est au Québec (tiré de : TransCanada, 2016b)

Le pipeline servirait au transport de 45 types de pétrole brut différents qui vont du bitume dilué en passant par le pétrole brut synthétique et jusqu'au pétrole léger de l'Alberta et la Saskatchewan. L'enfouissement de la conduite de plus d'un mètre de diamètre est prévu entre 0,9 m (en milieu boisé) et 1,2 m (en milieu cultivé) et à au moins 1,5 m en dessous du lit d'un cours d'eau. La largeur de l'emprise varie de 20 à 25 m selon le secteur et le type de milieu. Le déboisement est permanent alors que dans les milieux agricoles, les agriculteurs peuvent cultiver dans l'emprise. À noter que des modifications sont possibles pour toutes les composantes citées précédemment puisque le projet est encore à un stade très préliminaire.

4.1.5 Principaux impacts environnementaux, sociaux et économiques de la portion québécoise

Les impacts environnementaux, sociaux ou économiques identifiés du projet peuvent être tant négatifs que positifs et sont un résumé de l'avis de projet déposé par le promoteur au MDDELCC, donc sujet à modification ou précision.

Les impacts environnementaux potentiels

L'impact environnemental principal faisant l'objet de vives discussions est lié aux cours d'eau et à la modification de la qualité du sol ou encore de l'eau souterraine ou de surface. 83 bassins versants et 860 cours d'eau dont 25 cours d'eau considérés comme majeurs (plus de 20 m de largeur au niveau de la ligne des hautes eaux) se situeraient sur le tracé du projet dont le fleuve Saint-Laurent. Néanmoins, 80 % des cours d'eau sont considérés comme éphémères, intermittents ou petits permanents et correspondent à seulement 1 % du tracé.

Les milieux boisés sont prédominants dans l'emprise du pipeline (49 % de la longueur du tracé) et des stations de pompage alors que 14 % du tracé devrait traverser des milieux humides (surtout des marécages, suivi de tourbières). Les milieux traversés seraient également : une réserve naturelle dont un habitat floristique d'une espèce menacée ou vulnérable; quatre rivières à saumon; plusieurs sites de fraie ou d'alevinage d'espèces d'intérêt pour la conservation; deux aires de concentration d'oiseaux aquatiques; une zone importante pour la conservation des oiseaux; quatre aires de confinement du cerf de Virginie. De plus, certaines espèces d'intérêt classées dans la *Loi sur les espèces en péril* sont aussi présentes sur le tracé, mais pas d'oiseaux de proie : amphibiens (3), reptiles (4), oiseaux nicheurs (11), ongulés comme l'orignal ou le cerf de Virginie (2). Les écosystèmes concernés pourraient avoir des modifications ou pertes importantes pour certaines composantes de la faune, la flore et leurs habitats.

Les impacts socioéconomiques potentiels

Les milieux agricoles correspondent à 34 % du tracé et 75 % de cette emprise est située dans la zone agricole protégée par la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ). Les milieux anthropiques correspondent à 2 % du tracé. Ces derniers représentent des zones commerciales, industrielles, résidentielles, mais aussi des infrastructures routières, ferroviaires et lignes électriques, et enfin deux parcs éoliens. Presque 80 % des terres traversées sont privées et moins de 12 % sont publiques. Le reste représente des terres fédérales, provinciales ou municipales.

L'enjeu majeur des milieux aquatiques se rapporte à la qualité de l'eau approvisionnant des millions de personnes qui se fournissent en eau potable le long du fleuve Saint-Laurent. En effet, la vallée du Saint-Laurent abrite près de 80 % de la population du Québec dont les principales villes de Gatineau, Trois-Rivières, Québec, Lévis et surtout la région montréalaise.

Concernant les activités du projet, en plus des emplois nécessaires à la construction du pipeline permettant potentiellement une création d'emploi dans les communautés locales, ces dernières bénéficieraient d'une augmentation de la demande en logement et indirectement à différentes activités locales (restauration, magasinage, etc.) Mais, pendant cette phase, il pourrait aussi y avoir une perte temporaire de différentes occupations humaines ou utilisations de ressources, en incluant les activités traditionnelles des autochtones. De plus, quand un pipeline est localisé dans un périmètre d'urbanisation, aucune construction n'est possible, privant ainsi les municipalités d'un revenu de taxation supérieur à celui des pipelines (Pitre, 11 mai 2015).

Au niveau de l'économie québécoise, selon le promoteur, plus de 9 milliards \$CAD contribueraient au produit intérieur brut québécois et plus de 2 milliards \$CAD en recettes fiscales. La phase d'exploitation créerait 33 emplois directs dans la province et 1 962 emplois en seraient créés pendant la phase de construction. Il y aurait aussi probablement des compensations financières pour les PP concernées (propriétaires fonciers, Premières Nations, municipalités), mais le montant n'est pas précisé. (TransCanada, 2016a)

Une évaluation économique et fiscale était prévue pour l'automne 2016 par les ministres des Finances et des Ressources naturelles, mais elle n'est toujours pas disponible au 31 décembre 2016. Un comité interministériel (Justice, Affaires municipales, Transports, Agriculture, Environnement et Sécurité publique) travaille depuis l'automne 2014 pour l'élaboration de la position du gouvernement sur le projet.

En d'autres termes, les zones rurales dominant dans le tracé et les agglomérations importantes sont évitées. Les impacts sociaux, environnementaux et économiques en sont encore à une évaluation préliminaire.

4.1.6 Attitude du promoteur

Le promoteur adopte différents comportements vis-à-vis des parties prenantes du projet selon les circonstances.

La proactivité du promoteur

Le promoteur a organisé de mars 2013 à décembre 2015 des activités visant la participation du public : 29 journées portes ouvertes avec la présence estimée de 2 600 personnes; plus de 130 rencontres avec des municipalités ou représentants de MRC; environ 30 rencontres avec des groupes d'intérêt et des groupes de protection de l'environnement (organismes de bassins versants, conseils régionaux en environnement, etc.); 15 rencontres avec des fédérations locales de l'UPA; 35 séances d'information et de consultation de groupe de propriétaires fonciers et 6 800 rencontres individuelles avec 2 850 propriétaires qui ont été tenues depuis 2013. Parmi les propriétaires, 90 % d'entre eux auraient signé une entente permettant l'accès à leur propriété pour réaliser des études, des relevés ou des examens sur leur propriété. Ainsi, aucune entente n'a encore été signée pour la construction du pipeline sur leurs terrains respectifs. Enfin, depuis 2014, douze rencontres régionales ont été effectuées auprès de responsables locaux et régionaux d'intervention d'urgence. Parmi les principaux sujets de préoccupation, il y a le plan d'urgence (responsabilité du promoteur en cas de déversement, plan d'intervention et temps de réponse), la sécurité des pipelines (risques, inspections) en particulier sur les cours d'eau, les sources d'eau potable et les eaux souterraines, les effets sur les milieux humides ou encore la faune et la flore, les avantages économiques et les mesures de compensation ou d'indemnisation. (TransCanada, 2016b)

En parallèle, pour la même période, le promoteur a organisé des activités visant la participation des Autochtones, dont 23 communautés ou organisations de Premières Nations au Québec qui ont été informées et consultées. De ces communautés, 277 rencontres ont eu lieu ainsi que des journées portes ouvertes. Cinq ententes ont été conclues concernant le financement des engagements et sur les communications. Cinq études ont été réalisées sur l'utilisation des terres et des ressources à des fins traditionnelles. Les principales préoccupations de ces communautés sont liées aux traités et aux droits autochtones et au développement économique (financement, investissement dans la communauté, emplois, etc.) (TransCanada, 2016b) Le promoteur aurait d'ailleurs fait plusieurs changements de tracé avant la demande officielle auprès de l'ONÉ. Il a aussi prévu des comités de liaison pour chaque région administrative dont les frais de déplacement pourraient être remboursés par exemple. (BAPE, 2016)

La réactivité du promoteur

De nombreuses controverses ont eu lieu avant même le début officiel du projet, notamment au Québec, dont la majorité des actions du promoteur a été beaucoup plus réactive que proactive. Par exemple, les

documents déposés n’avaient pas été traduits en français, le promoteur a refusé de se soumettre aux exigences réglementaires québécoises dès le début en justifiant notamment son refus par le fait que le projet soit de compétence fédérale exclusive. Finalement, il a accepté de s’y soumettre sans remettre en cause sa justification. Il a remis peu d’informations en français et a donné des réponses peu précises aux préoccupations des « parties concernées » au Québec. Il a aussi refusé de participer aux consultations publiques de la CMM visant son projet.

L’annexe 3 relate les nombreux événements judiciaires et politiques relatifs au projet alors que le projet est toujours dans une phase d’examen à l’ONÉ, en suspens (mais aussi au Québec). Yann Fournis, un spécialiste de l’acceptabilité sociale, a d’ores et déjà résumé l’inacceptabilité sociale du projet sous l’angle d’un triple déficit :

- De crédibilité. Les informations techniques et sociotechniques sont, au mieux, remises en retard et incomplètes, au pire, manquant;
- De légitimité. Les principaux acteurs comme le gouvernement québécois ou les municipalités québécoises concernées pour lesquels il y aurait pu avoir des négociations ont tous été jugés non pertinents;
- De soutenabilité. Le développement des énergies fossiles, et encore plus celui des sables bitumineux sont un modèle extractiviste relativement agressif qui pose un réel problème de soutenabilité. Et la transition énergétique québécoise actuelle n’est même pas abordée dans le projet. (Fournis, 2016, p.24)

4.2 Principaux intervenants impliqués de la portion québécoise du projet Énergie Est

Cette section identifie les principaux intervenants à la portion québécoise du projet et relate leurs principales préoccupations et revendications. La majorité des consultations publiques officielles n’ayant pas encore eu lieu au Québec, la première consultation publique du BAPE générique qui a eu lieu à Lévis (Québec) en est donc la source principale. Ce projet d’envergure polarise les positions des intervenants (présentés à l’annexe 4), en particulier au Québec, qui sont non seulement très nombreux, mais, en plus, à cause de cette polarisation, ils sont très mobilisés. Ce sont d’ailleurs les opposants qui dominent dans le bruit médiatique avec une liste non exhaustive de plus d’une cinquantaine d’organismes et plusieurs documentaires écrits ou audiovisuels opposés au projet ou aux hydrocarbures (Pineault, 2016).

4.2.1 Les organisations gouvernementales et paragouvernementales

Au niveau fédéral, c'est le gouvernement canadien et l'ONÉ qui sont concernés en tant qu'instance gouvernementale ou de suivi, et sont donc censés avoir une position neutre, jusqu'à la décision finale. Le gouvernement fédéral, par le biais de son ministre des Ressources naturelles, décide de l'approbation ou non de ce projet, mais il s'avère qu'aucun projet d'oléoduc n'a jamais été refusé. Seuls certains projets de pipeline très récents sont en suspens (*Northern Gateway*) ou ont été rejetés (*Keystone XL*) par des décisions extérieures comme des Cours de justice canadiennes ou le gouvernement américain. La décision est donc éminemment politique, mais les projets de pipeline sont acceptés avec de plus en plus de conditions et la plupart du temps, elle reflète la position de l'ONÉ avec la mise en application de conditions. Quant à la position de l'ONÉ censée être neutre, elle fait actuellement l'objet d'un manque de crédibilité. En effet, elle est « accusée » de partialité d'une part parce que la plupart de ses membres provient du secteur énergétique des hydrocarbures et d'autre part, les membres de la commission d'examen du projet Énergie Est ont rencontré un lobbyiste de TransCanada ainsi que des organisations ouvertement favorables aux projets (Président de la Chambre de Commerce de Montréal, etc.) D'ailleurs, à ce jour, l'évaluation du projet est toujours en suspens, en attendant que les nouveaux membres de l'ONÉ, remplaçant ceux qui se sont récusés, décident des prochaines démarches de cette évaluation (ONÉ, 2016c).

D'autres ministères fédéraux comme Environnement et Changements climatiques Canada, Transports Canada ou des organisations paragouvernementales comme l'agence canadienne d'évaluation environnementale ou le BST interviennent dans le projet pour donner leur avis sur certains éléments du projet. Leurs positions sont donc, en général, neutres et crédibles.

De façon plus insolite face au projet, les Forces armées canadiennes se sont invitées au débat puisqu'une demi-douzaine de bases seront traversées par le tracé d'oléoduc en Alberta, en Ontario et au Québec. L'un de ses représentants est d'ailleurs préoccupé par le risque de déversement ayant des conséquences environnementales, sociales et économiques, la capacité de payer de TransCanada en cas de déversement et au manque d'information fournie sur la protection des cours d'eau. (Noël, 9 août 2016)

Au niveau provincial, le gouvernement québécois concerné exige que sa compétence en environnement soit appliquée et son opinion reste relativement neutre jusqu'à la fin complète de l'examen du projet dans sa portion québécoise. C'est la même chose pour la neutralité du BAPE qui aura probablement à organiser

une consultation publique pour le projet en 2017 et à déposer son rapport après cette consultation. C'est encore le cas pour la CPTAQ qui doit appliquer la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* sur les territoires agricoles touchés par la portion québécoise du projet et assujettis à cette loi. De nombreux ministères ou organismes d'État se sont prononcés sur le sujet à la demande des instances politiques. Par exemple, la Régie de l'énergie du Québec est en faveur du projet en autant que la filière gazière ne soit pas affectée selon leur analyse basée uniquement sur des aspects économiques. Le promoteur a conclu, par la suite, une entente avec Gaz Métro concernant l'approvisionnement de la filière gazière (Gaz Métro, 24 août 2015).

Quant aux autres gouvernements provinciaux concernés par le projet, en incluant le gouvernement ontarien qui avait aussi posé sept conditions d'acceptation, ils se sont plutôt positionnés en faveur du projet tout en invitant le gouvernement québécois à ne pas interférer dans le processus d'examen du projet, voire dans le projet lui-même.

Au niveau local, aucune entité municipale ou régionale québécoise, concernée ou non, n'est en faveur du projet, surtout parce que le promoteur a fourni peu d'informations sur les risques liés à l'oléoduc sur leur territoire pouvant impacter leur source d'eau potable. De plus, selon eux, les inconvénients leur semblent beaucoup plus élevés que les avantages et le promoteur semble faire preuve d'une arrogance sans égard à leur fonction. Certaines d'entre elles ont présenté des études d'impact indépendantes sur leur territoire comme la CMQ, allant jusqu'à organiser des séances de consultations publiques comme la CMM. Elles ne sont pas complètement « fermées » au projet, mais les exigences sont très élevées pour que ce projet bénéficie d'une acceptabilité sociale convenable. Elles exigent surtout du promoteur une meilleure transparence et collaboration pour répondre à leurs préoccupations. (Pélouas, 8 septembre 2016) Leurs préoccupations se sont renforcées très récemment avec l'accident de l'oléoduc de Husky Énergie déversant 250 000 litres de pétrole dans la rivière Saskatchewan Nord le 21 juillet 2016 et privant deux municipalités à proximité de leur eau potable (section 4.1.3, Le Manitoba) . (Croteau, 5 août 2016)

4.2.2 Les organisations non gouvernementales

Il existe de nombreuses catégories d'organisations non gouvernementales pour la plupart très polarisées sur la question contrairement aux organisations d'expertise spécifique moins polarisantes, voire neutres, à un ou plusieurs domaines particuliers au projet. L'expertise peut être la sécurité des pipelines, l'impact environnemental sur un ou plusieurs milieux naturels (milieu hydrique, etc.), les retombées économiques

ou encore l'impact social d'un déversement. Ces derniers se basent davantage sur des faits avérés avec parfois des positions relativement claires sur le projet. Par exemple, l'association des biologistes du Québec ne s'est pas formellement positionnée, mais elle propose de nombreuses recommandations pour que le projet soit acceptable. Les autres catégories d'organisations non gouvernementales sont davantage polarisées.

D'un côté, les intervenants en faveur du projet sont relativement peu nombreux. Ce sont principalement des organisations sectorielles ou professionnelles du milieu des hydrocarbures, industriel ou de la construction : les Chambres de commerce québécois concernées ou non, les syndicats de la construction, le Conseil du patronat du Québec, l'association des firmes de génie-conseil, etc. (Fédération des chambres de commerce du Québec [FCCQ], 26 août 2016) Les distributeurs gaziers de l'Est, dont Gaz Métro, sont finalement favorables au projet depuis une entente passée avec TransCanada qui leur assure leur approvisionnement en gaz naturel malgré la conversion du gazoduc actuel en oléoduc. (Gaz Métro, 24 août 2015) L'institut Fraser, un groupe de réflexion à influence conservatrice, est en faveur du projet puisqu'il considère que le manque de pipelines ferait perdre des milliards de dollars par année au Canada si le pétrole de l'Ouest n'est pas transporté vers les océans. L'institut va jusqu'à proposer au gouvernement canadien de raccourcir les délais d'approbation des projets de pipeline en adoptant par exemple une loi spéciale. (Angevine et Green, 19 juillet 2016) L'institut économique de Montréal considère que les projets d'oléoducs vers l'est comportent des avantages économiques pour le Canada et permet aux raffineries de l'Est canadien d'être plus compétitives par rapport aux autres raffineries mondiales. (Minardi, 2013) Dans tous les cas favorables, c'est l'aspect économique qui domine largement.

De l'autre côté, les opposants sont nombreux et multiples, plus ou moins fervent et parfois très actif. L'organisme opposé le plus surprenant est sans conteste l'UPA, le principal syndicat agricole québécois concerné. Il s'oppose catégoriquement, et pour la première fois de son existence, à un projet énergétique alors que 75 % du tracé prévu d'Énergie Est traverserait les milieux agricoles ou forestiers. Au-delà des exigences techniques (pipeline plus profond), juridiques (dégager les agriculteurs de toute responsabilité en cas de faute non intentionnelle sur l'oléoduc) et financières (indemnités et loyer annuel de passage), ses membres « réagissent » fortement contre le projet. (Union des producteurs agricoles [UPA], 2016) Il serait donc très difficile d'obtenir leur acceptabilité sociale dans les prochains mois ou prochaines années.

Pour les autres organisations intéressées aux enjeux du projet, ce sont principalement des organismes de pression, dont des regroupements de protection de la nature, de citoyens, de spécialistes du milieu académique ou civil. Par exemple, les regroupements des organismes de bassins versants ou de conseils régionaux de l'environnement considèrent le projet comme inacceptable tout comme les principaux syndicats québécois. Tous les groupes environnementaux québécois ou nationaux sont de fervents opposants, ne serait-ce que sur le fait qu'ils pensent qu'il faut se tourner vers une transition énergétique à l'heure des nouvelles politiques internationales, nationales, provinciales et locales de lutte contre les changements climatiques dont le secteur des hydrocarbures est un fort contributeur. Ce sont par exemple Greenpeace, Équiterre, la fondation David Suzuki, la coalition eau-secours!, le réseau québécois des groupes écologistes, la coalition vigilance oléoduc, etc. La fondation « Coule pas chez nous » a la particularité de soutenir financièrement ou techniquement les opposants au projet Énergie Est, sans être exclusif à ce projet. Les revendications sont liées essentiellement à la protection de l'environnement et à la prise en compte des changements climatiques en amont qui « ne permet » aucun développement lié aux hydrocarbures, surtout issus des sables bitumineux. L'acceptabilité sociale y serait quasi impossible. L'institut Pembina, groupe de recherche environnementale à influence progressiste, le considère également comme un mauvais projet dans son étude sur les impacts climatiques du projet, car il augmenterait considérablement les émissions de GES produits par les sables bitumineux.

Dans la plupart des cas défavorables, ce sont les aspects sociaux (insécurité des pipelines, peu d'emploi et manque de collaboration) ou environnementaux (risque de pollution des eaux ou des terres d'une fuite d'oléoduc et l'enjeu des changements climatiques) qui dominent. L'argument économique considéré comme faible pour les communautés locales complète l'opposition au projet.

Certains économistes critiquent également le projet. L'économiste Jeff Rubin, ex-économiste en chef de la Banque CIBC, estime que le projet n'est pas viable économiquement considérant le prix actuel du pétrole qui est très bas et le fait que le financement serait difficile à obtenir dans un contexte où les nouvelles politiques mondiales de réduction des émissions de GES pourraient réduire la demande mondiale en pétrole. (Rubin, 3 novembre 2014) Robert Hope, un analyste de la CIBC, considère que les chances d'approbation du projet ont chuté de 33 % à 25 % suite à la récusation des membres de l'ONÉ. L'analyste Dirk Lever d'*Alta Corp Capital*, une banque d'investissement albertaine, croit que le processus réglementaire des pipelines est devenu tellement « trouble et désordonné » en raison de la pression politique qu'il est difficile de prédire si un pipeline obtiendra une approbation (Radio-Canada et La Presse

canadienne, 12 septembre 2016) Éric Pineault, économiste et sociologue montréalais, a écrit un essai dénonçant fermement le projet notamment à cause du peu d'informations claires qu'il fournit, mais surtout parce qu'il « vise l'expansion à long terme de l'exploitation des sables bitumineux » contribuant à favoriser les changements climatiques. (Pineault, 2016)

4.2.3 Les Premières Nations

Qu'elles soient concernées ou non, les Communautés autochtones québécoises et du Labrador s'opposent farouchement au projet (Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador [APNQL], 15 juin 2016). Au Québec, ce sont 20 communautés et quatre organisations des Premières Nations qui sont directement concernées par le projet (voir figure 4.4) et y sont également opposées comme les Mohawks, les Attikameks, les Abénaquis, les Hurons-Wendate, les Malécites et les Micmacs.

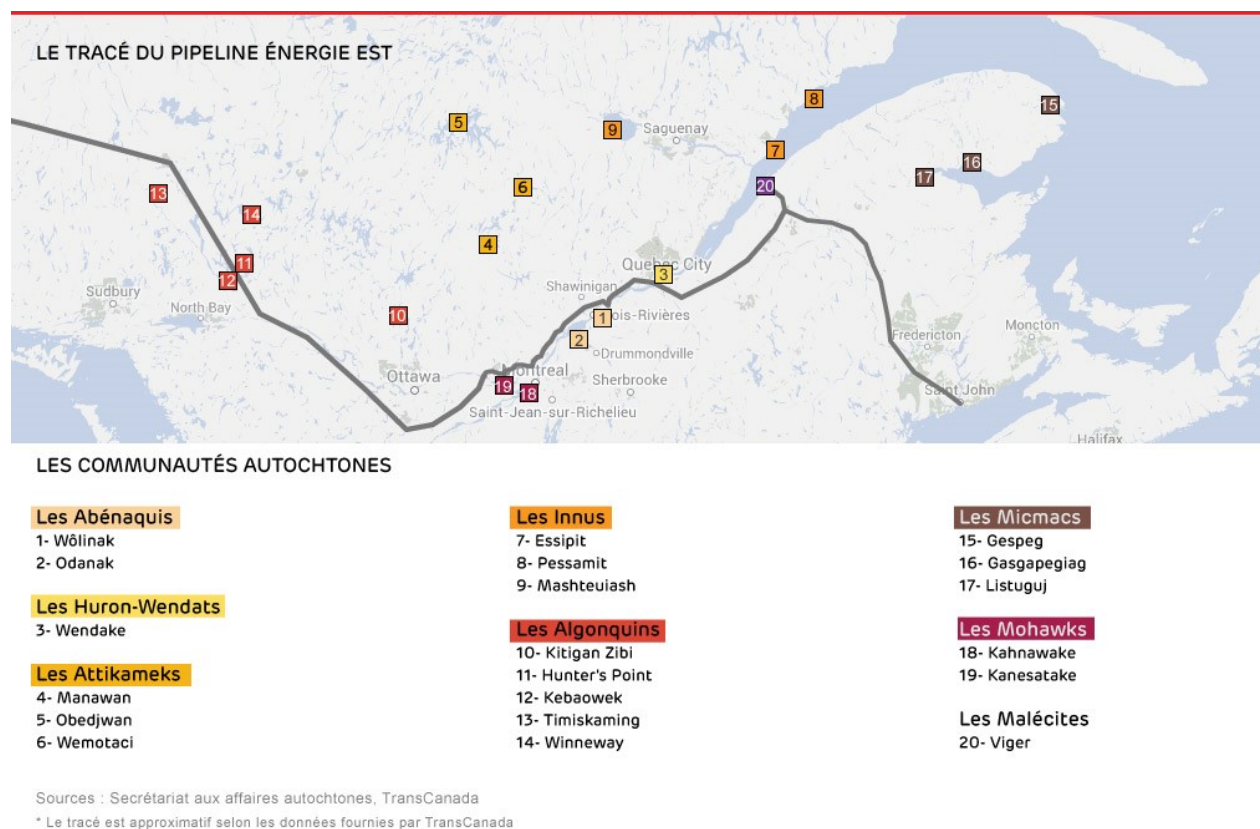


Figure 4.4 Carte des Premières Nations québécoises impliquées sur le tracé du projet Énergie Est (tiré de : Robillard, 10 novembre 2014)

Elles ont, par la même occasion, signé un traité le 20 septembre 2016 qui vise à lutter contre l'exploitation et la distribution des sables bitumineux (dont le projet Énergie Est fait partie) avec d'autres communautés autochtones canadiennes et états-unienues. (Treatyalliance, s. d.) Le traité prévoit notamment que toutes les communautés s'entraident pour s'opposer aux projets liés aux sables bitumineux, et précise qu'il n'y a aucune condition visant à accepter le projet Énergie Est. Les communautés autochtones revendiquent, depuis toujours, leur souveraineté indigène pleine et entière par un gouvernement légitime et se considèrent comme les gardiens de leur territoire. Cette opposition catégorique est très significative dans l'inacceptabilité sociale du projet d'autant qu'elles prévoient des actions de contestations comme l'usage des tribunaux pour faire valoir leur droit ou des « blocages » si le projet était approuvé. Aussi, le Québec n'a pas encore consulté ces Premières Nations, mais elle pourrait le faire par son processus du BAPE ou par une autre voie pour éviter de violer les droits constitutionnels des communautés autochtones. (Després T., 2016)

L'exemple du projet d'oléoduc *Dakota Access Pipeline* de la société *Energy Transfer Partners* près des territoires Sioux de Standing Rock (Dakota du Nord) en est éloquent. La contestation des Premières Nations est d'envergure grâce à cette alliance, mais a aussi rassemblé de très nombreux sympathisants à la cause, dont des municipalités, des organisations et des citoyens comme des vétérans militaires états-unienus. (*Stand with Standing Rock*, 2016) Le 4 décembre 2016, le corps des ingénieurs de l'armée américaine a finalement annoncé qu'il refusait le permis de forage sous la rivière Missouri. (Edison H., Thorbecke et Simon, 4 décembre 2016) Bref, même dans un État dont l'économie repose beaucoup sur les hydrocarbures, cette contestation a eu raison du projet sur ce territoire, sans pour autant y mettre fin. On pourrait donc naturellement s'attendre à des oppositions massives pour le projet Énergie Est dans ce même esprit. C'est aussi le cas en Colombie-Britannique avec l'opposition du projet *Trans Mountain* dont certaines Premières Nations, groupes environnementaux et municipalités comme Vancouver et Burnaby, avant et après l'approbation du projet par le gouvernement fédéral en procédant notamment par des recours judiciaires ou des « blocages » physiques des chantiers de construction du pipeline (Arnoldi, 2016).

4.2.4 Les individus

Les individus concernés sont surtout des propriétaires privés dont le projet empiéterait sur leur terrain. Parfois, ils se regroupent en association de propriétaires pour faire valoir leur droit et leur revendication auprès du promoteur comme l'Association des propriétaires québécois Énergie Est (APQEE) ou encore l'Association de propriétaires privés agricoles, acéricoles et forestiers (ApPAF). Bien que l'ApPAF n'est pas

directement concernée par ce projet (relié à un autre projet de pipeline, celui d'Ultramar, entre Boucherville et Lévis), elle est quand même une interlocutrice intéressante quant aux préoccupations et revendications existantes. Les propriétaires reprochent au promoteur de ne rien communiquer concernant les aspects techniques et financiers du projet qui vont toucher leur terre. Les principales revendications de l'APQEE sont : le principe de l'utilisateur-payeur (recevoir un juste loyer); la libération des terres après usage; le maintien de la capacité de produire; la préservation de l'environnement et des productions.

Des citoyens essentiellement intéressés peuvent intervenir individuellement dans l'espace public sur la portion québécoise du projet (réseaux sociaux, blogues, lettres ouvertes, participation écrite ou orale à des consultations publiques) et la plupart d'entre eux y sont défavorables dans le bruit médiatique et celui des consultations publiques organisées par le promoteur, l'ONÉ ou le BAPE. Certains d'entre eux se regroupent et s'organisent pour défendre leurs valeurs, tout au long du tracé du projet, comme le regroupement vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ), le regroupement citoyen contre les bitumineux et pour le développement durable, ou encore le front commun pour la transition énergétique. Plus largement, la vague opposante est représentée par tous types d'opposants aux projets (environnementaux, sociaux, autochtones, etc.) et s'unifie pour financer et organiser des actions communes.

4.2.5 Les médias

Les médias québécois ou canadiens peuvent avoir une influence majeure sur la perception positive ou négative d'un projet. D'ailleurs, la question des oléoducs a été nommée nouvelle économique canadienne de l'année 2016 par un sondage des salles de presse du pays après toutes les controverses et décisions qui ont été prises ces derniers mois dans ce domaine. Le débat est considéré comme très polarisant et l'année 2017 devrait être la continuité de cette question face au « débat sur des changements de politique », croit le directeur de recherche adjoint de l'institut C.D. Howe, benjamin Dachis (La Presse canadienne, 28 décembre 2016). Au Québec, c'est la position négative du projet Énergie Est qui domine. Bien que la plupart des médias recherchent une certaine objectivité, il n'en demeure pas moins que leur position est relativement connue se reflétant parfois dans leur titre. Les nombreux articles de médias traditionnels vont dans ce sens dont quelques exemples sont cités dans les références du présent essai : « un processus de consultation en mal de crédibilité », « nouvelle bataille contre un oléoduc géant », « Les bélugas seront peu protégés à Cacouna », « *Oléoduc versus train, un faux débat* », « Oléoducs : un tribunal dans l'Ouest

vient-il de changer la donne? », « Énergie Est : le déversement en Saskatchewan inquiète des villes québécoises », « Les citoyens savourent une demi-victoire », « trop de risques pour trop peu de retombées économiques dit Coderre », « des raccords problématiques dans les pipelines de TransCanada », « Encore une tuile sur le projet Énergie Est », etc.

Des ouvrages ou reportages vont dans le même sens : « Le piège Énergie Est », « Le projet de la controverse ». Enfin, les médias suivent de près tout déversement majeur d'un pipeline pour le communiquer comme celui de Prince Albert en Saskatchewan (La Presse canadienne, 15 août 2016) ou celui de Shelby en Alabama (Varghese, 1 novembre 2016).

En somme, les parties prenantes déjà opposées à la portion québécoise du projet sont beaucoup plus nombreuses et organisées que celles qui y sont en faveur.

5. ANALYSE COMPARATIVE

Ce chapitre établit une analyse comparative de l'acceptabilité sociale au Québec entre l'étude de cas du chapitre 4 (Énergie Est) et les projets retenus du chapitre 3. Il définit la méthodologie utilisée et les limites de l'étude puis explique la grille d'analyse ainsi que les résultats obtenus pour enfin interpréter ces résultats.

5.1 Méthodologie

L'analyse est effectuée avant tout selon les six facteurs d'acceptabilité sociale énumérés à la section 2.3.2 et, dans une moindre mesure, les 16 principes de développement durable édictés par la LDD québécoise. D'un côté, parce que les facteurs d'acceptabilité sociale sont l'objet même de l'analyse permettant de comparer l'acceptabilité sociale de différents projets québécois entre eux ainsi que l'étude de cas. De l'autre côté, parce que la LDD définit ses principes selon le contexte et les réalités québécoises en matière de développement durable (annexe 1). Cette loi est d'ailleurs la référence dans toutes ses politiques et celles de ses sociétés d'État. Les principes de la LDD sont classés en fonction des six facteurs d'acceptabilité sociale pour qu'ils puissent intégrer tous les principes de la Loi (tableau 5.1). Une brève explication de chaque facteur précise les liens avec les définitions de ces principes en annexe 5.

Tableau 5.1 Lien entre les six facteurs d'acceptabilité sociale et les 16 principes de la LDD (inspiré de : RCGT et TES, 2015 et *Loi sur le développement durable*)

	Gouvernance	Processus participatif	Sociaux (sécurité)	Environnementaux	Économiques	Techniques
Santé et qualité de vie			x			
Équité et solidarité sociale			x			
Protection de l'environnement				x		
Efficacité économique					x	
Participation et engagement		x				
Accès au savoir			x			
Subsidiarité	x					
Partenariat et coopération intergouvernementale	x					
Prévention						x
Précaution						x
Protection du patrimoine culturel			x			
Préservation de la biodiversité				x		
Respect de la capacité de support des écosystèmes				x		
Production et consommation responsable			x			
Pollueur payeur					x	
Internalisation des coûts					x	

L'analyse comparative est ensuite évaluée selon une échelle de 1 à 5. Cette échelle est directement inspirée de la norme BNQ 21 000. En effet, cette norme de développement durable est une grille d'auto-évaluation québécoise qui prend en compte les principes de la LDD. Elle présente un état des lieux de la maturité des pratiques de gestion de l'organisation en développement durable qui est mesuré selon une échelle de cinq niveaux de maturité (de 1 à 5 : peu ou pas concerné, réactif, accommodant, proactif, générateur). Le tableau 5.2 précise le degré d'implication du promoteur d'un projet pour favoriser les conditions gagnantes de l'acceptabilité selon les éléments des facteurs d'acceptabilité sociale.

Tableau 5.2 Évaluation de chaque facteur favorisant l'acceptabilité sociale (inspiré de : Bureau de normalisation du Québec, 2011 et tableau 2.1)

Pointage	Dénomination	Précision des pointages
1	Peu ou pas concerné	Il y a peu ou pas d'éléments du facteur étudié pris en compte par le promoteur lié au facteur d'acceptabilité sociale évalué et aux principes de la LDD.
2	Réactif	Le promoteur prend en compte certains éléments du facteur étudié favorisant l'acceptabilité sociale, mais seulement en réaction des PP.
3	Accommodant	Le promoteur prend en compte certains éléments du facteur étudié favorisant l'acceptabilité sociale et la participation des PP dans son projet.
4	Proactif	Le promoteur prend en compte tous les éléments du facteur étudié favorisant l'acceptabilité sociale avec la consultation des PP dans son projet.
5	Générateur	Le promoteur prend en compte tous les éléments du facteur étudié favorisant l'acceptabilité sociale avec la participation active des PP dans l'évolution du projet.

Le pointage de 1 à 5 intègre le nombre d'éléments favorisant l'acceptabilité sociale en fonction des facteurs du tableau 2.1 et des principes de la LDD de l'annexe 1. Les informations évaluées proviennent de la même source que les projets retenus dans la section 3.2, soit selon le rapport du MERN sur l'acceptabilité sociale ou encore les commentaires des PP dans les rapports du BAPE ou de l'ONÉ. Tous les facteurs d'acceptabilité sociale et critères du développement durable sont considérés dans l'étude, de la même importance. Il n'y a donc aucune pondération.

Ces niveaux ont été adaptés au contexte de l'essai en prenant en compte le nombre de facteurs favorisant l'acceptabilité sociale et, dans une moindre mesure, les conditions des principes de la LDD comme précisées dans l'annexe 5. En effet, l'analyse a révélé que la prise en compte complète des principes de la LDD empirait de façon très marquée l'évaluation d'acceptabilité sociale de tous les projets. Ces principes sont encore trop exigeants pour s'adapter à la réalité québécoise. En effet, la plupart des projets sont

d'abord établis selon les principes conventionnels de la rentabilité économique et intègrent ensuite les aspects environnementaux, sociaux voire de gouvernance alors que les principes de la loi ont été établis selon une nouvelle philosophie de développement.

Total des pointages

C'est la somme des pointages d'acceptabilité sociale pour chaque projet (tableau 5.2) qui permet ainsi de comparer les projets entre eux. Le minimum de point est de 6 et le maximum est de 30, car il y a 6 facteurs d'acceptabilité sociale qui sont individuellement notés entre 1 et 5 points. Le tableau 5.3 précise le pointage des cinq niveaux d'implications du promoteur pour favoriser l'acceptabilité sociale, illustrée par des couleurs visant à clarifier la position de chaque projet. Ces couleurs vont du rouge (peu ou pas impliqué) au vert foncé (très impliqué) en passant par l'orange, le jaune et le vert clair.

Tableau 5.3 Explication des niveaux d'implication en matière d'acceptabilité sociale (inspiré de : Bureau de normalisation du Québec, 2011)

Niveau	Dénomination	Pointage total	Explications
1	Peu ou pas concerné	6-10	Les principaux facteurs favorisant l'acceptabilité sociale sont absents dans le processus d'évaluation du projet. Le promoteur se sent peu ou pas concerné par l'enjeu de l'acceptabilité sociale. Ce qui peut en résulter une inacceptabilité sociale généralisée.
2	Réactif	11-15	Les principaux facteurs favorisant l'acceptabilité sociale sont absents au début du processus d'évaluation du projet, mais certains apparaissent finalement avant la fin du processus. Le promoteur gère la réactivité des PP au lieu de les anticiper. Ce qui peut en résulter une acceptabilité sociale difficile à obtenir.
3	Accommodant	16-20	Les principaux facteurs favorisant l'acceptabilité sociale sont présents minimalement dans le processus d'évaluation du projet. Le promoteur s'inscrit dans une culture de conformité s'obligeant à intégrer les parties prenantes concernées lorsque c'est réellement nécessaire ou au minimum à les informer. Ce qui en résulte une acceptabilité sociale moyenne.
4	Proactif	21-25	Les principaux facteurs favorisant l'acceptabilité sociale sont présents dans le processus d'évaluation du projet. Le promoteur agit avec transparence et s'inscrit dans une culture d'amélioration continue avec une réelle volonté de prendre en compte les PP dans le processus de son projet en les consultant. Ce qui peut en résulter une acceptabilité sociale très satisfaisante.
5	Générateur	26-30	Tous les facteurs favorisant l'acceptabilité sociale sont présents dans le processus d'évaluation du projet qui bénéficie d'un soutien généralisé des PP. Le promoteur agit avec transparence et intégrité tout en cherchant la participation active des PP en vue d'améliorer son projet. Ce qui en résulte une acceptabilité sociale exceptionnelle.

5.2 Description des limites

Les limites de cette analyse sont de différents ordres.

Tout d'abord, l'évaluation de l'étude de cas se limite uniquement à la portion québécoise du projet d'oléoduc Énergie Est et aux PP concernées ou intéressées par cette portion, qu'elles soient québécoises ou canadiennes (agissant sur l'ensemble du projet). Aussi, contrairement aux autres projets étudiés, le processus d'examen de l'étude de cas est loin d'être terminé puisque les processus de consultation publique (ONÉ et BAPE) n'ont pas encore été effectués dans la province. Ensuite, la comparaison avec l'étude de cas se limite à huit projets et les principales informations de ces projets retenus proviennent essentiellement d'une synthèse du processus d'évaluation de chaque projet contrairement à l'étude de cas qui a fait l'objet d'une analyse plus poussée. Ainsi, ce dernier aurait une évaluation un peu plus précise que les autres projets même si de nombreux changements sont encore possibles.

De plus, les études des projets sont effectuées dans le contexte précis auquel ils ont été initialement analysés et sans regard aux événements qui ont eu lieu après son approbation ou non par les autorités décisionnelles compétentes. En outre, il n'y a aucune pondération entre les facteurs et les critères. En effet, la pondération aurait nécessité davantage de recherches pour établir des facteurs d'acceptabilité sociale plus importants que d'autres. Enfin, le pointage et l'analyse des résultats n'ont été effectués que par l'auteur, sans égard à d'autres points de vue, même si l'objectivité de l'évaluation était de mise.

5.3 Grille d'analyse

La grille d'analyse du tableau 5.4 est une synthèse des résultats qui permet d'évaluer le degré d'implication du promoteur favorisant l'acceptabilité sociale de chaque projet et de le comparer entre les projets. Elle facilite également l'identification et la comparaison des facteurs favorisant ou non l'acceptabilité sociale.

Tableau 5.4 Comparaison du niveau d'acceptabilité des différents projets étudiés selon les facteurs d'acceptabilité sociale et les principes de la LDD (tiré de : tableaux 2.1 et 5.1; BAPE, 2016)

	Énergie Est	Mine Niobec	Mine Arnaud	Oléoduc St-Laurent	Oléoduc inversion 9B	Centrale hydroélectrique	Éolien	Usine d'engrais	Lieu d'enfouissement
TOTAL (sur 30)	13	27	14	15	19	20	16	21	17
Gouvernance <i>Partenariat et coopération intergouvernementale</i> <i>Subsidiarité</i>	1	4	1	2	3	3	2	3	2
Processus participatif <i>Participation et engagement</i>	2	5	3	2	3	4	2	3	2
Sociaux <i>Santé et qualité de vie</i> <i>Équité et solidarité sociale</i> <i>Accès au savoir</i> <i>Protection du patrimoine culturel</i> <i>Production et consommation responsable</i>	2	4	2	2	4	2	2	4	3
Environnementaux <i>Protection de l'environnement</i> <i>Préservation de la biodiversité</i> <i>Respect de la capacité de support des écosystèmes</i>	2	4	2	3	3	4	4	3	3
Économiques <i>Efficacité économique</i> <i>Internalisation des coûts</i> <i>Pollueur payeur</i>	3	5	3	4	3	3	3	4	4
Techniques <i>Prévention</i> <i>Précaution</i>	3	5	3	2	3	4	3	4	3

5.4 Résultats de l'analyse

Le tableau 5.4 présente le pointage de chaque facteur favorisant l'acceptabilité sociale pour chacun des projets ainsi que leur pointage total. Cette section s'attarde à en préciser les principaux éléments favorisant l'acceptabilité sociale de chaque projet, les justifier et en interpréter les résultats selon le pointage obtenu.

5.4.1 Le projet d'oléoduc Énergie Est

Les éléments du facteur de la gouvernance favorisant l'acceptabilité sociale de ce projet sont rares. Déjà, les instances publiques ont un manque de crédibilité et de neutralité. D'un côté, de nombreux membres de l'ONÉ proviennent de l'industrie des hydrocarbures ou celle des pipelines; les membres du comité assurant la consultation publique de ce projet ont rencontré des lobbyistes du promoteur, en plus d'avoir menti sur cet évènement et ont dû, après des injonctions et une perturbation d'une séance de consultation

publique, se récuser; aucun projet de pipeline n'a été refusé par l'ONÉ. De l'autre côté, le gouvernement québécois a failli à ses obligations réglementaires concernant TransCanada, en plus d'avoir organisé un BAPE générique contraire aux exigences émises par ce type de projet. De plus, les orientations gouvernementales québécoises sont de décarboner ses besoins énergétiques et lutter contre les changements climatiques alors que le projet risque, au contraire, d'amplifier le développement des sables bitumineux responsable de l'augmentation des émissions de GES. C'est aussi le cas du côté fédéral en matière de lutte contre les changements climatiques.

Concernant le promoteur, il a très peu collaboré au niveau québécois. Il s'est obstiné à justifier que seul le gouvernement fédéral était compétent pour analyser et approuver son projet. De plus, il n'a traduit en français que partiellement et tardivement ses rapports déposés à l'ONÉ. Il a refusé de participer à des séances de consultation publiques organisées par des tiers comme la CMM et sa collaboration avec les PP concernées est déjà déficiente. Enfin, le promoteur n'a pas une bonne réputation concernant son historique de conformité.

Les éléments du processus participatif sont peu nombreux et ce processus connaît de très nombreuses lacunes. Plusieurs municipalités et propriétaires québécois ne se sont pas sentis écoutés par leurs préoccupations qui est surtout lié au risque de déversement sur leur territoire. Selon leur dire, les réponses du promoteur sont évasives et les données difficilement accessibles ou quasi inexistantes, en plus de le considérer comme arrogant et méprisant. Le promoteur semble peu connaître le territoire local et autochtone québécois. Néanmoins, certains changements dans le tracé ont été effectués depuis le début du projet en prenant en compte certaines préoccupations et d'autres changements pourraient s'en venir. De plus, le promoteur a organisé, dès le début du processus, de nombreuses séances d'informations publiques auprès des PP concernées (communautés locales et autochtones) ainsi que des rencontres privées, en plus d'avoir participé au BAPE générique partiel concernant son projet. Toutes ces initiatives de consultation n'ont pas encore donné les résultats escomptés puisque ses séances étaient essentiellement informatives et de nombreuses questions sont restées en suspens, et le sont encore.

Concernant les éléments sociaux, ils sont encore méconnus. Le projet n'est pas aussi bien délimité, bien que l'empiètement linéaire soit très long, les risques d'interférence avec les activités humaines sont limités comme les nuisances de voisinage. Quant au contexte historique, il n'est pas aussi favorable : tout l'oléoduc est à construire; le Québec n'est pas une province d'extraction ou de développement des hydrocarbures; il existe de nombreuses oppositions liées aux hydrocarbures au Québec (gaz ou pétrole de

schiste, pétrole conventionnel en milieu marin, etc.) et à l'accident ferroviaire de Lac-Mégantic. Enfin, certaines informations ne sont pas encore disponibles comme l'analyse des nuisances et les mesures d'atténuation ou de contrôle mises en place. Par contre, des pipelines (oléoducs et gazoducs) traversent déjà une partie du territoire dont la région montréalaise et certains projets d'oléoducs comme celui d'Enbridge 9B ont déjà été approuvés au Québec (voir sections 5.4.4 et 5.4.5).

Il en est de même pour les éléments environnementaux. La longueur importante du tracé suggère un impact important sur différents milieux environnementaux comme l'eau ou le sol, mais très peu d'information est disponible mis à part des dizaines de cours d'eau qui seront traversés. Malgré une analyse succincte de la sensibilité des différents milieux traversés, l'information est manquante quant aux impacts appréhendés et aux mesures d'atténuation et de contrôle. Aussi, il n'apporte pas de valeur environnementale particulière, car il est considéré pour ses opposants comme contributeur de l'augmentation des émissions de GES et favoriserait le développement d'un pétrole consommateur d'énergie et très polluant en plus d'être le principal responsable des changements climatiques au Canada. Ce sont des effets considérés comme indirects pour le projet d'oléoduc, mais le nouveau mandat de l'ONÉ est d'analyser cet aspect. Néanmoins, le promoteur a adopté en 2001 une politique en matière de responsabilité sociale et environnementale et publie des rapports annuels sur ses actions sociales et environnementales. (TransCanada, 2015)

Les éléments économiques suggèrent des effets plus positifs notamment les revenus fiscaux fédéraux, provinciaux et locaux prévus en plus de l'indemnisation possible des principaux intervenants touchés et de la création d'emplois lors de la construction du pipeline. Le projet pourrait aussi dynamiser certains secteurs de l'économie comme l'hôtellerie, la restauration, mais il pourrait en affecter certains autres comme l'agriculture ou en cas de déversement majeur sur un cours d'eau. Même si l'ensemble des coûts associés au déversement devrait être de la responsabilité du promoteur, sa capacité de payer ne recouvrerait pas forcément tous les coûts directs et indirects des PP touchées puisque les obligations réglementaires pour supporter ces coûts sont de seulement un milliard \$CAD.

Enfin, concernant les éléments techniques, le pipeline serait construit avec du matériel neuf et une nouvelle technologie pour vérifier régulièrement son état. Or, son diamètre et son débit jamais exploité auparavant suggèrent des risques importants de fuite nécessitant davantage les principes de prévention et de précaution et des préoccupations majeures de la plupart des PP concernées.

En somme, avec un pointage total de 13 points, le promoteur réagit surtout aux préoccupations des PP qui lui confèrent actuellement une importante inacceptabilité sociale. Il reste encore quelques mois voire quelques années pour inverser la tendance et éventuellement améliorer le pointage.

5.4.2 Les projets retenus

Les projets retenus sont expliqués très brièvement dans cette section et plus en détail dans l'annexe 6.

Avec un pointage total de 27 points, le projet Niobec a bénéficié d'une très bonne acceptabilité sociale en consultant et collaborant en amont avec les PP concernées même si, finalement, il a été abandonné pour des raisons de rentabilité (mauvaise conjoncture économique). (RCGT et TES, 2015)

Avec un pointage total de 14 points, le promoteur de la mine Arnaud a été surtout réactif sur certains éléments favorisant l'acceptabilité sociale, mais sa perte de crédibilité et son manque de transparence lui confèrent actuellement une très faible acceptabilité sociale, même si la consultation en amont était suffisante et des bonifications ont été apportées suite aux préoccupations exprimées. (RCGT et TES, 2015)

Le pointage total de 15 points suggère que le promoteur du pipeline St-Laurent est plutôt accommodant où les actions entreprises favorisent partiellement l'implication des PP en aval et en proposant des solutions préalablement analysées, mais il n'est pas complètement transparent. (BAPE, 2007b)

Avec une note finale de 20 points, le promoteur du pipeline d'inversion de la canalisation 9B s'inscrit davantage dans une culture de conformité s'obligeant à intégrer minimalement les PP avec une acceptabilité sociale moyenne. Mais, la consultation publique n'a pas forcément été adéquate notamment par la langue utilisée (utilisation d'un interprète plutôt que d'un représentant bilingue) (ONÉ, 2016d)

Le promoteur de la centrale hydroélectrique Val-Jalbert facilite l'acceptabilité sociale de son projet de façon accommodante avec 20 points, mais il a fait l'objet d'une bonne proactivité concernant la participation du public au projet en amont. (RCGT et TES, 2015)

Avec 16 points, le promoteur du projet éolien de Saint-Valentin est plutôt accommodant et plusieurs facteurs de gouvernance, de processus participatif et social n'ont pas été à la hauteur notamment par un

manque de préparation de sa part et des séances uniquement d'information. Un projet qui a d'ailleurs, rappelons-le, été annulé par les instances gouvernementales. (RCGT et TES, 2015)

Avec 21 points, le promoteur de l'usine de fabrication d'engrais s'est particulièrement bien impliqué pour bénéficier d'une bonne acceptabilité sociale grâce à sa proactivité pour certains éléments (meilleures technologies pour diminuer l'ensemble des impacts sur ses opérations) d'autant qu'il a un soutien actif du gouvernement provincial, régional et local dans ses démarches pour respecter l'ensemble des orientations gouvernementales. (BAPE, 2013)

Avec 16 points, le promoteur de l'agrandissement d'un lieu d'enfouissement est accommodant, mais, dans les faits, il est plus proactif puisqu'il a organisé des consultations en amont. Le déséquilibre pour favoriser l'acceptabilité sociale est lié davantage au type de projet (enfouir des déchets) et au contexte extérieur, soit celui des instances publiques et des citoyens de proximité. (BAPE, 2012b)

5.5 Interprétation

Cette section compare les résultats des projets retenus pour mettre de l'avant leurs facteurs d'acceptabilité ou d'inacceptabilité sociales dans le contexte québécois. Ces facteurs sont ensuite comparés pour identifier les principaux facteurs touchés de l'étude de cas dans le contexte québécois.

5.5.1 Les éléments d'inacceptabilité sociale pour l'ensemble des projets

Parmi les huit projets retenus, hors projet Énergie Est, deux ont été refusés par les instances à la suite d'une inacceptabilité sociale citoyenne marquée et malgré un niveau d'acceptabilité sociale de type accommodant vis-à-vis du promoteur. Ce sont les projets d'implantation éoliens et de l'agrandissement d'un lieu d'enfouissement technique.

Le premier est un manque de préparation du processus participatif et de crédibilité au niveau de la gouvernance du promoteur et des instances publiques. Les décisions ont été prises en amont sans aucune consultation des parties concernées et dans l'idée que le projet est à la base acceptable. Certes, la filière éolienne est considérée comme une énergie renouvelable et bénéficie généralement d'une bonne acceptabilité sociale citoyenne, mais ce projet montre qu'il ne faut pas tenir l'acceptabilité sociale pour acquise. Quant au rejet du projet par les autorités, la facilité de la décision est due aux projets éoliens déterminés avant tout par des critères liés au potentiel d'exploitation du vent pour ensuite prendre en compte des zones restrictives. Le Québec bénéficie d'un vaste territoire facilitant l'implantation d'éoliennes à de très nombreux endroits et l'empiétement de chaque éolienne sur le territoire est relativement minime. D'ailleurs, depuis 1998, 43 projets éoliens sont déjà réalisés, en cours de réalisation ou à l'étude au 15 décembre 2015 et d'autres sont prévus pour les années à venir. (MERN, 2015b)

Le deuxième a été marqué d'abord par le type de projet. Enfouir des déchets n'est pas un projet de développement très porteur même si le site existe déjà et le promoteur bénéficie d'une très bonne réputation. Là encore, les facteurs de gouvernance liés essentiellement aux instances publiques n'ont pas aidé à la cause avec une entente tripartite signée bien avant l'analyse du projet. De plus, une consultation publique par un référendum est obligatoire pour ce type de projet et ce dernier a probablement permis aux opposants de s'exprimer davantage puisque les opposants sont davantage motivés pour s'exprimer que les défenseurs du projet ou ceux qui sont sans opinion.

Parmi les six autres projets, le niveau d'acceptabilité sociale est très variable, quel que soit le secteur d'activité (minier, énergétique ou industriel), en passant de réactif à générateur. De plus, tous ces projets ont été approuvés par les instances, quel que soit le degré d'acceptabilité sociale. Certains projets ne se sont pas implantés comme prévu (annulés ou reportés) comme les deux projets de mine et le projet d'implantation d'une usine d'engrais, mais la cause est essentiellement économique (contexte défavorable).

Donc, l'approbation d'un projet ne répond pas forcément aux critères d'acceptabilité sociale puisque la décision finale est essentiellement politique. Les conditions ou recommandations lors des processus de consultation sont quand même généralement prises en compte dans la décision. En plus, certains projets comme celui de la mine Arnaud, de la centrale hydroélectrique, de l'éolien ou encore de l'agrandissement du lieu d'enfouissement technique sont sujets à certains conflits d'intérêt ou apparence de conflit d'intérêts quand les institutions publiques sont impliquées dans un projet (Investissement Québec, municipalités, MRC), et encore plus, quand l'instance gouvernementale est à la fois « juge et partie ». Les facteurs de gouvernance favorisant l'acceptabilité sociale sont ainsi mis à mal quand les instances publiques ont un manque de crédibilité flagrant d'autant qu'elles étaient loin d'être exemplaire dans les projets étudiés en matière de consultation des PP et d'accessibilité de l'information. Ces instances agissent en général de façon plus accommodante que proactive puisqu'elles s'en tiennent souvent à se conformer essentiellement aux réglementations et font parfois preuve d'une certaine arrogance. Cette perception d'arrogance peut provenir de ses pratiques et de la structure même de l'État basée sur une structure fixe de la hiérarchie. Et quand une société d'État comme Investissement Québec devient partenaire d'un projet, il bénéficie parfois d'une complaisance ou d'un soutien gouvernemental plus important comme ça a été le cas avec le projet d'implantation d'une usine d'engrais. Il est toujours plus difficile de fixer ses propres contraintes.

Ainsi, ce sont majoritairement des facteurs de gouvernance et de processus participatif qui semblent être des éléments contribuant à l'acceptabilité sociale d'un projet au Québec. Les facteurs sociaux y ont aussi une influence, mais dans une moindre mesure.

Quant aux projets dont le promoteur est proactif, voire générateur, ils ont de nombreux facteurs favorisant l'acceptabilité sociale dans toutes les catégories. C'est le cas du projet d'agrandissement de la mine Niobec et de celui de l'implantation d'une usine d'engrais. Le premier est un site existant depuis

plusieurs décennies et le processus participatif a été exemplaire. Le deuxième est une implantation dans un site industriel « désaffecté », dont la région a été durement touchée économiquement et qui bénéficiera des meilleures technologies pour réduire l'ensemble de ses impacts.

5.5.2 Comparaison de l'acceptabilité sociale entre le projet Énergie Est et les autres projets retenus

En étant au dernier rang avec seulement 13 points, le projet Énergie Est a, non seulement très peu d'éléments favorisant son acceptabilité sociale, mais en plus, son pire pointage est situé dans les facteurs de gouvernance, de processus participatif et social. Il n'y a aucune crédibilité du promoteur ou des instances québécoises et fédérales alors que les autres projets bénéficiaient tout de même d'une crédibilité pour au moins un de ces acteurs. Et pire encore, il y a de nombreux éléments de gouvernance très controversés dans le projet Énergie Est spécifique au promoteur (stratégie de communication visant à décrédibiliser les opposants) et les instances (les membres de l'ONÉ ont des liens importants avec le secteur des hydrocarbures et certains de ces membres ont rencontrés des lobbyistes du promoteur). De plus, la collaboration du promoteur au Québec a été déficiente dès le début, avec toutes les instances publiques québécoises tout comme l'accès à l'information sur le projet. Non seulement le promoteur refusait de se mettre en règle au Québec considérant le fédéral comme ayant la compétence exclusive d'évaluation du projet, mais, en plus, le gouvernement québécois a failli à plusieurs reprises à faire respecter ses lois (émission d'un certificat d'autorisation à Cacouna sans avoir reçu toutes les conditions du promoteur, mis en place d'un BAPE générique contraire à la réglementation liée à ce type de projet). Ce qui n'a pas été le cas avec les autres projets sur certains points puisque tous les promoteurs ont respecté les réglementations en vigueur.

En outre, c'est déjà un type de projet qui n'est pas très favorable au Québec (le secteur des hydrocarbures), mais, en plus, il transporterait du pétrole considéré dans la province comme le plus « sale ». Le projet est également de très grande envergure puisqu'il traverse tout le territoire québécois et c'est le plus gros oléoduc projeté jamais construit sur tout le territoire nord-américain. Bref, les principaux facteurs d'inacceptabilité sociale sont réunis dans un même projet et il est très difficile d'inverser la tendance de ce phénomène. En plus, ses opposants sont de plus en plus nombreux (les autochtones, les municipalités, les propriétaires fonciers, l'UPA, les citoyens, les groupes environnementaux) et les contextes économiques (prix du pétrole bas), politiques (autorisation et interdiction de projets d'oléoducs concurrents, changements climatiques, nouvelles politiques énergétiques), sociaux (conscience

environnementale, risques avec l'eau potable) et environnementaux (risque de déversement) ne sont pas autant favorables.

Mais, le projet est encore dans sa phase d'analyse (même les consultations publiques n'ont pas encore été effectuées) et le promoteur peut encore améliorer certains éléments favorisant l'acceptabilité sociale. Le prochain chapitre fournira des recommandations en ce sens.

6. RECOMMANDATIONS

Ce chapitre vise à émettre des recommandations au promoteur pour améliorer l'acceptabilité sociale du projet d'oléoduc Énergie Est au Québec suite à l'analyse effectuée dans la section 5.5.2. Il vise également à apporter des pistes de bonifications aux instances québécoises quant à ce projet et aux projets à venir, tout secteur d'activités confondues suite à l'analyse effectuée à la section 5.5.1.

6.1 Projet spécifique Énergie Est

Alors que les périodes de consultations publiques du BAPE et de l'ONÉ n'ont pas encore officiellement eu lieu au Québec, il est recommandé au promoteur d'améliorer dès maintenant les différents facteurs favorisant l'acceptabilité sociale, mais aussi de considérer que l'importance de chacun de ces facteurs peut différer tout le long du tracé et sur tout le cycle de vie du projet (de la conception du projet à sa fin de vie). C'est pourquoi l'implication des populations locales dans le projet est primordiale pour bénéficier de leur connaissance du territoire traversé par le tracé. Voici les principales recommandations pour chaque facteur favorisant l'acceptabilité sociale, suivi d'un bref commentaire.

6.1.1 Gouvernance

Bien que les facteurs de la gouvernance impliquent le promoteur et les instances publiques approuvant le projet, seul le promoteur est concerné spécifiquement par les recommandations suivantes. Les recommandations des instances publiques sont prévues dans la section 6.2.

Recommandation 1 : Répondre positivement et rapidement à toutes les exigences réglementaires et non réglementaires des instances fédérale et surtout québécoise.

Le refus ou la remise en question d'une exigence réglementaire peut susciter un manque d'ouverture de la part du promoteur. Quant aux exigences non réglementaires, elles ont déjà été annoncées d'autant que certaines de ces exigences rejoignent les principales préoccupations des parties prenantes. C'est le cas par exemple de la prise en compte des changements climatiques du projet, mais aussi de l'impact du projet sur le développement de l'industrie des sables bitumineux, ou encore la mise en place d'une approche préventive et curative précise pour répondre aux besoins d'urgence.

Recommandation 2 : Faire preuve d'une totale collaboration avec l'ensemble des parties prenantes basée sur la transparence, l'écoute et le respect.

Tous les aspects positifs, mais surtout négatifs d'une situation doivent être justifiés et traités avec intégrité, honnêteté et humilité. De plus, bien que des activités de lobbying soient autorisées auprès des instances, il est aussi préférable d'arrêter toute activité du genre pour éviter à ces instances d'avoir une apparence de partialité.

6.1.2 Processus participatif

Les facteurs du processus participatif concernent le processus d'implication des parties prenantes dans le projet. En effet, selon la définition de l'acceptabilité sociale proposée, pour en arriver à ce résultat, les parties prenantes participent activement à l'analyse du projet pour trouver un consensus acceptable dont voici les recommandations.

Recommandation 3 : Procéder à une consultation sérieuse des Premières Nations québécoises concernées le plus rapidement possible, basée sur le respect, la transparence et l'intégrité.

Ces séances de consultation doivent s'effectuer selon les principes du consentement préalable, libre et éclairé basé sur la Déclaration des Nations sur les droits des peuples autochtones de 2007. Il est aussi conseillé de s'assurer que les gouvernements fédéral et provincial consultent non seulement les Premières Nations concernées, mais qu'ils le fassent adéquatement comme l'a si bien rappelé la Cour fédérale au gouvernement britanno-colombien. (*Gitga'at First Nation c. British Columbia (Environnement)*, 2015 et *Nation Haïda c. Colombie-Britannique (Ministre des Forêts)*, 2004)

Recommandation 4 : Adopter une stratégie de communication transparente basée sur la transmission de l'information pertinente et accessible.

La stratégie de communication ne doit plus être une campagne de communication publique de type promotionnel, de propagande. (CPEQ, 2012) Quant à la transparence, elle s'applique aussi bien aux parties prenantes qu'au public et aux médias traditionnels et réseaux sociaux. L'information doit être bilingue, vulgarisée, accessible à tous, non biaisée et un porte-parole bilingue doit être clairement identifié et disponible. Ce porte-parole aura pour fonction de recueillir les préoccupations et répondre aux questions. Les réponses doivent être accessibles, complètes, vulgarisées et pertinentes pour permettre à tous de bien cerner les enjeux et les solutions proposées. De plus, il est conseillé de rendre disponible au public dès maintenant tout document déposé dès juin 2016 comme l'étude d'impact environnemental et toutes réponses aux questions des fonctionnaires québécois.

Recommandation 5 : Réorganiser dès à présent un programme de consultation publique complémentaire au BAPE et à l'ONÉ basé sur le dialogue avec toutes les parties prenantes (concernées et intéressées).

D'autres séances de consultation doivent se faire le plus rapidement possible et s'effectuer sous une forme davantage interactive comme celle d'une Table ronde auprès des parties prenantes concernées (municipalités, propriétaires, etc.) ou intéressées (scientifiques, associations, regroupements, etc.). Elles doivent être impliquées pour participer à l'évolution du projet d'autant plus qu'il est difficile, voire parfois onéreux, d'avoir toutes les connaissances locales et autochtones québécoises qui longent le tracé. Les communautés locales et autochtones sont les mieux placées pour connaître leur besoin et leurs préoccupations. Il est conseillé de mandater un organisme indépendant spécialisé dans ce domaine, comme l'institut du Nouveau Monde (INM) qui a déjà organisé des forums sur l'acceptabilité sociale au Québec, et dont le gouvernement québécois s'est inspiré dans ses politiques.

6.1.3 Social

Les facteurs sociaux liés au contexte local et aux nuisances sont un réel défi pour un projet d'aussi longue envergure en traversant de nombreux territoires dont les usages aussi diversifiés peuvent être perturbés par le tracé et dont les communautés locales pourraient être préoccupées par les activités du promoteur. C'est pourquoi plusieurs recommandations sont proposées.

Recommandation 6 : Identifier l'ensemble des nuisances et des impacts sur la santé et la culture, les évaluer et proposer des mesures d'atténuation ou de contrôle.

La pleine coopération avec ces communautés locales permettrait de préciser l'identification de ces nuisances et impacts, l'importance de leur évaluation et de proposer des mesures mieux adaptées au contexte local.

Recommandation 7 : Mettre en place un comité de suivi du projet tout au long de sa durée de vie avec des représentants des différentes parties prenantes impliquées.

Malgré une mise en application complète de la recommandation 7, certains éléments pourraient avoir des impacts ou résultats différents ou non escomptés dans les autres phases du projet (construction, exploitation et entretien, cessation d'exploitation ou fin de vie). C'est pourquoi ce comité de suivi de parties prenantes concernées et intéressées pourrait proposer des modifications tout au long du cycle de vie du projet s'adaptant ainsi au contexte temporel du projet. Il serait aussi responsable de reddition de compte même pendant la période de construction par la rédaction d'un rapport annuel. Ce rapport doit

inclure tous les éléments pertinents pour informer le public et les PP de tous les événements qui se sont déroulés pendant l'année, en particulier ceux concernant les actions entreprises pour régler les problèmes ou préoccupations. Dans ce même esprit, il faut maintenir une veille au niveau de la communication telle que présentée dans la recommandation 4.

6.1.4 Environnemental

Les facteurs environnementaux doivent être pris en compte dès la phase de planification au-delà des exigences réglementaires. Ils doivent s'inscrire dans une vision cohérente avec les politiques du promoteur adapté au contexte du projet.

Recommandation 8 : Identifier l'ensemble des impacts environnementaux, les évaluer et proposer des mesures d'atténuation ou de contrôle.

Les préoccupations environnementales sont basées sur la réduction de la pollution et des pressions sur les ressources renouvelables et non renouvelables, mais aussi la protection des milieux naturels et récepteurs, et enfin la lutte contre les changements climatiques. (CPEQ, 2012) Cette dernière préoccupation environnementale faisant l'objet de nouvelles exigences de la part des instances décisionnelles et d'oppositions importantes du projet, notamment celles des Premières Nations, elle doit être intégrée à une stratégie globale du promoteur qui va au-delà des projets impliqués et des activités de l'entreprise. Ainsi, il est recommandé de prendre en compte les émissions indirectes de GES du type de pétrole transporté et mettre en place des actions pour inciter l'industrie des hydrocarbures, dont celle des sables bitumineux, à réduire leurs émissions de GES ou à privilégier des types d'hydrocarbures moins impactant.

Recommandation 9 : Produire un rapport annuel bilingue de développement durable spécifique au projet.

Ce rapport doit contenir des informations quantifiables, vulgarisées et facilement comparables au fil des années. Les informations négatives doivent y être intégrées, justifiées et des mesures d'atténuation ou de contrôle doivent être précisées dans un souci de transparence.

6.1.5 Économique

Les facteurs économiques vont au-delà de la rentabilité du projet. Les externalités économiques positives ou négatives peuvent être liées aux activités du projet et toucher plusieurs parties prenantes directes (municipalités, propriétaires) ou indirectes (d'autres activités économiques).

Recommandation 10 : Privilégier des emplois, des investissements et des achats locaux.

Le projet doit permettre une rentabilité financière durable pour les communautés locales et autochtones et mieux encore, pour la société (CPEQ, 2012).

Recommandation 11 : Offrir des mesures compensatoires et de soutien juste et équitable aux populations locales, mais aussi à la province.

Ces mesures doivent correspondre au niveau d'impact appréhendé.

Recommandation 12 : Mettre en place un fonds de compensation spécifique au projet, complémentaire aux assurances obligatoires destinées à assumer les coûts de réhabilitation en cas de déversement.

Ce fonds est une garantie financière qui peut être financée par un certain pourcentage des profits générés par le projet. Les coûts doivent être évalués dès la planification et le fonds doit permettre d'indemniser de manière juste et équitable toute partie prenante affectée directement ou indirectement par l'évènement, même au-delà de la durée de vie du projet. Il est aussi préférable de bénéficier d'une assurance plus complète concernant les frais relatifs à un déversement.

6.1.6 Technique

Les facteurs techniques impliquent la gestion sécuritaire des activités du projet et les moyens technologiques utilisés pour lesquels il existe actuellement de nombreuses préoccupations auprès des parties prenantes.

Recommandation 13 : Évaluer objectivement et de façon transparente les risques et les impacts potentiels en collaborant avec les différentes parties prenantes concernées et la communauté scientifique.

Cette participation peut faciliter l'évaluation des risques dans un contexte très localisé.

Recommandation 14 : Proposer des mesures d'atténuation ou de contrôle novatrices pour tout impact appréhendé, qui vont ainsi bien au-delà des normes à respecter.

La participation des parties prenantes aux mesures de mitigation peut apporter de nouvelles idées puisqu'ils sont plus à même de connaître leur milieu. Ces coûts doivent être aussi intégrés au projet.

Recommandation 15 : Mettre en place un programme de suivi et de contrôle précis concernant la sécurité et y impliquer les premiers répondants locaux (ou représentant les municipalités concernées).

Dans ce programme, le matériel d'urgence spécifique doit être fourni et disponible en tout temps et des formations et pratiques régulières de ces premiers répondants doivent faciliter l'intervention d'urgence.

6.1.7 Synthèse

Au bilan de cette section, les 15 recommandations émises permettraient d'améliorer le niveau d'acceptabilité sociale actuelle du projet d'oléoduc Énergie Est selon le contexte actuel. Le tableau 6.1 résume ces recommandations.

Tableau 6.1 Résumé des recommandations liées au projet Énergie Est

FACTEURS	RECOMMANDATIONS	
Gouvernance	1	Répondre positivement et rapidement à toutes les exigences réglementaires et non réglementaires des instances gouvernementales fédérale et surtout québécoise.
	2	Faire preuve d'une totale collaboration avec l'ensemble des parties prenantes basée sur la transparence, l'écoute et le respect.
Processus participatif	3	Procéder à une consultation sérieuse des Premières Nations québécoises concernées le plus rapidement possible, basée sur le respect, la transparence et l'intégrité.
	4	Adopter une stratégie de communication transparente basée sur la transmission de l'information pertinente et accessible à transmettre et des méthodes de consultation.
	5	Réorganiser dès à présent un programme de consultation publique complémentaire au BAPE et à l'ONÉ basé sur le dialogue avec toutes les parties prenantes (concernées et intéressées).
Social	6	Identifier l'ensemble des nuisances et des impacts sur la santé et la culture, les évaluer et proposer des mesures d'atténuation ou de contrôle.
	7	Mettre en place un comité de suivi du projet tout au long de sa durée de vie avec des représentants des différentes parties impliquées.
Environnemental	8	Identifier l'ensemble des impacts environnementaux, les évaluer et proposer des mesures d'atténuation ou de contrôle.
	9	Produire un rapport annuel bilingue de développement durable spécifique au projet.

Tableau 6.1 Résumé des recommandations liées au projet Énergie Est (suite)

FACTEURS	RECOMMANDATIONS	
Économique	10	Privilégier des emplois, des investissements et des achats locaux.
	11	Offrir des mesures compensatoires et de soutien juste et équitable aux populations locales, mais aussi à la province.
	12	Mettre en place un fonds de compensation spécifique au projet, complémentaire aux assurances obligatoires destinées à assumer les coûts de réhabilitation en cas de déversement.
Technique	13	Évaluer objectivement et de façon transparente les risques et les impacts potentiels en collaborant avec les différentes parties prenantes concernées et la communauté scientifique.
	14	Proposer des mesures d'atténuation ou de contrôle novatrices pour tout impact appréhendé, qui vont ainsi bien au-delà des normes à respecter.
	15	Mettre en place un programme de suivi et de contrôle précis concernant la sécurité et d'y impliquer les premiers répondants locaux (ou représentant les municipalités concernées).

6.2 Projets généraux aux Québec

Pour assurer la crédibilité décisionnelle des compétences qui le concerne pour ce projet ou de futurs projets (en occurrence l'environnement), le gouvernement du Québec devrait :

- Respecter et faire respecter ses propres lois et règlements en tout temps;
- Prendre en compte dans sa décision toutes les conditions qu'il s'est lui-même fixées, dont celles visant à approuver le projet d'oléoduc Énergie Est (section 4.1.2);
- Rendre plus transparent le processus d'évaluation du projet et y intégrer les 16 principes de la LDD (annexe 1) dans un esprit d'héritage pour les générations futures (Levasseur, 2009). Par exemple, la Directive envoyée par le MDDELCC au promoteur pour rédiger son étude d'impact environnemental (ÉIE) devrait inclure des directives complémentaires et pertinentes proposées par le public ou, à défaut, les parties prenantes concernées. Tout comme dans la phase d'analyse de l'ÉIE rendu public dès le début du dépôt, la population, ou du moins les parties prenantes concernées, devraient pouvoir également poser des questions et obtenir des réponses satisfaisantes à cet ÉIE avant même le processus de consultation officielle comme le BAPE.
- Soutenir la participation du public pour l'évaluation d'un projet comme exiger un soutien financier du promoteur ou offrir un soutien organisationnel et technique à ce public.
- Dépolitiser le processus décisionnel concernant les impacts de développement durable d'un projet par une institution de consultation totalement indépendante. Ainsi, le BAPE actuel pourrait

devenir le BAPDD (bureau d'audiences publiques sur le développement durable) qui déciderait de l'approbation ou non du projet selon les 16 principes de la *Loi sur le développement durable* et les intérêts de la société. La commission examinant le projet pourrait intégrer des commissaires de juridictions diversifiés dans leur expertise en économie, en environnement et dans le domaine social qu'ils soient gouvernementaux (CPTAQ, Régie de l'Énergie) ou civils. Un ou deux autres commissaires pourraient représenter les parties concernées et intéressées du projet comme une Première nation;

- Exiger un rapport de suivi à la fin de la construction et aux deux ans si le projet est approuvé et va de l'avant.

En somme, un projet doit être analysé sous tous ses aspects selon les principes du Développement durable édictés par la LDD dont la société québécoise pourra bénéficier sur le long terme. L'acceptabilité sociale définit le résultat d'un processus de consultation impliquant toutes les parties prenantes d'un projet dont le nouveau BAPE pourrait être la pierre angulaire de ce processus d'évaluation et de décision.

CONCLUSION

Le projet pancanadien d'oléoduc Énergie Est de TransCanada subit déjà un manque d'acceptabilité sociale au Québec, alors que la période d'évaluation par les instances fédérales est à peine entamée et que les autres provinces traversées y sont plutôt en faveur. Le présent essai a permis de mieux comprendre ce phénomène à partir du concept d'acceptabilité sociale puis du contexte du projet et du Québec.

Tout d'abord, le secteur des hydrocarbures dont les pipelines ainsi que leur transport sont très importants au Canada. Malgré cela, des sondages ont révélé que la perception des Canadiens de ces secteurs d'activités varie d'une province à l'autre et surtout au Québec. En effet, cette province a favorisé le développement de l'hydroélectricité au détriment des hydrocarbures (opposition relative à l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures sur son territoire et proactivité pour lutter contre les changements climatiques). Elle a également été précurseure en matière d'acceptabilité sociale par de nouvelles pratiques, en instaurant sa *Loi sur le développement durable* dont l'un de ses 16 principes concerne directement la participation et l'engagement des citoyens et des groupes dans le développement durable. De plus, ses nombreuses études et ses nouvelles politiques intègrent davantage ce concept dans l'évaluation des projets surtout depuis que certains projets ont, auparavant, fait l'objet de fortes oppositions. Les politiques d'évaluation environnementale québécoises et le Bureau d'audiences publiques de l'environnement ont, par la même occasion, incité les différents acteurs de l'acceptabilité sociale à s'impliquer davantage dans l'évaluation des projets, même pour des projets reliés aux compétences fédérales. La jurisprudence a déterminé que la protection de l'environnement est une compétence partagée entre le fédéral et le provincial et que les instances provinciales peuvent évaluer la portion d'un projet pancanadien qui les concerne.

Ensuite, des recherches visant à définir l'acceptabilité sociale d'un projet ont fait ressortir des éléments importants tels que l'implication active de multiples parties prenantes locales, régionales ou nationales dans le processus d'évaluation d'un projet selon leurs intérêts ou des valeurs communes basées sur le développement durable. Autour de cette définition, il existe plusieurs phénomènes comme le syndrome NIMBY (Pas dans ma cour) et le consentement préalable libre et éclairé, que les parties prenantes peuvent être des autochtones, des organisations gouvernementales fédérales, provinciales ou municipales et non gouvernementales comme des groupes d'intérêts, des citoyens et les médias, et enfin que six facteurs ont été identifiés comme favorisant ou non l'acceptabilité sociale d'un projet.

Puis, en analysant l'acceptabilité sociale de différents projets québécois issus de secteurs d'activités très diversifiés (mine, énergie renouvelable et non renouvelable, industriel), les facteurs manquants entravant ainsi l'acceptabilité sociale ont été la gouvernance, le processus participatif et le milieu social même si les milieux environnementaux, économiques et techniques ont leur importance. La comparaison de l'acceptabilité sociale des projets québécois et de la portion québécoise du projet Énergie Est révèle que ce dernier a le pire résultat par rapport aux autres, surtout dans les facteurs manquants. Le manque de collaboration, de transparence et d'ouverture de la part du promoteur au Québec a été l'une des pierres angulaires à cette opposition (refus de participer à des consultations publiques organisées par des tiers, manque d'information sur les risques de déversements et les mesures d'urgence, etc.) tout comme le manque de crédibilité de l'ensemble des instances gouvernementales québécoises et fédérales. Quant aux principaux acteurs concernés de l'acceptabilité sociale, ils sont opposés au projet comme les autochtones, les municipalités et les propriétaires fonciers, dont les agriculteurs. Ainsi, alors que les consultations publiques n'ont pas encore été présentées, son manque d'acceptabilité sociale actuel peut encore évoluer. Même s'il est difficile d'inverser la tendance, des recommandations sont encore possibles pour l'améliorer rapidement.

Enfin, parmi les 15 recommandations, la totale collaboration, la transparence, l'intégrité et l'écoute du promoteur doivent être au cœur des actions de consultation et de participation active des acteurs impliqués ou intéressés dans l'élaboration locale du projet, et ce, dès maintenant. Tous les facteurs d'acceptabilité sociale doivent faire partie d'une proactivité exemplaire en allant bien au-delà des exigences réglementaires. Par exemple, identifier précisément les impacts sociaux, environnementaux, économiques et les risques et proposer des mesures d'atténuation ou de contrôle en étroite collaboration avec ces acteurs ou encore faire un suivi ou une reddition de compte annuelle des actions entreprises.

De plus, des actions de la part des instances gouvernementales sont nécessaires pour favoriser l'acceptabilité sociale dont renforcer les responsabilités du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (renommé Bureau d'audiences publiques sur le développement durable et les changements climatiques) ainsi que la recomposition de son fonctionnement. Cette dernière peut favoriser l'intégration de citoyens et d'experts de toutes les sphères du développement durable en incluant les risques. Enfin, l'application réelle des 16 principes de la *Loi sur le développement durable* permettrait de faciliter l'acceptabilité sociale d'un projet.

RÉFÉRENCES

- Affaires autochtones et du nord Canada (AANC) (2014). *Le gouvernement du Canada et l'obligation de consulter*. Repéré sur le site de l'AANC, section Sujets – Consultation, mobilisation et obligation de consulter : <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1331832510888/1331832636303>
- Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC) (2015). *Conseils pour les promoteurs en matière de consultation et d'accommodement*. Repéré sur le site de l'AANC, section Sujets – Consultation, mobilisation et obligation de consulter – Le gouvernement du Canada et l'obligation de consulter : <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1430509727738/1430509820338>
- Agence internationale de l'énergie (AIE) (2015). *Energy policies of IEA countries – Canada – 2015 Review*. Repéré sur le site de l'AIE, section Publications : <https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/energy-policies-of-iea-countries---canada-2015-review.html>
- André, P., Delisle, C.-E. et Revéret, J.-P. (2010). Le public. Dans P. André (dir.), *L'évaluation des impacts sur l'environnement – 3^e édition - Processus, acteurs et pratique pour un développement durable* (p. 119-143). Montréal, Québec, Canada : Presses internationales polytechnique.
- Angevine, G. et Green, K.-P. (2016, 19 juillet). *The costs of pipeline obstructionism*. Repéré sur le site de l'Institut Fraser – *English*, section *Natural Resources* : <https://www.fraserinstitute.org/studies/costs-of-pipeline-obstructionism>
- Angus Reid Institute (2016a). *Most say governments will agree to new emissions targets, less convinced Canada will meet them*. Repéré à <http://angusreid.org/climate-change-energy-east/>
- Angus Reid Institute (2016b). *Rocky Mountain Rumble: Alberta, B.C. residents at odds over TransMountain Pipeline*. Repéré à <http://angusreid.org/transmountain-pipeline/>
- Arnoldi, D. (Reporteur) (2016). L'opposition au projet *Trans Mountain* s'organise [Reportage]. Dans J.-S. Bernatchez [Animateur] *L'heure du monde*. Montréal, Québec : Société Radio-Canada. Repéré à http://ici.radio-canada.ca/emissions/l_heure_du_monde/2015-2016/chronique.asp?idChronique=423917
- Arsenault, J. et Saint-Arnaud, P. (2015, 5 novembre). Énergie Est : TransCanada ne construira pas de port au Québec. *Affaires.lapresse.ca*. Repéré à <http://affaires.lapresse.ca/economie/energie-et-ressources/201511/05/01-4917566-energie-est-TransCanada-ne-construira-pas-de-port-au-quebec.php>
- Arsenault, J. (2016, 27 septembre). Mine Arnaud : Yara change son fusil d'épaule. *Affaires.lapresse.ca*. Repéré à <http://affaires.lapresse.ca/economie/energie-et-ressources/201609/27/01-5024920-mine-arnaud-yara-change-son-fusil-depaule.php>
- Assemblée nationale du Québec (2012a). *Projet de loi no 106 : Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives*. Repéré sur le site de l'assemblée nationale du Québec, section Travaux parlementaires- Projets de loi : <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-106-41-1.html>
- Assemblée nationale du Québec (2012b). *Liste des pétitions : Annulation du certificat d'autorisation d'agrandissement du site d'enfouissement à Drummondville*. Repéré sur le site de l'assemblée nationale du Québec, section Exprimez votre opinion – Lancer, signer ou consulter une pétition –

Consulter une pétition présentée à l'Assemblée – 40^e législature – Recherche Drummondville : <http://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/consulter-petition/index.html>

Assemblée nationale du Québec (2013). *Pétition : Abandon des projets d'oléoducs et promotion des énergies vertes*. Repéré sur le site de l'assemblée nationale du Québec, section Exprimez votre opinion : <https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-4335/index.html>

Assemblée nationale du Québec (2015). *Consultations particulières et auditions publiques en vue d'étudier l'acceptabilité pour le Québec du projet proposé par Enbridge Pipelines inc. sur le renversement vers l'est du flux de l'oléoduc 9B situé entre North Westover et Montréal décrit notamment dans le document intitulé « Inversion du flux de l'oléoduc 9B d'Enbridge*. Repéré sur le site de l'assemblée nationale du Québec, section Travaux parlementaires - Travaux des commission - Agricultures, pêcheries, énergie et ressources naturelles : <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/CAPER/mandats/Mandat-24553/index.html>

Assemblée nationale du Québec (2016). *Pétition : Opposition au transport ferroviaire de produits pétroliers au Québec*. Repéré sur le site de l'Assemblée nationale, section Exprimez votre opinion : <https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-5515/index.html>

Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) (2016, 15 juin). *Les Premières Nations du Québec s'opposent officiellement au pipeline Énergie Est – Communiqué de presse*. Repéré sur le site de l'APNQL, section Actualités : <http://www.apnql-afnql.com/fr/actualites/pdf/comm-2016-06-15.pdf>

Association canadienne de pipelines d'énergie (2014). *Carte : pipelines de liquides*. Repéré sur le site de l'ACPE, section Bibliothèques - Cartes : <http://www.cepa.com/fr/bibliotheque/cartes>

Association pétrolière et gazière du Québec (APGQ) (2015). *Mémoire de l'APGQ présenté dans le cadre des consultations sur l'acceptabilité sociale*. Repéré sur le site du MERN, section Ministère – Acceptabilité sociale - Documents : <http://mern.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/APGQ.pdf>

Barbier, R. et Rémy, É. (2012). La société saisie par l'écologie - Les controverses environnementales publiques. Dans R. Barbier et J.-P. Bonzonnet (dir.) *Manuel de sociologie de l'environnement* (p.129- 226). Québec, Canada : Les presses de l'université Laval.

Battelier, P. (2015). *Acceptabilité sociale – Cartographie d'une notion et de ses usages*. Montréal, Québec, Canada : Les publications du Centr'ERE, UQAM. Repéré à http://www.espace-ressources.uqam.ca/images/Documents/Recherche/Rapports_recherche/Batellier-2015-Acceptabilite-sociale.pdf

Beck, U. (2001). *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, traduite de l'allemand par L. Bernardy. Paris, France : Aubier

Bergeron, C. (2016). *Pour une meilleure acceptabilité sociale des projets énergétiques* (Essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec. Repéré à <http://savoirs.usherbrooke.ca/handle/11143/8845>

Bolivar, J.-G. (2016) *L'acceptabilité sociale des projets : une notion incontournable*. Repéré sur le site de l'institut de gestion de projet www.pmiquebec.qc.ca, section Nouvelles - Articles du mois : <https://pmiquebec.qc.ca/index.php/articles-du-mois/494-l-acceptabilite-sociale-des-projets>

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2007a). *Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles*. Repéré sur le site du BAPE, section Mandats – Enquêtes et audiences

publiques – Mandats terminés – 301 - Rapport :
<http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape301.pdf>

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2007b). *Projet de construction de l'oléoduc Pipeline Saint-Laurent entre Lévis et Montréal-Est par Ultramar Ltée*. Repéré sur le site du BAPE, section Mandats – Enquêtes et audiences publiques – Mandats terminés – 243 - Rapport :
<http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape243.pdf>

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2011). *Projet de parc éolien de Saint-Valentin*. Repéré sur le site du BAPE, section Mandats – Enquêtes et audiences publiques – Mandats terminés – 279 - Rapport : <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape279.pdf>

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2012a). *Projet de mise en valeur hydroélectrique de la rivière Ouiatchouan au village historique de Val-Jalbert*. Repéré sur le site du BAPE, section Mandats – Enquêtes et audiences publiques – Mandats terminés – 289 - Rapport :
<http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape289.pdf>

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2012b). *Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique à Drummondville (secteur de Saint-Nicéphore)*. Repéré sur le site du BAPE, section Mandats – Enquêtes et audiences publiques – Mandats terminés – 291 - Rapport :
<http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape291.pdf>

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2013). *Projet de construction d'une usine de fabrication d'engrais à Bécancour*. Repéré sur le site du BAPE, section Mandats – Enquêtes et audiences publiques – Mandats terminés – 300 - Rapport :
<http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape300.pdf>

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2016). *Mandats*. Repéré sur le site du BAPE, section Mandats : http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/oleoduc_energie-est/index.htm

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (s. d.). *Mandats*. Repéré sur le site du BAPE, section Mandats : <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/index.htm>

Bureau de la sécurité des transports du Canada (BST) (2011). *Sommaire statistique des événements de pipeline*. Repéré sur le site du BST, section Pipeline – Statistiques - 2011 :
<http://www.tsb.gc.ca/fra/stats/pipeline/2011/ss11.pdf>

Bureau de la sécurité des transports du Canada (BST) (2014). *Rapport d'enquête ferroviaire R13D0054*. Repéré sur le site du BST, section Rapports - Rail : <http://www.tsb.gc.ca/fra/rapports-reports/rail/2013/r13d0054/r13d0054.asp>

Bureau de la sécurité des transports du Canada (BST) (2016). *Bilan de sécurité sur le transport des hydrocarbures – Audiences du BAPE le 8 mars 2016*. Repéré sur le site du bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), section Mandats – Oléoduc Énergie Est :
http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/oleoduc_energie-est/documents/SECU11.pdf

Bureau de normalisation du Québec (2011). *BNQ 21000 - Grille d'auto-évaluation – grille d'utilisation*. Repéré à <http://www.bnq21000.qc.ca/outils-de-referencemethode-bnq-21000/methode-bnq-21000/volet-2-outils-de-gestion-strategique-en-7-etapes/etape-1-partager-votre-vision/2-realiser-votre-autoevaluation/>

Canadian association of petroleum producers (CAPP) (2015). *Glossary*. Repéré sur le site du CAPP, section Publications and Statistics : <http://www.capp.ca/publications-and-statistics/glossary>

- Canadian association of petroleum producers (CAPP) (2016). *Crude Oil – Forecast, markets and transportation*. Repéré sur le site du CAPP, section Publications : <http://www.capp.ca/publications-and-statistics/publications/284950>
- Caron-Malenfant, J. et Conraud, T. (2009). *Guide pratique de l'acceptabilité sociale : pistes de réflexion et d'action*. Montréal, Canada : Éditions DPRM
- CBC News (2016, 22 janvier). *Kathleen Wynne, Rachel Notley plan to 'work together' on climate change - Alberta premier pitches Energy East pipeline in Toronto*. *Cbc.ca/news*. Repéré à <http://www.cbc.ca/news/canada/toronto/wynne-notley-meeting-1.3414744>
- Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (Cirano) et Institut de l'énergie Trottier (IET) (2015). *L'énergie et les changements climatiques – perceptions québécoises*. Repéré sur le site du CIRANO, section Publications : <https://www.cirano.qc.ca/files/publications/2015RP-08.pdf>
- Chaleur Terminal inc. (2016). *Rail terminal and Transfer system*. Repéré à <http://www.chaleurterminals.com/?lang=fr>
- Cleland, M., Bird, S., Fast, S., Sajid, S. et Simard, L. (2016). *A Matter of trust – The role of community in energy decision-making*. Repéré sur le site de l'Université d'Ottawa, section Chercher sur... – Énergie positive : https://www.uottawa.ca/positive-energy/sites/www.uottawa.ca/positive-energy/files/secondversion_mattertrust_report_24nov2016-1_web.pdf
- Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO) (2015, 13 août). *Les risques et les avantages d'Énergie Est doivent être mieux équilibrés*. Repéré sur le site du CEO, section Industrie - Salle des médias - Les Communiqués : http://www.ontarioenergyboard.ca/oeb/_Documents/Press%20Releases/news_release_energyest_20150813_fr.pdf
- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) (2016). *La CMM et le projet Oléoduc Énergie Est – État de la situation*. Repéré sur le site de la CMM, section Événements - Environnement : <http://cmm.qc.ca/evenements/consultation-TransCanada-2015/>
- Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) (2014). *Oléoduc*. Repéré sur le site de la CMQ, section Environnement et eau : <http://www.cmquebec.qc.ca/eau/oleoduc>
- Conseil canadien des ministres de l'environnement (2014). *Priorités actuelles – Changements climatiques*. Repéré sur le site du CCME, section Changements climatiques : http://www.ccme.ca/fr/current_priorities/climatechange/index.html
- Conseil Patronal de l'Environnement du Québec (CPEQ) (2012). *Guide des bonnes pratiques afin de favoriser l'acceptabilité sociale des projets*. Repéré sur le site du CPEQ, section Publications – Guides du CPEQ : <http://www.cpeq.org/fr/guides>
- CROP (2014). *FCCQ – Perception des Québécois à l'égard de l'exploration et l'exploitation du pétrole*. Repéré sur le site de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), section Publications – Les mémoires et les études – 2015 - Novembre : http://fccq.ca/pdf/publications/memoires_etudes/2014/14-8185-Rapport-exploitation-petrole.pdf
- Croteau, M. (2016, 5 août). *Énergie Est : le déversement en Saskatchewan inquiète des villes québécoises*. *Lapresse.ca*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/environnement/pollution/201608/05/01-5007551-energie-est-le-deversement-en-saskatchewan-inquiete-des-villes-quebecoises.php>
- Définitions marketing (2016). *Définition : Unité de bruit médiatique*. Repéré à <http://www.definitions-marketing.com/definition/unite-de-bruit-mediatique/>

- Desbiens, J.-F. (2013, 10 juin). Les citoyens savourent une demi-victoire. *Tvanouvelles.ca*. Repéré à <http://www.tvanouvelles.ca/2013/06/10/les-citoyens-savourent-une-demi-victoire>
- De Souza, M. (2016, 7 juillet). *Quebec's Jean Charest had private meeting with pipeline watchdog after TransCanada hired him*. *National Observer.com*. Repéré à <http://www.nationalobserver.com/2016/07/07/news/quebecs-jean-charest-had-secret-meeting-pipeline-watchdog-after-TransCanada-hired>
- Després Tassé, N. (Reporteur) (2016). La consultation autochtone dans le cadre du projet Énergie Est de TransCanada : comment le gouvernement du Québec doit-il remplir son obligation? [Reportage]. Dans N. Després T. (Auteur). *Vidéos*. Québec, Québec : Université Laval. Repéré à <https://www.drne.ulaval.ca/en/la-consultation-autochtone-dans-le-cadre-du-projet-energie-est-de-TransCanada-comment-le>
- Dictionnaire Usito (2016). *Dictionnaire Usito en ligne*. Repéré à <https://www.usito.com/>
- Edison H., M., Thorbecke, C. et Simon, E. (2016, 4 décembre). *At Least 2,000 Veterans Arrive at Standing Rock to Protest Dakota Pipeline*. *Abcnews.go.com*. Repéré à <http://abcnews.go.com/US/2000-veterans-arrive-standing-rock-protest-dakota-pipeline/story?id=43964136>
- Environnement et Changements climatiques Canada (2016). *Priorités du Canada pour la CdP 21*. Repéré à <http://climatechange.gc.ca/default.asp?Lang=Fr&xml=EF6CE373-41AA-4EFA-A97B-1EDFB25E6C83>
- Environment and Parks Alberta* (2016). *Climate Change*. Repéré à <http://aep.alberta.ca/climate-change/default.aspx>
- Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) (2016, 26 août). *Oui à Énergie est – Une coalition patronale-syndicale appuie le projet Énergie Est - Communiqué*. Repéré sur le site de la FCCQ, section Salle de presse - Les communiqués : http://www.fccq.ca/salle-de-presse-communiques-2016_Une-coalition-patronale-syndicale-appuie-le-projet-Oleoduc-Energie-Est.php
- Fortin, M.-J. et Fournis, Y. (2015a). *L'acceptabilité sociale de l'énergie éolienne : une définition*. Document de travail du GRIDEQ, 131017, Université du Québec à Rimouski (UQAR).
- Fortin, M.-J. et Fournis, Y. (2015b). *L'acceptabilité sociale, où en sommes-nous au Québec?* Dans M.-J. Fortin et Y. Fournier (dir.) Actes du Forum sur l'acceptabilité sociale tenu le 20 mars 2015 à l'UQAR, Campus de Lévy.
- Fournis, Y. (2016). *Commission d'enquête sur le projet oléoduc énergie est de TransCanada, section québécoise première partie - volume 14 - Séance tenue le 17 mars 2016*. Repéré sur le site du BAPE, section Mandats - Oléoduc Énergie Est – Transcriptions - DT14 (p. 22-25) : http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/oleoduc_energie-est/documents/DT14.pdf
- Fournis, Y. et Fortin, M.-J. (2013). *Facteurs pour une analyse intégrée de l'acceptabilité sociale selon une perspective de développement territorial : l'industrie du gaz de schiste au Québec*. Repéré sur le site du BAPE, section Mandats – Enquêtes et audiences publiques – 307 – La documentation déposée – PR – PR3.7.19 : http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/gaz_de_schiste-enjeux/documents/PR3.7.19.pdf
- Gaz Métro (2015, 24 août). *Les distributeurs gaziers de l'est et TransCanada pipelines concluent une entente au sujet d'énergie est qui répond aux préoccupations liées à l'approvisionnement gazier – Communiqués de presse*. Repéré sur le site de Gaz Métro, section À propos – Médias - Nouvelles : <https://www.gazmetro.com/fr/a-propos/medias/nouvelles/les-distributeur-gaziers-de-lest-et->

TransCanada-pipelines-concluent-une-entente-au-sujet-denergie-est-qui-repond-aux-preoccupations-liees-a-lapprovisionnement-gazier/

Gendron, C. (2014a). *Penser l'acceptabilité sociale : au-delà de l'intérêt, les valeurs*. Repéré sur le site de l'Université du Québec à Chicoutimi, section Synapse : <http://synapse.uqac.ca/2014/penser-lacceptabilite-sociale-au-dela-de-linteret-les-valeurs/>

Gendron, C. (2014b). Acceptabilité sociale des projets. Dans Institut EDS. *Acceptabilité sociale des projets : dynamiques, attitudes et démocratie participative*. Québec, Québec : Institut EDS. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=2ISx4sjVEOY>

Genivar (2012). *Projet d'expansion de la mine Niobec à Saint-Honoré – Résumé*. Repéré sur le site de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, section Registre canadien d'évaluation environnementale – Rechercher - Niobec : <https://www.ceaa-acee.gc.ca/050/documents/p80011/83652F.pdf>

Giguere-Martel, C. (2013, 25 mars). 61 % des votants rejettent le projet d'agrandissement du LET. *Journalexpress.ca*. Repéré à <http://www.journalexpress.ca/actualites/2013/3/24/61-des-votants-rejettent-le-projet-d-a-3206686.html>

Gitga'at First Nation v. British Columbia (Environment), 2015 BCSC 1703 (CanLII). Repéré à <http://canlii.ca/t/gmp9j>

Gouvernement du Canada (2016a). *L'honorable Catherine McKenna, députée*. Repéré sur le site du Gouvernement du Canada, section Ministres : <https://www.canada.ca/fr/gouvernement/ministres/catherine-mckenna.html>

Gouvernement du Canada (2016b). *Deuxième rapport biennal du Canada sur les changements climatiques*. Repéré à http://ec.gc.ca/GES-GHG/02D095CB-BAB0-40D6-B7F0-828145249AF5/3001%20UNFCCC%202nd%20Biennial%20Report_f_v7_lowRes.pdf

Gouvernement du Canada (2016, 27 janvier). *Le gouvernement du Canada agit pour restaurer la confiance dans les évaluations environnementales*. Repéré sur le site du gouvernement du Canada, section Nouvelles - Communiqués de presse : http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?crtr.sj1D=&crtr.mnthndVI=9&mthd=advSrch&crtr.dpt1D=6683&nid=1029999&crtr.lc1D=&crtr.tp1D=980&crtr.yrStrtVI=2014&crtr.kw=&crtr.dyStrtVI=1&crtr.aud1D=&crtr.mnthStrtVI=1&crtr.page=1&crtr.yrndVI=2020&crtr.dyndVI=4&_ga=1.48743524.31207256.1449164014

Gouvernement du Canada (2016, 3 octobre). *Le gouvernement du Canada annonce une tarification pancanadienne pour la pollution par le carbone*. Repéré sur le site du gouvernement du Canada, section Nouvelles - Communiqués de presse : <http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?nid=1132149>

Gouvernement du Canada (2016, 29 novembre). *Le gouvernement du Canada annonce un plan sur les pipelines qui protégera l'environnement et stimulera l'économie*. Repéré sur le site du gouvernement du Canada, section Nouvelles - Communiqués de presse : <http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?mthd=advSrch&crtr.mnthndVI=&crtr.mnthStrtVI=&crtr.page=1&nid=1162449&crtr.yrndVI=&crtr.kw=pipeline&crtr.yrStrtVI=&crtr.dyStrtVI=&crtr.dyndVI=>

Gouvernement du Nouveau-Brunswick (2016, 16 août). *L'examen du projet Énergie Est ne sera pas retardé – Communiqué*. Repéré sur le site du Gouvernement du Nouveau-Brunswick, section Développement de l'énergie et des ressources - Nouvelles : <http://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministeres/der/nouvelles/communiques.2016.08.0748.html>

- Gouvernement du Québec (2008). *Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones*. Repéré sur le site du Secrétariat aux affaires autochtones, section Publications : http://www.autochtones.gouv.qc.ca/publications_documentation/publications/guide_inter_2008.pdf
- Gouvernement du Québec (2011). *Amérindiens et Inuits : portrait des Nations autochtones du Québec – 2^e édition*. Repéré sur le site du Secrétariat aux affaires autochtones, section Publications : https://www.autochtones.gouv.qc.ca/publications_documentation/publications/document-11-nations-2e-edition.pdf
- Gouvernement du Québec (2014). *Rapport des évaluations environnementales stratégiques*. Repéré à <http://hydrocarbures.gouv.qc.ca/>
- Gouvernement du Québec (2016a). *Politique énergétique 2030 : L'énergie des Québécois, source de croissance*. Repéré à <http://politiqueenergetique.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/politique-energetique-2030.pdf>
- Gouvernement du Québec (2016b). *Évaluation environnementale stratégique : Rapport sur l'ensemble de la filière des hydrocarbures*. Repéré à http://hydrocarbures.gouv.qc.ca/documents/filiere_hydrocarbures.pdf
- Gouvernement du Québec (2016c). *Le marché du carbone, un outil pour la croissance économique verte!* Repéré sur le site du MDDELCC, section Changements climatiques : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/changementsclimatiques/marche-carbone.asp>
- Grand Conseil des Cris (2015). *L'acceptabilité sociale dans Eeyou Istchee*. Repéré sur le site du MERN, section Ministère – Acceptabilité sociale – Documents : http://mern.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/Observations_GCC-Chantier_acceptabilite_sociale_00795663.pdf
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2014). *Changements climatiques 2014 – Rapport de synthèse – Résumé à l'intention des décideurs*. Repéré sur le site du GIEC : <http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg1/ar4-wg1-spm-fr.pdf>
- Halley, P. (2016, 23 février). Oléoducs : un tribunal dans l'Ouest vient-il de changer la donne ? *LeDevoir.com*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/463669/oleoducs-un-tribunal-dans-l-ouest-vient-il-de-changer-la-donne>
- Heurtel, D. (2014). *Projet Oléoduc Énergie Est – Lettre du ministre du MDDELCC à TransCanada datant du 18 novembre 2014*. Repéré à <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/evaluations/TransCanada/Let-Heurtel-a-TC.pdf>
- Heurtel, D. (2015). *Projet Oléoduc Énergie Est de TransCanada – section québécoise - Lettre du ministre du MDDELCC au Président du BAPE datant du 8 juin 2015*. Repéré à http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/oleoduc_energie-est/documents/CR4.pdf
- Hydro-Québec (2016). *Notre énergie*. Repéré sur le site d'Hydro-Québec, section À propos : <http://www.hydroquebec.com/a-propos/notre-energie/>
- IFFCO Canada (2015, 14 décembre). *La Coop fédérée et IFFCO mettent en veilleuse leur projet d'usine d'engrais à Bécancour dans l'attente de conditions plus favorables du marché*. Repéré sur le site d'IFFCO Canada, section Communiqués de presse : <http://iffcocan.com/?communiques=la-coop-federee-et-iffco-suspendent-leur-projet-dusine-dengrais-a-becancour-dans-lattente-de-conditions-plus-favorables-du-marche>

- Info-excavation (2016). *Réseaux de transport d'hydrocarbures*. Repéré sur le site d'Info-excavation, section Activités - Comités de travail - Comité de pipelines : <http://www.info-ex.com/wp-content/uploads/2016/07/carte-des-reseaux-2016.pdf>
- Institut du Nouveau Monde (INM) (2013). *Étude sommaire sur le processus et les facteurs d'acceptabilité sociale pour le secteur industriel*. (p. 10). Avec la collaboration de la Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles. Repéré sur le site de l'INM, section Blogue : http://inm.qc.ca/Centre_doc/28-acceptabilite_sociale.pdf
- Institut du Nouveau Monde (INM) (s. d.a) *Bilan de la Conversation publique sur l'avenir minier du Québec*. Repéré le site de l'INM, section Rendez-vous stratégiques - L'avenir minier du Québec : <http://inm.qc.ca/blog/bilan-de-la-conversation-publique-sur-lavenir-minier-du-quebec/>
- Institut du Nouveau Monde (INM) (s. d.b) *Page d'accueil*. Repéré à <http://inm.qc.ca/>
- Investissement Québec (2012, 9 octobre). *Investissement de 1,2 milliard de dollars - La Coop fédérée et IFFCO Canada, en collaboration avec Investissement Québec, annoncent une entente d'intention pour l'établissement d'une usine de production d'urée à Bécancour*. Repéré sur le site d'Investissement Québec, section Salle de presse - Communiqués : <http://www.investquebec.com/international/fr/communiqués/2012-10-09.html>
- Jobert, A. (1998). L'aménagement en politique ou ce que le syndrome NIMBY nous dit de l'intérêt général. *Politix*, volume 11, 67-92. Repéré à http://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_1998_num_11_42_1725
- Jobin, M. (2013, 6 septembre). Transport de pétrole par train au Canada : un premier convoi arrivé à la raffinerie de Lévis. *Rcinet.ca*. Repéré à <http://www.rcinet.ca/fr/2013/09/06/transport-de-petrole-par-train-au-canada-un-premier-convoi-arrive-a-la-raffinerie-de-levis/>
- Kives, B. (2016, 8 septembre). 'High-level concerns' about Energy East pipeline identified by Winnipeg - Precise nature of concerns to be laid out in report; city needs early-warning system to protect water supply. *Cbc.ca/News/Manitoba*. Repéré à <http://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/energy-east-winnipeg-1.3753253>
- Kuprewicz, R. (2013). *Report on Pipeline Safety for Enbridge's Line 9B - Application to NEB*. Repéré à <http://s3.documentcloud.org/documents/748594/9b-safety-report-2013-08.pdf>
- La Presse canadienne (2013, 8 juillet). Le monde entier a les yeux tournés vers Lac-Mégantic. *LaPresse.ca*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/tragedie-a-lac-megantic/201307/08/01-4668821-le-monde-entier-a-les-yeux-tournes-vers-lac-megantic.php>
- La Presse canadienne (2016, 15 août). Husky Energy verse un premier paiement de 5 millions \$ à prince-Albert. *Radio-Canada.ca*. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/breve/65131/deversement-petrole-prince-albert-recoit-sa-premie>
- La Presse canadienne (2016, 3 octobre). *Oil company gives Saskatchewan First Nation compensation for oil leak*. *Winnipegfreepress.com*. Repéré à <http://www.winnipegfreepress.com/arts-and-life/life/greenpage/oil-company-gives-saskatchewan-first-nation-compensation-for-oil-leak-395708061.html>
- La Presse canadienne (2016, 28 décembre). La question des oléoducs, nouvelle économique de l'année 2016. *Ici.radio-canada.ca*. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1008188/oleoducs-nouvelle-economique-annee-2016>

- Larousse (s. d.) *Page d'accueil*. Repéré à <http://www.larousse.fr/>
- Lavoie-Isebaert, A. (2016). *Proposition d'une stratégie en matière d'acceptabilité sociale à l'intention du gouvernement québécois*. (Essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec. Repéré à <http://savoirs.usherbrooke.ca/handle/11143/8834>
- Levasseur, P. (2009). *L'évaluation des impacts sur l'environnement et la prise en compte de l'expression des citoyens : le cas de la rue Notre-Dame à Montréal*. (Essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec. Repéré à <http://savoirs.usherbrooke.ca/handle/11143/7300>
- Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012), LC 2012, c19*
- Loi constitutionnelle de 1982, Annexe B de la Loi de 1982 sur le Canada (R-U), 1982, c11*
- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, chapitre A-19.1*
- Loi sur l'Office national de l'Énergie, LRC 1985, c N-7*
- Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, chapitre P-41.1*
- Loi sur la qualité de l'environnement, chapitre Q-2*
- Loi sur la sécurité et l'imputabilité en matière ferroviaire, LC 2015, c31*
- Loi sur la sécurité ferroviaire, LRC 1985, c32*
- Loi sur le bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, LC 1989, c3*
- Loi sur le développement durable, chapitre D-8.1.1*
- Loi sur les compétences municipales, chapitre C-47.1*
- Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec, S.C. 1984, ch.18*
- Loi sur les Indiens, L.R.C. 1985, ch. I-5*
- Markusoff, J. (2016, 11 novembre). *If Trump approves Keystone XL, does Canada need other pipelines? - Canada has some big decisions to make, and Donald Trump's administration will play a significant role*. *Macleans.ca*. Repéré à <http://www.macleans.ca/news/canada/if-trump-approves-keystone-xl-does-canada-need-other-pipelines/>
- Masson, M. (2015). *Pétrole enclavé de l'Alberta, le défi du transport* [Reportage]. Dans Richard, J. (Réalisatrice), *Découverte*. Montréal, Québec : Société Radio-Canada. Repéré sur le site de Radio-Canada Télé, section Montréal : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/special/2015/03/petrole-alberta/index.html>
- McGlade, C. et Ekins, P. (2015). *The geographical distribution of fossil fuels unused when limiting global warming to 2 °C*. *Nature*, 517 (7533), 187-190. Repéré à <http://www.nature.com/nature/journal/v517/n7533/full/nature14016.html>
- Mertz, É. et Logan, N. (2013, 5 juillet). *Alberta government commits \$5 billion for pipeline east*. *Globalnews.ca*. Repéré à <http://globalnews.ca/news/696639/alberta-government-commits-5-billion-for-pipeline-east/>

- Minardi, J.-F. (2013). *Les notes économiques - Les avantages économiques des projets d'oléoducs vers l'est du Canada*. Repéré à http://www.iedm.org/files/note0813_fr.pdf
- Ministère de l'énergie de l'Ontario (2016). *L'avenir énergétique de l'Ontario – Guide de discussion pour engager le dialogue*. Repéré sur le site du ministère de l'Énergie, section Les politiques de l'énergie de l'Ontario - Plan énergétique à long terme de l'Ontario : <http://www.energy.gov.on.ca/fr/files/2016/10/LTEPDiscussionGuide.pdf>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2015). *Livre vert – Moderniser le régime d'autorisation environnementale de la Loi sur la Qualité environnementale*. Repéré sur le site du MDDELCC, section Autorisations environnementales : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/autorisations/modernisation/livreVert.pdf>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2016a). *Stratégie québécoise de l'eau 2017-2032 – Consultation publique du 7 octobre au 28 octobre 2016*. Repéré sur le site du MDDELCC, section Consultations publiques : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/consultation/strategie-quebecoise-eau/index.htm>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2016b). *Le gouvernement du Québec ne donnera pas suite au projet de parc éolien Saint-Valentin*. Repéré sur le site du MDDELCC, section Communiqués de presse régionaux – Archives – 19 août 2011 : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/infuseur/communiquer.asp?no=1937>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2016c). *Oléoduc Énergie Est – Demande d'injonction visant TransCanada : le gouvernement agit pour faire respecter les lois du Québec*. Repéré sur le site du MDDELCC, section Communiqués de presse – 1^{er} mars 2016 : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/infuseur/communiquer.asp?no=3397>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2016d). *Projet Oléoduc Énergie Est de TransCanada*. Repéré sur le site du MDDELCC, section Évaluations environnementales : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/evaluations/TransCanada/index.htm>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2016e). *L'évaluation environnementale au Québec méridional – Vue d'ensemble*. Repéré sur le site du MDDELCC, section Évaluations environnementales : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/evaluations/procedure.htm>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec (MERN) (2015a). *Orientations du ministère de l'Énergie et des ressources naturelles en matière d'acceptabilité sociale – Livre vert*. Repéré sur le site du MERN, section ministère – Acceptabilité sociale : <https://mern.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/LivreVert-1.pdf>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec (MERN) (2015b). *Énergie éolienne*. Repéré sur le site du MERN, section Énergie : <http://mern.gouv.qc.ca/energie/eolien/index.jsp>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec (MERN) (2016). *Vision stratégique du développement minier au Québec*. Repéré sur le site du MERN, section Mines – Vision stratégique : http://mern.gouv.qc.ca/mines/vision/documents/vision-mines_long-fr.pdf

- National Transportation Safety Board (NTSB) (2012). *Enbridge Incorporated Hazardous Liquid Pipeline Rupture and Release, Marshall, Michigan, July 25, 2010. Pipeline Accident Report NTSB/PAR-12/01*. Washington, D.C. Repéré sur le site de la NTSB, section *Investigations - Accidents reports* : <http://www.nts.gov/investigations/AccidentReports/Reports/PAR1201.pdf>
- Nation Haïda c. Colombie-Britannique (Ministre des Forêts), 2004 3 RCS 511, 2004 CSC 73 (CanLII). Repéré à <http://canlii.ca/t/1j4tn>
- Nations Unies (2007). *Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples autochtones*. Repéré à http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf
- Noël, C. (2016, 9 août). La Défense nationale émet des réserves à propos d'Énergie Est. *Ici.radio-canada.ca*. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/politique/2016/08/09/001-defense-nationale-reserve-projet-oleoduc-energie-est-TransCanada- risque-deversement-eau.shtml>
- Normand, G. (2016, 5 décembre). Le pipeline *Keystone XL* renaît de ses cendres : en voici une preuve. *Ici.radio-canada.ca*. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1003998/pipeline-keystone-xl-renaissance-trump-projet-present-petrole>
- O'Connor, L. (2016, 3 mars). *Communiqué – Communiqué des premiers ministres*. Repéré sur le site du Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes : <http://www.scics.gc.ca/francais/conferences.asp?a=viewdocument&id=2400>
- Office national de l'énergie (ONÉ) (2016a). *L'office national de l'énergie : notre histoire*. Repéré sur le site de l'ONÉ, section À propos de nous : <https://www.neb-one.gc.ca/bts/index-fra.html>
- Office national de l'énergie (ONÉ) (2016b). *L'office réglemente tout au long du cycle de vie*. Repéré sur le site de l'ONÉ : <https://www.neb-one.gc.ca/pplctnflng/mjrpp/trnsmtntxpnsmg/lfcclppln-fra.pdf>
- Office national de l'énergie (ONÉ) (2016c). *Projets Énergie Est et du réseau principal Est*. Repéré sur le site de l'ONÉ, section Demandes et dépôts – Demandes et projets d'envergure : <http://www.one-neb.gc.ca/pplctnflng/mjrpp/nrgyst/index-fra.html>
- Office national de l'énergie (ONÉ) (2016d). *Pipelines Enbridge Inc. - Projet d'inversion de la canalisation 9B et d'accroissement de la capacité de la canalisation 9 - OH-002-2013*. Repéré sur le site de l'ONÉ, section Demandes et dépôts – Demandes et projets d'envergure : <https://www.neb-one.gc.ca/pplctnflng/mjrpp/ln9brvrsi/index-fra.html>
- Office québécois de la langue française (OQLF) (2015). *Fiche terminologique « Promoteur »*. Repéré sur le site de l'OQLF, section Le Grand dictionnaire terminologique : http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8377642
- Orfali, P. (2016, 10 septembre). L'ONÉ forcé de remplacer tout le comité. *Ledevour.com*. Repéré à <http://www.ledevour.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/479678/energie-est-les-commissaires-de-l-one-se-recusent>
- Parlement du Canada (2013). *Transporter l'énergie en toute sécurité – Une étude sur la sécurité du transport des hydrocarbures par pipelines, navires pétroliers et wagons-citernes au Canada*. Repéré à <http://www.parl.gc.ca/Content/SEN/Committee/411/enev/rep/rep12aug13-f.pdf>
- Parlement du Canada (s. d.a) e – 150 (*Protection de l'environnement*). Repéré sur le site du Parlement du Canada, section Pétitions électroniques : <https://petitions.parl.gc.ca/fr/Petition/Details?Petition=e-150>

- Parlement du Canada (s. d.b) e – 216 (*Oil and gas exploration*). Repéré sur le site du Parlement du Canada, section Pétitions électronique : <https://petitions.parl.gc.ca/en/Petition/Details?Petition=e-216>
- Pélouas, A. (2016, 8 septembre). Au Canada, nouvelle bataille contre un oléoduc géant. *Le monde.fr*. Repéré à http://www.lemonde.fr/energies/article/2016/09/08/au-canada-nouvelle-bataille-autour-d-un-oleoduc-geant_4994445_1653054.html
- Pêches et Océans Canada (2016). *Béluga (Population de l'estuaire du Saint-Laurent)*. Repéré sur le site de Pêches et Océans Canada, section Espèces aquatiques – Espèces aquatiques en péril – Rechercher les espèces aquatiques en péril : <http://www.dfo-mpo.gc.ca/species-especes/profiles-profil/belugaStLa-fra.html>
- Pineault, É. et Murray, D. (2016). *Le piège Énergie Est : sortir de l'impasse des sables bitumineux*. Montréal, Québec : Écosociété.
- Pitre, M. (2015, 11 mai). Les pipelines font perdre des revenus aux municipalités. *journalsaintfrancois.ca*. Repéré à <http://www.journalsaint-francois.ca/actualites/economie/2015/5/11/les-pipelines-font-perdre-des-revenus-aux-municipalites.html>
- Premier ministre du Canada (2019, 9 décembre). *Communiqués des premiers ministres*. Repéré sur le site du premier ministre du Canada, section Nouvelles : <http://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2016/12/09/communique-des-premiers-ministres>
- Radio-Canada (2013, 8 juillet). Matières dangereuses : le train ou le pipeline? *Ici.radio-canada.ca*. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/national/2013/07/08/002-securite-train-pipeline-deraillement-megantic.shtml>
- Radio-Canada et la Presse canadienne (2016, 12 septembre). La construction du pipeline Énergie Est de plus en plus incertaine, selon un analyste. *Ici-radio-canada.ca/regions/alberta*. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/regions/alberta/2016/09/12/005-energie-est-pipeline-oleoduc-recusation-office-national-energie-construction.shtml>
- Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT) et Transfert environnement et société (TES) (2015). *Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) – Conciliation des usages lors de la mise en valeur du territoire dans une perspective d'acceptabilité sociale*. Repéré sur le site du MERN, section Ministère – Acceptabilité sociale – Documents : http://mern.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/rapport_acceptabilite.pdf
- Règlement de l'Office national de l'énergie sur les pipelines terrestres, DORS/99-294*
- Ressources naturelles Canada (RnCan) (2014). *Cahier d'information : les marches de l'énergie – 2014-2015*. Repéré sur le site de RnCan, section Énergie : http://www.nrcan.gc.ca/sites/www.nrcan.gc.ca/files/energy/files/pdf/2014/14-0173EnergyMarketFacts_f.pdf
- Ressources naturelles Canada (RnCan) (2016a). *Survol de l'industrie du pétrole brut*. Repéré sur le site de RnCan, section Énergie - Sources d'énergie et réseau de distribution – Pétrole brut : <https://www.nrcan.gc.ca/energie/sables-bitumineux/18148>

- Ressources naturelles Canada (RnCan) (2016b). *Le réseau de pipelines canadiens*. Repéré sur le site de RnCan, section Énergie – Sources d’énergie et réseau de distribution – Pipelines : <https://www.rncan.gc.ca/energie/infrastructure/18857>
- Ressources naturelles Canada (RnCan) (2016c). *Régime de réglementation des pipelines au Québec*. Repéré sur le site de RnCan, section Énergie – Sources d’énergie et réseau de distribution – Pipelines – Régimes de sécurité des pipelines au Canada : <http://www.rncan.gc.ca/energie/infrastructure/regimes-reglementation-pipelines/16455>
- Ressources naturelles Canada (RnCan) (2016d). *Responsabilité sociale des entreprises*. Repéré sur le site de RnCan, section Mines, matériaux – Mines – Développement durable des ressources minérales : <https://www.rncan.gc.ca/mines-materiaux/mines/valeur-responsable-ressources/responsabilite-sociale-entreprises/18694>
- Robillard, J.-P. (2014, 10 novembre). Le pipeline Énergie Est divise les autochtones du Québec. *Ici.radio-canada.ca*. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/693204/pipeline-energie-est-TransCanada-communautés-autochtones-pour-contre>
- Rubin, J. (3 novembre 2014). *Why the timing isn’t right for TransCanada’s Energy East pipeline*. *Jeffrubinssmallerworld.com*. Repéré à <http://www.jeffrubinssmallerworld.com/2014/11/03/why-the-timing-isnt-right-for-TransCanadas-energy-east-pipeline/>
- Shepper, B. (2013, 11 septembre). *Oléoduc versus train, un faux débat*. Repéré sur le site de l’institut de recherche et d’informations socioéconomiques (IRIS), section Blogue : <http://iris-recherche.qc.ca/blogue/oleoduc-versus-train-un-faux-debat>
- Shields, A. (2007, 18 juillet). Les bélugas seront peu protégés à Cacouna. *Le Devoir.com*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/150707/construction-du-port-methanier-les-belugas-seront-peu-proteges-a-cacouna>
- Shields, A. (2016, 20 juin). Mine Arnaud peine à se financer. *Le Devoir.com*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/473840/mine-arnaud>
- Shields, A. (2016, 20 octobre). Gatineau dit non au pipeline Énergie Est. *Le Devoir.com*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/482601/gatineau-dit-non-au-pipeline-energie-est>
- Stand with Standing Rock* (2016). *Page d’accueil*. Repéré à <http://standwithstandingrock.net/>
- Statistique Canada (2016). *Transport par rail, chargements ferroviaires par groupes de marchandises (en tonnes métriques) – Produits du pétrole et produits du charbon*. CANSIM, tableau 404-0002. Repéré sur le site de Statistique Canada, section Tableaux - Transport ferroviaire : <http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/l02/cst01/trad48a-fra.htm>
- Stratégie organisation et méthode som inc. (SOM) (2015). *Sondage omnibus téléphonique – Opinion au sujet du projet Énergie Est*. Repéré sur le site de Greenpeace, section Canada – Médias – Novembre 2015 : <http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/file/2015/11/greenpeacev1p0.pdf>
- Svampa, M. (2011). Néo-développementiste extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine. *Problèmes d’Amérique latine*, 81, 103-127.
- Synergie Québec (2013). *Historique des projets de symbioses industrielles au Québec*. Repéré sur le site de Synergie Québec, section Projets : <http://www.synergiequebec.ca/projets/historique>

- The White House* (2015, 6 novembre). *Statement by the president on the Keystone XL Pipeline*. Repéré sur le site internet de la Maison Blanche, section *Statements & Releases* : <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/11/06/statement-president-keystone-xl-pipeline>
- TransCanada (2015). *Responsabilité sociale de l'entreprise – Rapport 2015*. Repéré sur le site de TransCanada, section *Our responsibility – Reports - Publications - Policies* : http://www.TransCanada.com/docs/Investor_Centre/TransCanada-french-2015-csr-report.pdf
- TransCanada (2016a). *Oléoduc Énergie Est – Aperçu du dépôt d'Énergie Est à l'ONÉ*. Repéré à <http://www.oleoducenergieest.com/depot-reglementaire/aperçu/>
- TransCanada (2016b). *Demande consolidée – Volume 1 : Demande et aperçu du projet – Section 4 : Profils provinciaux*. Repéré sur le site de Oléoduc Énergie Est Ltée, section Réglementaire - Demande consolidée : http://www.oleoducenergieest.com/reg-files/R%C3%A9glementaire/02_Demandes%20consolid%C3%A9es%20relatives%20au%20Projet%20et%20%C3%A0%20la%20cession%20d%E2%80%99actifs%20%E2%80%93%20Volume%201%20%E2%80%93%20Aper%C3%A7u%20de%20la%20Demande%20et%20du%20Projet/A76905-6%20V1_Sec4_Profils_provinciaux%20-%20A5A0G9.pdf
- TransCanada (2016c). *Projet Oléoduc Énergie Est – Avis de projet – Avril 2016*. Repéré sur le site du MDDELCC, section Évaluations environnementales - Projet Oléoduc Énergie-Est de TransCanada : <http://www.mdclcc.gouv.qc.ca/evaluations/TransCanada/Avis-Projet201604.pdf>
- Treatyalliance* (s. d.). *Treatyalliance against tar sand expansion*. Repéré à <http://www.treatyalliance.org/>
- Trépanier, M., Peignier, I., Robert, B. et Cloutier, I. (2015). *Bilan des connaissances : Transport des hydrocarbures par modes terrestres au Québec – Rapport de projet – Mars 2015*. Repéré sur le site du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, section Documents - publications : <https://www.cirano.qc.ca/files/publications/2015RP-24.pdf>
- Union des municipalités du Québec (UMQ) (2016, 1^{er} mars). *L'UMQ salue la demande d'injonction du Gouvernement du Québec - Communiqué*. Repéré sur le site de l'UMQ, section Publications : <http://umq.qc.ca/publication/TransCanada-et-oleoduc-energie-est/>
- Union des producteurs agricoles (UPA) (2016). *Mémoire – Projet Oléoduc Énergie Est – Section Québécoise*. Repéré sur le site de l'UPA, section Mémoires : <https://www.upa.qc.ca/fr/memoire-projet-oleoduc-energie-est-section-quebecoise/>
- Varghese, A. (2016, 1 novembre). *State of emergency declared for Alabama after Colonial pipeline incident*. *Reuters.com*. Repéré à <http://www.reuters.com/article/us-pipeline-blast-alabama-emergency-idUSKBN12W4VP>
- Ville de Sept-Îles, (2013). *Mémoire concernant le projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles par Mine Arnaud inc. - Présenté à la Commission d'enquête du Bureau des audiences publiques sur l'environnement (BAPE)*. Repéré sur le site du BAPE, section Mandats – Enquêtes et audiences publiques – Mandats terminés – 301 - La documentation déposée – DM54 : http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/mine_apatite_sept-iles/documents/DM54P.pdf
- Whitmore, J. et Pineau, P.-O. (2017). *État de l'énergie au Québec – 2017*. Repéré sur le site d'HEC Montréal, section Recherche et transfert - Unités de recherche - Chaires de recherche - Chaire de gestion du secteur de l'énergie - Publications : <http://energie.hec.ca/eeq2017/>

Young, K. (2016, 9 juin). *Premier Wall to Promote Energy East in Toronto, New Brunswick and Quebec*. Repéré sur le site du gouvernement du Saskatchewan, section *News and Media* : <http://www.saskatchewan.ca/government/news-and-media/2016/june/09/premier-to-promote-energy-east>

BIBLIOGRAPHIE

- Barbier, R., Boudes, P., Bozonnet, J.-P., Candau, J., Dobré, M., Lewis, N. et Rudolf, F. (2012). *Manuel de sociologie de l'environnement*. Québec, Québec : Presses de l'Université Laval.
- Benhaddadi, M. et Olivier, G. (2008). *Dilemmes énergétiques*. Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 198 p.
- Gagnon, S. (2016). Le poids des sondages dans les décisions en matière de pipelines [Émission]. Dans Roy, Dominique (Réalisateur), *La croisée*. Calgary, Alberta : Société Radio-Canada. Repéré sur le site de Radio-Canada Première, section Alberta : http://ici.radio-canada.ca/emissions/la_croisee/2015-2016/chronique.asp?idChronique=409796
- Gaudin, J.-P. (2007). *La démocratie participative*. Paris, France : Armand Colin
- Leduc, Gaétan A. et Raymond, M. (2000). *L'évaluation des impacts environnementaux – Un outil d'aide à la décision*. Montréal, Québec : Éditions Multimondes.
- Marchetti, N. (2005). *Les conflits de localisation : le syndrome NIMBY*. Repéré sur le site du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, section Documents et publications – Rapports Bourgogne – 2005RB-05 : <http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2005RB-05.pdf>
- Ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire (MAMOT) (2010). *Mécanismes de consultation publique en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme*. Repéré sur le site du MAMOT, section Aménagement du territoire - Guide La prise de décision en urbanisme - Acteurs et processus : <http://www.mamot.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/acteurs-et-processus/mecanismes-de-consultation-publique-en-matiere-damenagement-du-territoire-et-durbanisme/>
- Office national de l'énergie (ONÉ) (2016). *Demandes et projets d'envergure devant l'ONÉ*. Repéré sur le site de l'ONÉ – section Demandes et dépôts : <https://www.neb-one.gc.ca/pplctnflng/mjrpp/index-fra.html>

ANNEXE 1 - LES 16 PRINCIPES DE LA LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

(tiré de : *Loi sur le Développement durable*)

a « santé et qualité de vie » : les personnes, la protection de leur santé et l'amélioration de leur qualité de vie sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Les personnes ont droit à une vie saine et productive, en harmonie avec la nature;

b « équité et solidarité sociales » : les actions de développement doivent être entreprises dans un souci d'équité intra et intergénérationnelle ainsi que d'éthique et de solidarité sociales;

c « protection de l'environnement » : pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement;

d « efficacité économique » : l'économie du Québec et de ses régions doit être performante, porteuse d'innovation et d'une prospérité économique favorable au progrès social et respectueuse de l'environnement;

e « participation et engagement » : la participation et l'engagement des citoyens et des groupes qui les représentent sont nécessaires pour définir une vision concertée du développement et assurer sa durabilité sur les plans environnemental, social et économique;

f « accès au savoir » : les mesures favorisant l'éducation, l'accès à l'information et la recherche doivent être encouragées de manière à stimuler l'innovation ainsi qu'à améliorer la sensibilisation et la participation effective du public à la mise en œuvre du développement durable;

g « subsidiarité » : les pouvoirs et les responsabilités doivent être délégués au niveau approprié d'autorité. Une répartition adéquate des lieux de décision doit être recherchée, en ayant le souci de les rapprocher le plus possible des citoyens et des communautés concernés;

h « partenariat et coopération intergouvernementale » : les gouvernements doivent collaborer afin de rendre durable le développement sur les plans environnemental, social et économique. Les actions entreprises sur un territoire doivent prendre en considération leurs impacts à l'extérieur de celui-ci;

i « prévention » : en présence d'un risque connu, des actions de prévention, d'atténuation et de correction doivent être mises en place, en priorité à la source;

j « précaution » : lorsqu'il y a un risque de dommage grave ou irréversible, l'absence de certitude scientifique complète ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir une dégradation de l'environnement;

k « protection du patrimoine culturel » : le patrimoine culturel, constitué de biens, de lieux, de paysages, de traditions et de savoirs, reflète l'identité d'une société. Il transmet les valeurs de celle-ci de génération en génération et sa conservation favorise le caractère durable du développement. Il importe d'assurer son identification, sa protection et sa mise en valeur, en tenant compte des composantes de rareté et de fragilité qui le caractérisent;

l « préservation de la biodiversité » : la diversité biologique rend des services inestimables et doit être conservée pour le bénéfice des générations actuelles et futures. Le maintien des espèces, des écosystèmes et des processus naturels qui entretiennent la vie est essentiel pour assurer la qualité de vie des citoyens;

m « respect de la capacité de support des écosystèmes » : les activités humaines doivent être respectueuses de la capacité de support des écosystèmes et en assurer la pérennité;

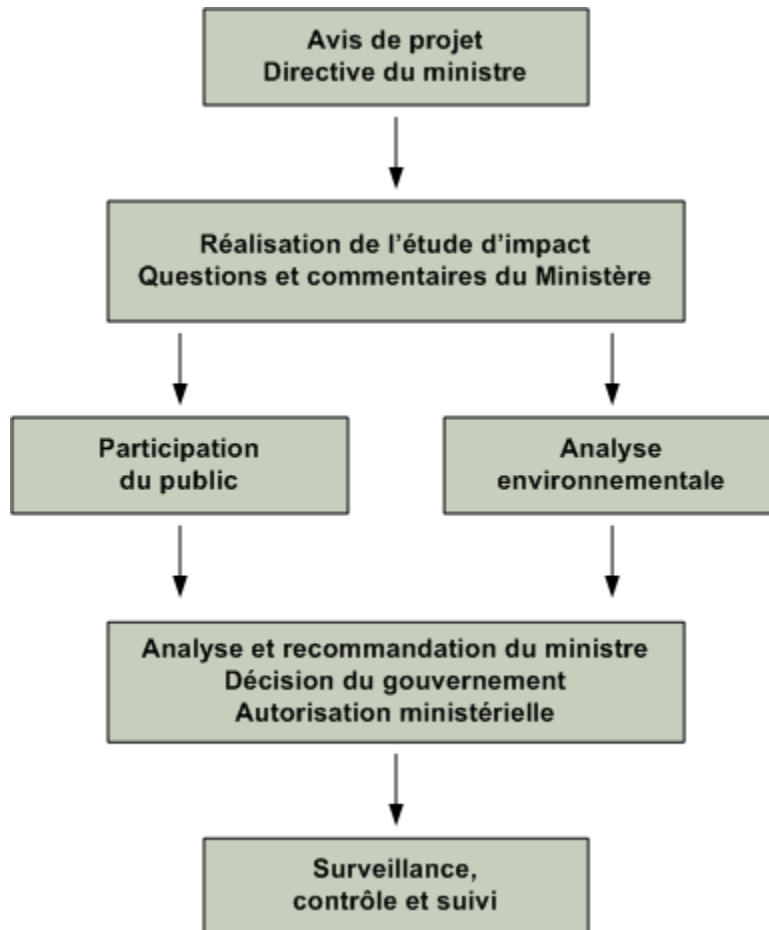
n « production et consommation responsables » : des changements doivent être apportés dans les modes de production et de consommation en vue de rendre ces dernières plus viables et plus responsables sur les plans social et environnemental, entre autres par l'adoption d'une approche d'écoefficient, qui évite le gaspillage et qui optimise l'utilisation des ressources;

o « pollueur payeur » : les personnes qui génèrent de la pollution ou dont les actions dégradent autrement l'environnement doivent assumer leur part des coûts des mesures de prévention, de réduction et de contrôle des atteintes à la qualité de l'environnement et de la lutte contre celles-ci;

p « internalisation des coûts » : la valeur des biens et des services doit refléter l'ensemble des coûts qu'ils occasionnent à la société durant tout leur cycle de vie, de leur conception jusqu'à leur consommation et leur disposition finale.

ANNEXE 2 – PROCÉDURE D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT AU QUÉBEC MÉRIDIONAL

(tiré de : MDDELCC, 2016e)



ANNEXE 3 – LES PRINCIPAUX ÉVÈNEMENTS LIÉS AU PROJET D’OLÉODUC ÉNERGIE EST

(inspiré de : Pineault et Murray, 2016 et de la revue d’actualité)

DATE	PROJET	JUDICIAIRE	POLITIQUE FÉDÉRALE	POLITIQUE QUÉBÉCOISE
Juillet 2013				Premières rencontres de TransCanada avec les municipalités québécoises.
Novembre 2013	Projet d’implantation d’un port à Cacouna (Québec).			
Avril 2014				Demande d’autorisation de travaux pour le projet de port à Cacouna finalement autorisés en août par le MDDELCC.
Septembre 2014		Demande d’injonction de groupes environnementaux sur les travaux rejetée par la Cour supérieure, mais une autre demande d’injonction est finalement acceptée (celle du Centre québécois du droit de l’environnement [CQDE]). La juge ordonne l’arrêt des travaux de forage jusqu’au 15 octobre. [...]		[...] Le 10 octobre, le MDDELCC demande la modification des méthodes de travail au promoteur pour reprendre les travaux après cette date butoir, mais les modifications ont été finalement refusées par le ministère.
Octobre 2014	Dépôt officiel de 30 000 pages de documents en anglais unilingue à l’ONÉ.			Le MDDELCC envoie une lettre au promoteur pour respecter l’exigence de l’évaluation environnementale réglementaire et impose 7 conditions.
Novembre 2014	Dévoilement médiatique du plan stratégique de TransCanada conçu par la firme de relations publiques Edelman et le promoteur y met finalement un terme.			
Décembre 2014	Arrêt temporaire des travaux à Cacouna.	Le CQDE demande à l’ONÉ par lettre de rendre disponible une traduction française des documents officiels déposés à l’ONÉ qui sont uniquement en anglais. L’ONÉ a refusé et une plainte au Commissaire des langues officielles a été déposée en décembre 2014.	Le gouvernement fédéral annonce qu’il est sur le point de protéger la zone d’habitat du béluga sur l’estuaire du fleuve Saint-Laurent (zone des travaux de TransCanada pour le projet de port à Cacouna). Ce gouvernement dépose aussi le projet de loi fédérale sur les pipelines.	Rencontre des Premiers ministres albertain, ontarien et québécois pour affirmer que les GES seront exclus de l’évaluation environnementale québécoise. Le ministre du MDDELCC soutient le contraire le lendemain.
Février 2015		Une autre demande d’injonction pour suspendre temporairement les audiences sur le projet devant l’ONÉ est refusée par la Cour fédérale, puis par l’ONÉ.		
Avril 2015	Abandon temporaire du projet de port à Cacouna et modification du tracé.			

DATE	PROJET	JUDICIAIRE	POLITIQUE FÉDÉRALE	POLITIQUE QUÉBÉCOISE
Juin 2015	Début de consultation publique de la CMM dont le promoteur refuse de participer.			Le MDDELCC reconnaît les errements de son gouvernement sur le projet de Cacouna et annonce un BAPE générique sur la portion québécoise du projet d’Oléoduc Énergie Est.
Août 2015	Entente entre TransCanada et Gaz Métro.			
Septembre 2015	Nomination du québécois Louis Bergeron par TransCanada représentant le promoteur dans les portions québécoise et néo-Brunswickoise du projet Énergie Est.			Émission d’un « avis de non-conformité » de la part du MDDELCC au promoteur sur ses agissements suivi finalement d’une émission de certification d’autorisation pour des travaux de relevés sismiques à Cacouna.
Novembre 2015	Abandon définitif du projet de port à Cacouna par le promoteur.			
Décembre 2015	Mise à jour du projet à l’ONÉ avec un nouveau tracé.			
Janvier 2016			Le gouvernement fédéral annonce de nouvelles règles dans l’évaluation des projets soumis à l’ONÉ (mais pas avant quelques années).	Refus de la CMM au projet.
Février 2016	L’ONÉ demande au promoteur de redéposer une demande consolidée avant le 30 avril 2016 à cause de documents incompréhensibles.	Demande d’injonction de groupes écologistes contre le promoteur de respecter la réglementation québécoise suivie du gouvernement québécois.		
Mars 2016		Les audiences du BAPE sur le projet débutent à Lévis malgré la requête de groupes écologistes de bloquer les audiences publiques du BAPE.		
Avril 2016				TransCanada accepte finalement de se soumettre à la réglementation québécoise en déposant un avis de projet, et par la suite, une Étude d’impact en juin 2016 pour une éventuelle consultation publique du projet prévue l’automne 2016. Le mandat du BAPE générique (et la deuxième séance de consultation publique prévue à Montréal) est donc annulé.
Août 2016	Début des audiences publiques de l’ONÉ au Nouveau-Brunswick qui a finalement été annulé au Québec à cause de manifestations dans la première séance de consultation de l’ONÉ au Québec.			
Septembre 2016	Récusation des trois membres de l’ONÉ responsables des audiences publiques de			

DATE	PROJET	JUDICIAIRE	POLITIQUE FÉDÉRALE	POLITIQUE QUÉBÉCOISE
	l'ONÉ et, par la même occasion, report des audiences en attendant la nomination de nouveaux membres. Ces membres récusés sont « accusés » d'être partial après avoir rencontré des lobbyistes de TransCanada.			
Octobre 2016	Nomination de quatre membres temporaires de l'ONÉ dont le mandat est de consulter les « parties concernées » du projet, mandat « parallèle » aux audiences publiques en suspens.			
Décembre 2016			3 nouveaux membres temporaires dument nommés à l'ONÉ pourraient siéger au comité d'examen du projet EE.	
2017	Début potentiel des audiences publiques de l'ONÉ et du BAPE			
2018	Début estimé des travaux de construction.			
2021	Mise en service prévue de l'oléoduc Énergie Est.			

ANNEXE 4 – LES PRINCIPAUX INTERVENANTS DE LA PORTION QUÉBÉCOISE DU PROJET ÉNERGIE EST

(inspiré de : BAPE, 2016 et Pineault, 2016)

CATÉGORIES	Niveau d'implication	NOM DE L'ORGANISATION	POSITION ACTUELLE FACE AU PROJET
Organisations gouvernementales			
Fédérales	Concerné	Gouvernement fédéral dont le ministre des Ressources naturelles - ONÉ	Neutre. mais l'ONÉ est accusé de partialité en étant en faveur du projet.
Fédérales	Intéressé	Environnement et Changement climatique Canada, Agence canadienne d'évaluation environnementale, Transports Canada, BST, Bureau du vérificateur général du Québec	Neutre. Leur avis est en général lié sur des faits (scientifiques ou autres)
Provinciales	Concerné	Gouvernement québécois, dont le ministre du MDDELCC – BAPE - CPTAQ Gouvernements albertain, saskatchewanais, manitobain, ontarien et néo-brunswickois	Multiple. Les gouvernements ont tendance à être en faveur du projet pour des raisons économiques. Les organismes de consultation ou de conformité sont plutôt neutres.
Provinciales	Intéressé	Ministère de la Sécurité publique, MERN, MAMOT, MAPAQ Régie de l'Énergie du Québec INSPQ	Neutre. Leur avis est en général lié sur des faits (scientifiques ou autres), mais certains avis ont tendance à être en défaveur du projet au Québec selon les informations disponibles actuelles.
Territoriales			
Régionales	Concerné	CMM, CMQ, MRC de Montagny, Autray, Vaudreuil-Soulanges, Thérèse de Blainville, Argenteuil, Deux-Montagnes, Assomption...	En défaveur, au stade actuel du projet même si la CMQ est plus en faveur, mais exige des réponses.
Municipales	Concerné	Gatineau, Montréal, Laval, Lavaltrie, L'Assomption, Trois-Rivières, Québec, Saint-Augustin-de-Desmaures,	En défaveur, au stade actuel du projet.
Organisations non gouvernementales			
Groupes communautaires	Intéressé	Non identifiés	
Associations professionnelles	Intéressé	L'ensemble des Chambres de Commerce : Est de Montréal, Montréal, Québec ainsi que leur regroupement provincial	En faveur.
Associations professionnelles	Intéressé	Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ) Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ)	En défaveur.
Associations professionnelles	Intéressé	Manufacturiers et exportateurs du Québec Association nationale des camionneurs artisans - Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGTO) - Association des firmes de génie-conseil - Québec	En faveur.

CATÉGORIES	Niveau d'implication	NOM DE L'ORGANISATION	POSITION ACTUELLE FACE AU PROJET
Associations sectorielles	Concerné	Union des producteurs agricoles	En défaveur, selon les informations disponibles actuelles.
Groupes de pression	Intéressé	Union des municipalités du Québec Organisme de Bassin versant (du fleuve, Saint-Jean Kamouraska, L'Islet, Rivière-du-Loup) Syndicats Fondation Coule pas chez nous Coalition Eau Secours Association Eau-Secours Greenpeace, Équiterre, AQLPA, Fondation David Suzuki Conseil des Canadiens Fondation québécoise pour la protection du patrimoine naturel Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) Mouvement Québec français Centre québécois du droit de l'environnement	En défaveur.
Organisation de société civile	Concerné	Institut Fraser Hydro Québec Suncor	En faveur.
Organisation de société civile	Intéressé	Institut Pembina Gaz Métro CQDE	En défaveur.
Consultants	Intéressé	Normand Godbout (Impact fiscal pour CMM) DNV-GL Stantec Savaria Express Conseils Dufresne Hébert Comeau, avocat Institut des sciences de la mer de Rimouski Navius Research Coop Carbone	Neutre. Leur avis est en général lié sur des faits (scientifiques ou autres) selon les informations disponibles actuelles.
Milieu académique	Intéressé	Universités du Québec : Rimouski, Chicoutimi, Montréal (ESG – UQAM), Outaouais Université Laval, HEC Montréal École polytechnique de Montréal Centre de recherche en économie de l'environnement, de l'agroalimentaire, des transports et de l'énergie (CREATE) Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations	Neutre. Leur avis est en général lié sur des faits (scientifiques ou autres), mais certains avis ont tendance à être en défaveur du projet au Québec selon les informations disponibles actuelles. L'IEIM est en faveur du projet.

CATÉGORIES	Niveau d'implication	NOM DE L'ORGANISATION	POSITION ACTUELLE FACE AU PROJET
		Institut National de la Recherche scientifique Institut de recherche et d'informations socioéconomique (IRIS) Groupe de recherche appliquée en macroécologie (GRAMÉ) Institut des Études internationales de Montréal (IEIM)	
Premières Nations			
	Concerné	Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador Abénaquis, Malécites, Hurons-Wendat, Mohawks, etc. Mohawk Council of Kanesatake Caucus iroquois (nations autochtones du Québec et de l'Ontario) Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL)	En défaveur.
Individus			
Propriétaires privés (ou associations de propriétaires)	Concerné	Association de propriétaires privés agricoles, acéricoles et forestiers (ApPAF) Association des propriétaires Québécois Énergie Est (APQEE) Canadian association of energy and pipeline landowner associations (CAEPLA)	En défaveur , selon les informations disponibles actuelles.
Citoyens	Intéressé	Stop oléoduc, RVHQ Regroupement citoyen contre les sables bitumineux et pour le développement durable Front commun pour la transition énergétique Citoyens individuels participant aux consultations publiques ou s'exprimant dans les médias traditionnels ou réseaux sociaux.	En défaveur.
Autres			
Médias	Intéressé	Médias écrits, audiovisuels, online (incluant les médias sociaux)	Neutre , tout en étant majoritairement en défaveur, au Québec.

ANNEXE 5 – LIENS ENTRE LES FACTEURS FAVORISANT L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE ET LES PRINCIPES DE LA LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

(inspiré de : *Loi sur le Développement durable* et RCGT et TES, 2015)

Gouvernance <i>(en lien avec les principes g et h)</i>	<p>Les orientations gouvernementales nationales sont en adéquation avec le projet.</p> <p>Les instances publiques préservent leur autorité et leur neutralité vis-à-vis du promoteur.</p> <p>Le promoteur collabore avec la collectivité.</p> <p>Le processus décisionnel est crédible : il doit être accessible, impartial, justifié et les règles doivent être déterminées à l'avance.</p> <p>Le promoteur a une bonne réputation concernant son historique de conformité et le respect des engagements.</p> <p><i>Le processus d'analyse et décisionnel du projet correspond au niveau d'autorité appropriée sous le principe de la subsidiarité. De plus, les gouvernements concernés doivent coopérer pour rendre le projet plus durable en prenant en considération son impact environnemental, social et économique tant sur le territoire concerné qu'en dehors.</i></p>
Processus Participatif <i>(en lien avec le principe e)</i>	<p>Le processus de consultation se fait en amont du projet.</p> <p>L'information est accessible, diversifiée et de qualité.</p> <p>Les acteurs participent au développement du projet, au suivi des opérations et aux décisions.</p> <p>Le promoteur adopte une bonne attitude face aux parties prenantes : respect, écoute et transparence.</p> <p>Le projet est bonifié suite aux préoccupations exprimées.</p> <p>Les connaissances locales et autochtones sur le territoire sont prises en compte.</p> <p><i>Les citoyens et les groupes qui les représentent doivent participer et s'engager au développement pour en définir une vision concertée et en assurer sa durabilité sur les trois plans du développement durable.</i></p>
Sociaux <i>(en lien avec les principes a, b, f, k et n)</i>	<p>Le projet est bien délimité.</p> <p>Le projet est compatible au milieu environnant. (milieu résidentiel, etc.)</p> <p>Le contexte historique est favorable au type de développement proposé.</p> <p>Les nuisances sont analysées, expliquées et des mesures d'atténuation ou de contrôle sont mises en place.</p> <p><i>Plusieurs paramètres sociaux doivent être pris en compte : la santé des personnes et l'amélioration de leur qualité de vie, une équité intra et intergénérationnelle, une éthique et une solidarité sociale, un accès au savoir (éducation, accès à l'information et la recherche) puis une protection du patrimoine culturel. Ce dernier reflète l'identité d'une société (par des biens, lieux, paysages, traditions et savoirs) et sa transmission entre générations favorise le caractère durable du développement. Enfin, l'écocoefficience ainsi que l'optimisation de l'utilisation des ressources doivent être le gage d'une production et d'une consommation responsable.</i></p>

Environnementaux (en lien avec les principes c, l et m)	Le promoteur a déjà adopté une politique ou un plan d'action en matière de responsabilité sociale ou de protection de l'environnement. Les impacts environnementaux sont identifiés, analysés, expliqués et des mesures de réduction, d'atténuation ou de compensation sont proposées. Le projet apporte une valeur environnementale. Il n'y a pas d'espèces vulnérables ou menacées.
	<i>La protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement du projet, et notamment préserver les services liés à la biodiversité (espèces écosystèmes, processus naturels) pour assurer la qualité de vie des citoyens. Les activités liées au projet doivent aussi respecter la capacité de support des écosystèmes et en assumer la pérennité.</i>
Économiques (en lien avec les principes d, o et p)	Les bénéfices du projet sont raisonnablement partagés avec les communautés concernées. Il y a absence de coûts indirects pour les communautés. Des mesures compensatoires et de soutien sont mises en place pour les impacts du projet. Il n'y a pas d'impacts économiques négatifs sur les autres activités ou secteurs.
	<i>Le projet doit être performant, porteur d'innovation et permettre une prospérité économique favorable au progrès social et respectueuse de l'environnement. La valeur du projet doit internaliser ses coûts de manière à refléter l'ensemble des coûts occasionnés à la société durant tout le cycle de vie du projet, soit du berceau au tombeau. Enfin, le promoteur doit assumer sa part des coûts liés à la dégradation de l'environnement dont il est responsable sous le principe du pollueur payeur.</i>
Techniques (en lien avec les principes i et j)	Les opérations (et les risques) sont gérées de façon active et efficace. Les nuisances sont minimisées avec une technologie éprouvée
	<i>Les opérations et les risques doivent être clairement identifiés pour mettre en place des actions de prévention, d'atténuation et de correction, en priorité à la source. Pour des risques de dommages graves ou irréversibles, il est préférable d'appliquer le principe de précaution où l'absence de certitude scientifique ne peut différer l'adoption de mesures visant une dégradation de l'environnement.</i>

ANNEXE 6 – NOTATION DES PROJETS RETENUS SELON LES FACTEURS FAVORISANT L’ACCEPTABILITÉ SOCIALE

(inspiré de : RCGT et TES, 2015; BAPE, 2007b, 2012b et 2013 ; ONÉ, 2016d)

Projet	Note	Gouvernance	Processus participatif	Social	Environnemental	Économique	Technique
Niobec	27	Au niveau gouvernemental, analyse conjointe entre les autorités fédérales et provinciales avec une entente signée. Bonne crédibilité même si certains citoyens se sont inquiétés de l’aspect d’expropriation de Bon historique de conformité et de respect de ses engagements d’autant qu’il connaît très bien son milieu environnant après 35 ans d’exploitation sur ce territoire.	Consultation et collaboration active et en amont avec la communauté locale et les Premières Nations dont la prise en compte de leurs préoccupations et la mise en place d’un bureau de liaison dans la localité.	Compatibilité du milieu environnant et délimitation précise du projet, mais le milieu d’accueil a déjà eu un historique de mobilisation et d’opposition de projets de porcheries.	Proactif grâce à sa politique environnementale et sa certification ISO 14001. L’agrandissement est prévu dans un milieu agricole, sans présence d’espèces vulnérables ou menacées connues, mais il n’apporte pas de valeur environnementale et certaines préoccupations ont été soulevées quant à la qualité de l’eau, de l’air et la contamination de la nappe phréatique. Proposition de mesures d’atténuation.	Consolidation voire création d’emploi. Principal employeur de la localité et le projet proposait des mesures de compensation additionnelles pour les PP concernées.	Favorisant car le promoteur est certifié ISO 9001 et proposait une nouvelle technologie en collaboration avec le milieu.
Mine Arnaud	14	Informations tardives et consultations des Premières Nations dont l’utilisation traditionnelle et la représentativité du comité de suivi. Manque de crédibilité du gouvernement québécois « juge et partie » (décideur et promoteur. Investissement Québec, société d’État, est un actionnaire du projet).	Bureau de liaison avec la communauté. Consultations effectuées en amont pour l’ensemble des PP concernées et bonifications apportées pour répondre aux préoccupations exprimées.	Difficilement compatible avec le milieu environnant en lien avec la santé des personnes et la qualité de vie (mauvaise qualité de l’air, nuisances au niveau du bruit et au paysage, etc.) De plus, le contexte historique est défavorable par des ratés de projets miniers précédents.	Préoccupations soulevées quant à la contamination des eaux, aux risques de glissement de terrain et à un territoire d’intérêt écologique présent à proximité.	Manque de transparence des données économiques remettant en question la rentabilité financière du projet. Enfin, le partenaire commercial du gouvernement semble dicter les conditions du projet (Arsenault, 27 septembre 2016).	Difficile d’établir la gestion efficace des risques et des opérations à cause du manque d’informations et même si le promoteur affirme vouloir utiliser les meilleures technologies.
				Analyse des impacts sur la santé, l’environnement et l’économie et mises en place des mesures d’atténuation ou de contrôle (jusqu’à proposer un plan de restauration du site). Le contexte économique local et régional est propice par la création d’emplois et un approvisionnement plus local tout en participant au développement et à la formation de la main-d’œuvre.			
Pipeline St-Laurent	15	Absence de consensus sur la justification du projet (augmentation de la consommation du pétrole et des risques ou réduction du transport ferroviaire et maritime). Le cadre législatif est ambigu (quant aux autorités concernées et aux normes associées à chaque palier).	Plus réactif, car les PP concernées n’ont pas pu participer à la localisation du tracé et les connaissances du milieu sont limitées. Mais, le projet a été bonifié en tenant compte des préoccupations exprimées puis par un mécanisme de liaison avec les municipalités et les propriétaires	Préoccupations relatives aux nuisances et à la sécurité publique, mais aussi à certaines incompatibilités d’usages du territoire soulignées par des PP concernées (zones protégées, terres agricoles). Aussi, le projet, long et linéaire, traverse différentes régions du Québec de	Davantage pris en compte comme les impacts environnementaux, les mesures d’atténuation de suivi et de surveillance. Des ententes ont d’ailleurs été signées avec l’UPA, la CPTAQ et les propriétaires pour limiter l’emprise de l’oléoduc et reboiser. Aussi, la réduction des émissions directes de GES a été prise en compte comparée à celle des transports	Positifs par les mesures de compensation proposées pour la perte des surfaces boisées ou hydriques (reboisement ou compensation). (RCGT et TES, 2015)	Pris en compte par le promoteur concernant l’analyse du risque par ses installations, mais en l’absence d’évaluations de risque d’installations avoisinantes.

Projet	Note	Gouvernance	Processus participatif	Social	Environnemental	Économique	Technique
			terriens en plus d'un suivi en continu.	la rive sud du fleuve Saint-Laurent de Montréal à la région administrative de Chaudière-Appalaches auquel le contexte social peut largement varier tout au long du tracé.	ferroviaires et maritimes. Préoccupations encore présentes comme l'impact sur le milieu agricole et forestier.		
Pipeline 9B	19	Évalué conformément au cadre législatif compétent et a fait l'objet d'un processus décisionnel relativement neutre et crédible (accessible, impartial, justifié). Le promoteur a collaboré avec la collectivité selon les règles de l'ONÉ. Par contre, son historique de conformité et le respect des engagements sont très critiqués surtout depuis la gestion déficiente du promoteur concernant le déversement de pétrole dans la rivière Kalamazoo en 2010.	Manque de transparence et de consultation et un programme de consultation inadéquate (peu de consultation en français pour les PP concernées), mais le promoteur a tenté de réagir en tenant compte des préoccupations exprimées, dont les connaissances locales et autochtones, d'autant que le projet concerne une installation existante.	Projet bien délimité. Contexte historique et compatibilité du milieu environnant favorables. L'analyse des nuisances et les mesures d'atténuation et de contrôle sont déjà en place même s'il y a certaines adaptations à faire concernant les nouveaux risques.		Surtout des impacts positifs localement notamment pendant la construction. Aucune information ne permet de déterminer si les bénéfices ne sont partagés correctement avec les communautés concernées, ni les mesures de soutien ou compensatoires des impacts du projet.	Gestion satisfaisante des opérations et des risques reliés à une installation existante.
Centrale hydroélectrique Val-Jalbert	20	Filière hydroélectrique acceptée de tous, car peu impactante pour l'environnement et bénéficie d'une excellente expertise. Mais pas de consensus sur la justification du projet (surplus énergétique), le cadre réglementaire ambigu, processus décisionnel peu crédible (tous les projets de minicentrale québécoise ont été annulés sauf celui-là) et manque de légitimité décisionnelle en sachant que les promoteurs sont des instances locales et régionales (perception de « juge et partie »).	Information et consultation initiées en amont et accessibles pour l'ensemble des PP (incluant les Premières Nations). Bonification du projet suite aux préoccupations exprimées. Mécanisme de liaison et comité de suivi représentatif et indépendant.	Compatible avec la vision du développement régional et prend en compte les impacts sociaux, mais la compatibilité est moindre avec les usages du territoire (impact négatif sur la valeur historique et patrimoniale du site qu'est le village historique de Val-Jalbert, dont l'impact visuel).	Impacts identifiés et mesures de compensation et de suivi environnemental. Pas d'espèces vulnérables ou menacées. Or, certaines préoccupations existent encore : respect du débit minimal écologique et modification des habitats fauniques.	Facilite la diversification économique, l'expertise régionale, le partage des bénéfices et le contrôle local du projet. Mais, la rentabilité du projet est remise en question ainsi que certains impacts négatifs sur d'autres activités comme le tourisme.	Les opérations et les risques ne sont aucunement remises en question.
Éolien de Saint-Valentin	16	Remise en question du cadre réglementaire (opposition de la MRC et des PP locales en général) et absence de consensus sur la justification du projet (surplus énergétique au Québec). Mais, malgré la volonté politique de développer cette filière, ce projet est sous le principe du « juge et parti » (octroyé par Hydro-Québec pour un promoteur privé). La critique du gouvernement envers la MRC concernée n'a pas été appréciée localement (règlement interdisant l'implantation d'éoliennes sur le territoire).	Peu favorable par un manque de consultation en amont du projet et des séances uniquement d'information.	Remise en question de la compatibilité avec les usages du territoire (ZEC) et sur la santé (nuisances sonores)	Pris en compte, mais souvent sous-évalué (faune migratoire, paysage visuel) tout comme certaines préoccupations qui ont été soulevées (perturbation sonore, non prise en compte d'espèces menacées).	Le contrôle local du projet et des mesures de compensation auraient favorisé l'acceptabilité sociale du projet, mais la valeur foncière des propriétés et le tourisme pourrait être directement touché dans le secteur selon les opposants.	Pas de préoccupations particulières.

Projet	Note	Gouvernance	Processus participatif	Social	Environnemental	Économique	Technique
Usine de fabrication d'engrais	21	Orientations gouvernementales adéquates avec la diversification du développement économique dans les régions du Centre-du-Québec et de la Mauricie et de la ville de Bécancour. Implication d'Investissement Québec dans ce projet (Investissement Québec, 9 octobre 2012). Et selon le BAPE, le projet ne devrait « pas remettre en cause l'engagement gouvernemental de réduire de 20 % les émissions sous le seuil de 1990 » (BAPE, 2013, page viii). Quant à l'autorité des instances publiques, il y a un manque de neutralité vis-à-vis du promoteur même si le processus décisionnel est relativement crédible (accessible, impartial et justifié) dans l'étape de consultation publique organisée par le BAPE. Quant au promoteur, il représente surtout des coopératives agricoles crédibles et bénéficiant d'une très bonne réputation.	Consultation en amont pour le projet, mais s'est surtout focalisé sur le BAPE. L'information est surtout accessible et diversifiée et a pris en compte les connaissances locales (implantation prévue sur un site industriel désaffecté) sans pour autant que les acteurs participent autant au développement.	Bien délimité et relativement compatible avec son milieu environnant puisque l'emplacement est un site industriel et le contexte historique est favorable à ce type de développement. De plus, les nuisances sont analysées et certaines mesures d'atténuation ou de contrôle y sont présentées.	Des inventaires fauniques aquatiques et floristiques ont révélé plusieurs espèces vulnérables ou menacées sur le site ou à proximité et manque d'inventaires de la faune terrestre. Indirectement, le plan d'action de développement durable de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour gérant ce parc quant à la préservation de la diversité biologique. Peu de perturbation du milieu environnemental puisque c'est un site industriel existant, mais ses émissions de GES sont importantes et son principal défi est d'optimiser au maximum ses activités générant des GES. Le parc industriel actuel a implanté une symbiose industrielle de type écoparc dont le promoteur pourrait s'intégrer (Synergie Québec, 2013).	Création de nouveaux emplois dans la communauté locale dans une région fortement touchée par des fermetures d'usines et de mises à pied. Aucun impact économique négatif identifié sur les autres activités ou secteurs. Accompagnement financier et technique du gouvernement par la participation d'Investissement Québec et par la mise en place d'un comité interministériel composé de PP locale et régionale pour accélérer l'approbation du projet.	Gestion efficace et active des opérations et des risques si intégration au comité mixte municipalité-industries déjà en place à Bécancour visant à gérer les risques en santé et sécurité sur le territoire. Dans ce projet, les risques de fuite d'ammoniac peuvent toucher de façon importante la santé et sécurité des travailleurs et du voisinage. Le promoteur prévoit aussi mettre en place les technologies les plus éprouvées pour réduire les nuisances et les risques.
Agrandissement d'un lieu d'enfouissement	17	D'un côté, le promoteur a une excellente réputation et une très bonne collaboration avec la collectivité puisque le site existe déjà et que le projet est seulement un agrandissement. De l'autre côté, les instances publiques manquent de crédibilité puisqu'une entente tripartite a été signée avant l'examen du projet entre la municipalité et la MRC concernées ainsi que le promoteur tout comme les orientations gouvernementales nationales en matière de gestion des matières résiduelles qui sont de réduire le nombre et la capacité des sites d'enfouissement. Ces orientations n'ont par contre jamais atteint leurs objectifs, et le BAPE considère donc qu'il serait irréaliste de se passer des sites d'enfouissement actuellement. Le processus du BAPE permet tout de même d'avoir un avis plus impartial et consensuel sur le projet.	Consultation en amont du projet. Bonne attitude face aux PP, information accessible, diversifiée et de qualité. Prise en compte des préoccupations exprimées et bonnes connaissances locales. De plus, l'obligation réglementaire de consultation du BAPE et d'un référendum aurait dû faciliter l'acceptabilité sociale du projet. Ce qui n'a pas été le cas puisque le projet a été rejeté à 61% par les citoyens des deux municipalités concernées (Giguere-Martel, 25 mars 2013).	Bien délimité, mais le contexte historique est peu favorable à ce type de développement même si le site existe déjà. Un site d'enfouissement n'a jamais été porteur pour favoriser une acceptabilité sociale locale. Le milieu environnant est un peu résidentiel et par le fait même difficilement compatible. De nombreuses nuisances sont toujours possibles (bruit, odeurs, goélands, etc.) et sont généralement prises en compte pour mettre en place des mesures d'atténuation ou de contrôle	Pas de valeur environnementale particulière puisqu'il enfouit des déchets, mais, par la gestion de l'enfouissement, limite ses impacts sur la qualité de l'air, de l'eau et des sols en valorisant notamment le biogaz des déchets. Le promoteur a adopté une politique environnementale et agit tout autant dans la réduction des déchets en proposant des services environnementaux intégrés (tri de la matière, biogaz, etc.) Il a également identifié ses impacts environnementaux et proposés des mesures d'atténuation ou de contrôle. Enfin, aucune espèce vulnérable ou menacée n'a été identifiée.	Présence de mesures compensatoires et de soutien avec la communauté. Il n'y a pas non plus d'impacts économiques négatifs identifiés sur les autres activités ou secteurs. Bien au contraire, le site d'enfouissement actuel permet de récupérer le biogaz pour faire fonctionner une serre sur la propriété et faire chauffer le centre de formation en entreprise et récupération (CFER) situé à proximité.	Les nuisances sont minimisées avec des technologies éprouvées, mais il reste encore des problèmes de nuisances. Les opérations et les risques sont relativement gérés activement, mais pas de manière aussi efficace que souhaité.